

A. PHILIPPE, C. ss. R.

Le Christ Vie des Nations

4^e Edition - 20^e mille

Bureaux de la Ligue Apostolique
Paris-VII^e - 88 bis, Boulevard de la Tour-Maubourg



Bibliothèque Saint Libère

<http://www.liberius.net>

© Bibliothèque Saint Libère 2010.

Toute reproduction à but non lucratif est autorisée.

Le Christ Vie des Nations



Dieu le veut!

Le présent travail a comme but d'éclairer le public sur une œuvre strictement nécessaire : le Retour de l'Univers, des Nations et de l'Ordre social tout entier, à Dieu et à Jésus par la Sainte Eglise.

Il expose la situation faite à la Société moderne, les errements des peuples et des Gouvernements. Il indique le remède, le seul remède à d'aussi grands maux. Il demande que, sans retard, on se mette au travail de restauration de toutes choses en Jésus-Christ.

Pourrions-nous demander que ces pages soient lues du commencement à la fin. Sur le sujet capital qu'elles traitent, il faut des convictions. Chacun, nous l'espérons, les puisera dans notre modeste travail.

Nos théories ne sont pas neuves. Elles sont la reproduction des enseignements des Pontifes Romains. A la suite des Vicaires de Jésus-Christ et après eux, nous insistons sur la nécessité de former les esprits au point de vue social selon l'unique doctrine vraie, et sur l'urgence de cette formation pour le bien de la Société, de l'Eglise et des Ames.

Dans nos appréciations, la Foi et la Logique nous ont guidés.

Ne rencontrerons nous que des amis ? Nous le souhaitons. Nous savons que les voies de la Logique et de la Foi, ne sont pas celles où l'on ne trouve que des sympathies. Nous estimons que quiconque sera conduit par les vraies lumières, celle de la raison et de la foi, après avoir lu et médité ces pages, avec nous s'écriera : Il faut rendre l'Univers, la Société et les Nations à Dieu et à Jésus-Christ par la Sainte Eglise ! Dieu le veut !



Mais une œuvre aussi considérable et aussi nécessaire ne peut aboutir si elle n'est rendue concrète et agissante dans un organisme constitué.

*C'est pourquoi nous avons créé une Ligue. Sa Sainteté le Pape Benoît XV a daigné la bénir, l'approuver, lui accorder de nombreuses Indulgences, et la favoriser du titre significatif de **Ligue Apostolique**. Sa Sainteté exprime aussi le vœu formel qu'à cette Ligue adhèrent tous les catholiques dignes de ce nom.*

Pie XI Pontife glorieusement régnant, entrant dans les vues de son illustre Prédécesseur a daigné la bénir tout particulièrement.

ORDRE ET TABLEAU SYNOPTIQUE

des Matières traitées

Dieu le veut !	5
But de la Ligue Apostolique	13
Approbation du Saint-Siège	26
Opportunité de la Ligue	31
Une constatation stupéfiante	39
Résultats certains	40
Faveurs	44

PREMIERE PARTIE

La Restauration de la Société dans le Christ, est strictement nécessaire	45
Exposé de la situation actuelle	45
CHAPITRE PREMIER. — CE QUI DOIT ÊTRE ET N'EST PAS...	47
§ 1. Parce que créature, l'Homme et l'Univers sont en tout souverainement dépendant de Dieu...	48
I. L'Homme, en lui-même, est dépendant de Dieu.	48
II. L'Homme, étant doué de raison, doit recon- naître et professer le souverain domaine de Dieu.	48

III. L'Homme souverainement dépendant doit faire de son intelligence, de sa volonté, de son être, l'usage indiqué par Dieu, donc, doit admettre l'Ordre surnaturel	51
§ 2. Parce que créature, la Famille est souverainement dépendante de Dieu	53
I. La Famille en elle-même, est souverainement dépendante de Dieu	53
II. La Famille, en tant que constituée par des êtres intelligents, doit comme corps moral, reconnaître et professer le souverain domaine de Dieu.....	55
III. La Famille, souverainement dépendante dans l'usage des intelligences des volontés et des êtres qui la composent, doit accepter l'Ordre surnaturel établi par Dieu	56
§ 3. Parce que créature, la Société est souverainement dépendante de Dieu.....	57
I. La Société en elle-même, est souverainement dépendante de Dieu	58
Enseignements de Léon XIII	58
II. La Société en tant que corps, composé d'êtres intelligents, doit reconnaître et professer le souverain domaine de Dieu	60
Enseignements de Léon XIII	62
III. La Société, corps intelligent, souverainement dépendant, doit accepter l'Ordre surnaturel qui est établi par Dieu	65
Enseignements de Léon XIII	66
§ 4. Parce que, en vertu de son Domaine Souverain, Dieu a constitué l'Ordre surnaturel,	

l'Individu, la Famille, la Société, de par la volonté divine et en raison de la Fin surnaturelle à laquelle Dieu destine l'homme, doivent s'établir en lui....	70
§ 5. L'homme, la Famille, la Société effectivement établie en Dieu et en Jésus-Christ, par la Sainte Eglise	72
Enseignements des Papes et des Evêques. Lettre Apostolique de Pie VII	88
§ 6. Conclusion du Chapitre I : A la tête des Nations et des Peuples et de l'Ordre social tout entier doivent se trouver Dieu et son Christ par la Sainte Eglise. Voilà ce qui doit être	95
CHAPITRE II. — CE QUI DOIT NE PAS ÊTRE ET EST	99
Préliminaires : <i>Origines</i> de cette situation	100
<i>Principes</i> : l'Homme substitué à Dieu	103
<i>Conséquences immédiates</i> . Libertés modernes : Socialisme, Anarchisme, Tyrannie	107
Les principes et les libertés modernes condamnés par Grégoire XVI	115
Les principes et les libertés modernes condamnés par Pie IX	117
Les principes et les libertés modernes condamnés par Léon XIII	120
Les principes et les libertés modernes condamnés par Pie X	131
Les principes et les libertés modernes condamnés par Benoit XV.	138
Les principes et les libertés modernes condamnés par Pie XI	139

§ 1. Au point de vue individuel, l'état social actuel est mauvais; il ruine la Foi et damne les âmes...	143
§ 2. Au point de vue de la Société, le mal social actuel est suprême	148
Paroles prophétiques de Léon XIII et de Pie IX.....	148
Aboutissement à l'anarchie	153
§ 3. Au point de vue de Dieu, de Jésus-Christ, et de la Sainte Eglise, l'état social actuel est une injustice et une injure souveraines qui demandent réparation	157
Témoignages des Cardinaux Mercier, Bourne	160
Témoignage de S. S. Benoît XV	162
Valeur de la thèse et de l'hypothèse	166
Terrible prédiction de Benoît XV	171

DEUXIEME PARTIE

Travail nécessaire et urgent	175
CHAPITRE PREMIER. — TRAVAIL NÉCESSAIRE ET URGENT..	177
I. Parce que, en matière sociale, les esprits ne sont pas attachés à la vérité	177
II. Parce que l'action de la loge, corrompt la mentalité catholique	177
III. En raison de la nature de l'idée sociale	187
CHAPITRE II. — OBJET DE CE TRAVAIL	195
I. Existence de la vérité et du bien, leur indépendance, leur autorité, leur droit	196
II. L'autorité et le droit de la vérité et du bien..	198

III. Conséquemment, il faut une autorité, un pouvoir pour faire respecter la vérité et le bien	201
La Politique	203
IV. L'homme est libre. Il y a une loi tracée à cette liberté : la loi de la vérité et du bien ; et conséquemment la loi de l'autorité	217
V. Conséquemment, il faut former dans les esprits et y maintenir intangibles les vérités primordiales de la foi, comme vérités strictement nécessaires à la base et au maintien de l'ordre social, à sa vérité et à sa justice	229
Il est requis : 1° de ne pas voiler la vérité	231
2° Il est de toute nécessité d'affirmer la vérité entière	233
3° Et tout spécialement, il faut affirmer le rôle prépondérant de la politique et sa dépendance absolue à l'égard de Dieu..	233
Conclusion générale. Croisade nécessaire. Dieu le veut !..	235



But de la Ligue Apostolique

La Société va à l'abîme ; c'est incontestable.

La « Ligue Apostolique » pour le retour des Nations et des Peuples et de l'Ordre social tout entier à Dieu et à son Christ par la Sainte Eglise, est fondée pour la sauver. Toute sa raison d'être est là.

Elle émane d'une double conviction :

La première : C'est qu'il n'y a et qu'il ne peut y avoir de salut pour la Société, pour la Famille et l'Individu, que dans un attachement vrai, sincère, et total à Jésus-Christ et à son Eglise « colonne et puissance de vérité » (I. Tim. 3), c'est qu'en dehors de cet attachement et d'une organisation sociale, qui en découle, il n'y a et il ne peut y avoir que désordre, et un désordre tel que, fatalement, il ira toujours croissant, et aboutira à une ruine sociale complète et irrémédiable.

La deuxième : C'est que dans le monde entier, il y a un travail sournois, perfide et constant, d'une part, pour entretenir dans les âmes égarées les erreurs qui les ont séduites, et d'autre part, pour entamer, vicier et corrompre la mentalité des catholiques et achever par ceux-ci, la perte du genre humain.

La première conviction est basée sur le dogme ; *la seconde* est fondée sur une constatation, qu'ont pu faire ceux-là seuls, qui ont suivi de près, l'entrée et l'action lente, progressive mais sûre de la Franc-Maçonnerie dans l'organisme social. *A qui n'a pas étudié cette action* il est impossible de porter sur les procédés subtils et hypocrites de la secte, un jugement sain et qui réponde en tout, à la seule réalité vraie. Non prévenues, inconscientes du danger, *les meilleures volontés* se laissent surprendre, les esprits les mieux intentionnés se laissent contaminer.

L'habileté des ennemis du Christ n'a d'égale que celle de leur chef, Satan. On commence par créer une atmosphère d'opportunisme. La timidité, la crainte de se compromettre, et chez un grand nombre l'espérance que « certaines concessions » offriront un lendemain meilleur, achèvent de préparer le terrain que l'action maçonnique a la mission de cultiver. Ce terrain n'est autre que le milieu social, qu'il faut insensiblement transformer. Une adaptation spécieuse à l'état des esprits, abuse ceux-ci sans les émouvoir. Les idées anti-catholiques, prennent corps dans la Société sans que le catholique, sans que le prêtre lui-même s'en aperçoive. La presse, les conférences, les organismes sociaux, politiques et économiques ; et pour entrer dans un détail plus particulier, les promesses, les menaces, les mensonges, les accusations ; tout est mis en œuvre pour instiller le venin maçonnique et former la mentalité

nouvelle. Que de fois, dans le but d'amener le catholique ou le prêtre à faire un pas de plus dans la voie des concessions, qui sont une trahison déguisée, ne se contente-t-on pas, chez l'ennemi de Dieu, d'affirmations audacieuses qui, on le sait, ne prendront pas sur le public mais qui provoqueront des explications timides. Celles-ci sont le recul attendu et désiré. Le catholique ne s'est aperçu de rien. La franc-maçonnerie elle, est satisfaite. Elle a obtenu son but caché mais vrai : l'affaiblissement de la mentalité catholique.



N'est-ce pas ce qui a produit la situation effacée et humiliée qui, au point de vue social, est faite à Dieu, à son Christ et à la Sainte Eglise. Pourquoi les catholiques se sont-ils retirés, et comme cantonnés dans le domaine privé de la famille et de la conscience ; et pourquoi l'Eglise doit-elle se cacher de plus en plus avec Jésus-Christ, au fond de ses sacristies ; et pourquoi les catholiques les premiers accusent-ils le prêtre qui fait son devoir, d'ingérence dans le domaine politique ? Parce que, selon l'expression courante, on ne veut pas d'affaires, et ne pas vouloir d'affaires, c'est reculer devant ceux qui avancent.

Par mille moyens, l'esprit laïque et Satan — c'est tout un — se sont emparés et s'emparent de la rue, de la place publique, des organisations sociales et des gou-

vernements. S'opposer à cette invasion, c'est se créer des misères. Il faut les éviter. L'esprit du mal le sait. Il sait surtout que ses cris seront entendus et il crie fort. Tantôt, ce sera une mainmise sur toutes les institutions publiques et privées qu'on reprochera à l'Eglise ; tantôt, ce sera son immixtion dans des affaires qu'on dira n'être pas de son ressort ; tantôt, ce sera sa rigueur excessive contre les libertés modernes, etc., etc. : toutes choses, dont on lui fera un crime. Chacune de ces accusations devrait faire affirmer par les catholiques la place qui dans tout domaine, revient à Jésus-Christ et à l'Eglise. Qu'arrive-t-il ? On explique, on justifie, on excuse. L'effet est inévitable : l'Eglise du Christ a reculé ; l'église de Satan a progressé.

C'est ainsi qu'insensiblement le règne de Satan a envahi tout l'Ordre social. C'est ainsi que les catholiques se vouant à l'inertie, donnent à l'esprit du mal d'accomplir son œuvre.

La *Ligue Apostolique* envisage de face la situation. Elle veut que soit appliquée à la Société, aux Nations et aux Peuples, la vérité apportée au monde par le Verbe de Dieu fait homme.

Appuyée sur le Christ et confiante en Lui, soutenue par Celui qui est la pierre de soutènement de l'Eglise et dont elle veut être l'instrument, elle s'est fixée comme but :

Premièrement : D'inspirer aux catholiques des idées vraies sur tout ce qui concerne l'Ordre social ; consé-

quemment de réformer les idées de ceux dont l'esprit est vicié, en tout ou en partie, par la fausse mentalité moderne.

Deuxièmement : D'obtenir par une action énergique, puissante, soutenue par la prière et par le sacrifice, la conversion de l'Ordre social tout entier, des Nations, des Peuples et des Gouvernements, de toutes les Institutions publiques et privées ; en un mot de réaliser par la prière, le sacrifice et l'action « la restauration de toutes choses dans le Christ » conformément au titre même qu'elle a adopté et que le Saint-Siège a autorisé : *Ligue Apostolique pour le Retour des Nations et des Peuples et de l'Ordre social tout entier à Dieu et à son Christ par la Sainte Eglise* » ; conformément aussi à la parole de Pie X : « il s'agit de ramener les Sociétés, égarées loin de la sagesse du Christ à l'obéissance à l'Eglise ; l'Eglise à son tour les soumettra au Christ, et le Christ à Dieu ». (Enc. e Supremi Ap.).

Bref, nous exprimons notre but en ces termes : Nous voulons christianiser au sens le plus catholique du mot tout l'Ordre social et tous les principes de l'Ordre social.

Conséquemment **Nous voulons** donc que dans l'individu et la famille, soit donnée à Dieu, à Jésus, à la Sainte Eglise, la place qui leur revient.

Nous voulons que Dieu et Jésus-Christ règnent sur l'Univers entier et sur toute Société.

Et pour entrer dans un plus grand détail :

1. Nous voulons qu'à la tête de tout organisme international, à la tête de la diplomatie et des relations des peuples entre eux, se trouvent, Dieu, Jésus-Christ, le Saint Evangile, le Décalogue, le Credo, la reconnaissance de l'Eglise, du Pape, et de leur mission divine dans le Monde.

La Ligue des Nations doit devenir la Ligue Apostolique des Nations.

2. Nous voulons, qu'à la tête de tout organisme national, à la tête des empires, des royaumes, des républiques, des confédérations de Peuples, en un mot à la tête de toute Nation, se trouvent Dieu, le Saint Evangile, le Décalogue, le Credo, la reconnaissance de l'Eglise et du Pape, et de leur mission divine dans le Monde.

3. Nous voulons qu'en tête et à la base du pacte social fondamental et de la Charte des Peuples, qu'en tête et à la base des Constitutions des Pays, — se trouvent Dieu, Jésus-Christ, le Saint Evangile, le Décalogue, le Credo, la reconnaissance de l'Eglise et du Pape et de leur mission divine dans le Monde.

4. Nous voulons, qu'à la tête des Gouvernements, des Parlements, des Sénats, de toute assemblée revêtue d'une autorité quelconque, à la tête de l'Armée, à la tête des Etats, des Provinces et des départements, des villes et des communes, à la tête des administrations et de toute institution gouvernementale, fédérale, provinciale, municipale, en un mot de toute institution

publique, et même privée, se trouvent Dieu, Jésus-Christ, le Saint Evangile, le Décalogue, le Credo, la reconnaissance de l'Eglise et du Pape, et de leur mission divine dans le Monde.

5. Nous voulons, qu'à la formation, à l'éducation, à la direction des Peuples, qu'aux grands instruments de formation de l'Individu, de la Famille et de la Société, à l'Ecole et à l'Université, à la Presse et aux Elections, aux Organisations et aux Œuvres de quelque nature qu'elles soient, **président** Dieu, Jésus-Christ, le Saint Evangile, le Décalogue, le Credo, la reconnaissance de l'Eglise et du Pape et de leur mission divine dans le Monde.

6. Nous voulons que disparaisse à jamais l'usurpation inique et le crime sacrilège accompli par la substitution faite dans tout l'organisme social, de l'homme à Dieu.

Nous enveloppons dans une commune réprobation le droit et les libertés modernes qui sont l'expression pratique de ce crime, le luthéranisme, le kantisme et la déclaration des droits de l'homme qui en sont la source et l'origine. Nous voulons que Dieu, Jésus-Christ et l'Eglise, reprennent partout leurs droits que ces doctrines néfastes ont supprimés.

Nous voulons que partout soit reconnu et admis le principe que tout pouvoir vient de Dieu, qu'aucun pouvoir n'émane de l'homme.

Nous voulons, en un mot, que dans l'Ordre social il ne soit attribué aucun droit à l'erreur et au mal, et que tout droit soit attribué à la vérité et au bien seuls, conformément à toute justice.

Tout cela, nous le voulons d'une volonté énergique et décidée. C'est pourquoi nous voulons, qu'on nous passe l'expression, « **socialiser** » toute vérité manifestée et révélée au monde par Jésus-Christ.

Socialiser la Vérité c'est la rendre concrète dans l'Ordre social. C'est en faire l'application aux principes mêmes de toute Société. Or, dans toute Société se rencontrent trois éléments :

Premièrement l'unité de fin connue et voulue par tous; *deuxièmement* l'unité des volontés par l'accord efficace et stable pour poursuivre cette fin; *troisièmement* comme conséquence et complément nécessaire, la coordination efficace de certains moyens aptes à atteindre cette fin.

Ces trois éléments ne peuvent subsister comme éléments sociaux que s'ils sont unis par l'autorité légitimement constituée.

L'autorité est le droit de diriger les esprits, les volontés et les actions des associés vers la fin propre de la Société dans les limites des exigences de cette fin.

L'autorité est nécessaire. Sans elle il n'est pas possible d'assurer l'obtention de la fin voulue, parce que sans elle il n'y a pas de direction efficace vers cette fin.

Appliquons ces notions aux vérités apportées par Dieu au monde et dans ce but faisons voir comment toute vérité a un rôle et une mission à accomplir dans l'Ordre social et dans les éléments qui le constitue.

Ouvrons un manuel de Théologie, nous y trouverons au traité de l'Unité de Dieu et de sa Trinité, la vérité fondamentale du christianisme : Dieu est Un en Essence et Trois en Personnes. Quel rôle social faut-il attribuer à cette vérité. Incontestablement un rôle de premier ordre. En effet, Dieu dans l'Unité de son Essence et la Trinité de ses Personnes est le but suprême et la fin dernière de tout homme dans l'ordre surnaturel. De même que tout homme dans l'ordre naturel doit tendre à Dieu son Créateur, ainsi dans l'ordre surnaturel l'homme doit avoir comme but suprême Dieu dans le mystère profond de son auguste Trinité. Cette vérité domine tout l'Ordre social; elle est la fin suprême de tous les hommes. Il faut donc que toute Société soit organisée de telle façon que chacun de ses membres puisse dans cette Société même connaître et vouloir la fin suprême.

Il faut en outre, que dans toute Société quelle qu'elle soit, les membres de la Société puissent recourir aux moyens de procurer à l'Ordre social la connaissance et la volonté d'atteindre et d'obtenir Dieu fin suprême des êtres.

De même que Dieu est la fin dernière de tout homme de même Il en est le principe. Dans une Société bien

organisée on devra nécessairement tenir compte de ces vérités primordiales et l'autorité a la mission comme le droit, de diriger les esprits, les volontés et les actions des associés vers la fin propre de la Société en marquant que la fin propre de chaque société trouve sa fin à elle, dans la fin dernière qui est Dieu.

La nature de l'homme surélevée par la Révélation impose cette vérité. L'autorité divine intervenant impose pareillement et péremptoirement l'obligation stricte pour chaque homme d'assumer comme fin suprême et comme, principe directeur de toute vie et de l'Ordre social tout entier l'Auguste et Indivisible Trinité.

Continuons à interroger la Théologie. Après le mystère de la Trinité et les mystères qui s'y rattachent, il y a le **mystère du Verbe Incarné et ses profondeurs**. Jésus-Christ est le Verbe fait chair. Il y a en Lui la Personne du Verbe, la nature divine et la nature humaine. En tant que Dieu, Il est la fin suprême de tout être avec le Père et l'Esprit-Saint. Ce qui vient d'être dit s'applique à Jésus-Christ, Verbe de Dieu.

Mais Jésus-Christ n'est pas seulement Dieu ; Il est Homme et dans son Humanité il y a deux points de vue à considérer.

Jésus Homme est Rédempteur

Jésus Homme est Roi.

A cela s'ajoutent les mystères non moins profonds des rapports intimes qui existent entre Dieu et l'homme, la vérité et la grâce.

Comment, selon l'expression adoptée ci-dessus : « Socialiser » ces vérités.

Il est incontestable que l'œuvre Rédemptrice du Christ a accompli et continue d'accomplir une mission sociale. D'abord ses mérites arrachent les âmes et les sociétés aux horreurs du paganisme. Ensuite Médiateur Universel entre Dieu et l'homme, non content d'effacer le péché, en vertu de ses mérites, Il communique la Révélation surnaturelle, la connaissance et quelque chose de la nature de la Trinité fin suprême de l'homme ; en vertu des mêmes mérites Dieu donne sa grâce. C'est dire en d'autres termes que toute société, comme tout individu doit connaître Dieu et vouloir Lui appartenir par et en Jésus-Christ. L'Ordre social tout entier dépend de Jésus-Christ à ce point de vue. L'Ordre social a une mission à accomplir. Il ne peut l'accomplir que moyennant l'intervention du Fils de Dieu fait Homme et de son Œuvre Rédemptrice. Dès lors il est requis que toute société, comme telle, se rencontre et se forme dans l'unité de la fin suprême ; il est nécessaire pareillement que toute Société et l'Ordre social tout entier se rencontrent et se forment dans l'unité du Christ Rédempteur en qui et en qui seul se trouvent les moyens efficaces qui donnent à l'homme d'atteindre sa fin suprême dans l'Ordre social, comme dans l'Ordre individuel.

Socialiser la Vérité de la Rédemption c'est donc donner à la Rédemption le moyen d'accomplir son œuvre divine et surnaturelle dans toute Société.

De ce fait on comprend la mission de la Vérité et de la grâce apportées par Jésus au Monde et plus spécialement les vérités applicables à l'Ordre social. *Mais Jésus-Christ n'est pas seulement Rédempteur, Il est Roi,* Il s'est acquis ce titre dans son Incarnation et dans sa Rédemption. Tout pouvoir lui a été donné au Ciel et sur la terre.

Il n'y a d'autorité en ce monde qu'en Dieu et par Dieu. Dieu a communiqué son autorité à Jésus-Christ. Tout pouvoir lui a été donné. Qu'on veuille remarquer la place qu'occupe dans le cycle des vérités surnaturelles chacune des vérités que nous venons d'effleurer.

Il y a d'abord Dieu dans le mystère de son Unité et de sa Trinité. Ensuite il y a le Verbe de Dieu fait Homme, dans le mystère de son Incarnation. Ensuite Jésus-Christ dans sa Très Sainte Humanité où Il nous est livré comme Rédempteur et Roi. Roi Universel de droit, Il est le Chef et le Maître des Nations et des Peuples et de l'Ordre social. La terre et les milliards de mondes qui nous entourent Lui appartiennent et Lui sont confiés.

Telle est la caractéristique de la *Ligue Apostolique* : faire en sorte que l'homme tout entier dans l'Ordre individuel, dans la Famille et dans l'Ordre social, vive et reproduise la vérité surnaturelle ; que dans tous ses

actes sociaux il ait comme but et comme fin suprême et en même temps comme principe : Dieu, Dieu dans le mystère de sa Trinité ; Dieu dans le mystère de son Incarnation.

Toute vérité surnaturelle procédant de Dieu doit trouver son application dans l'Ordre social en donnant aux associés le moyen d'avoir, par son intermédiaire, Dieu comme principe et comme fin.

Nous voulons donc faire accomplir par toute Société ce prodige divin, qu'elle serve d'instrument pour donner au monde et à tout individu comme but suprême de leur existence : Dieu.

A cette fin, nous recourons aux vérités surnaturelles connues par la Révélation et nous les rendons concrètes dans tout organisme social en établissant le rôle qu'elles accomplissent en vue de la fin suprême surnaturelle. De la sorte, chaque vérité apportée à la terre par Jésus-Christ, entre pour sa part, comme base dans l'Ordre social. C'est Dieu et sa vérité qui, dans l'Univers entier, reprennent la place que l'homme et la Société humaine ont usurpée.

Troisièmement : De suivre les directions et les mouvements imprimés par l'erreur à l'Ordre social, de les dénoncer par la presse, par les conférences, par tous les moyens de propagande ; plus spécialement d'éclairer les âmes droites sur l'action pernicieuse des idées imprécises, incomplètes, qui entament et ruinent les mentalités catholiques, idées qui ne cessent de circuler

dans les masses ; de favoriser tout un mouvement imprimé à l'Ordre social par la vérité ; enfin, de susciter ces mouvements et ces directions selon les circonstances, et selon les impulsions données au monde par le centre de la catholicité, c'est-à-dire par le Chef de l'Eglise et par l'Episcopat.

Voilà de quelle manière la Ligue comprend son devoir.

Elle demande des adhésions, mais elle demande surtout des convictions et l'action. Elle demande que les idées vraies pénètrent chez l'individu, dans les masses et dans les organismes sociaux. Elle prie chacun de ses membres, et plus spécialement ses propagandistes, de se convaincre eux-mêmes de la vérité surnaturelle qui seule peut garantir l'Ordre social et sauver les Peuples.

Approbations

La Ligue a recueilli avec les plus puissants encouragements les plus hautes approbations (1). Mais rien

(1) Citons notamment avec reconnaissance, celles que lui ont fait parvenir :

S. E. le Cardinal van Rossum, Préfet de la Propagande.

S. E. le Cardinal Billot.

S. E. le Cardinal Boggiani, Archevêque de Gênes.

S. E. le Cardinal Dubois, Archevêque de Paris.

S. E. le Cardinal Ferrari, Archevêque de Milan.

S. E. le Cardinal Maurin, Archevêque de Lyon.

NN. SS. les Archevêques et Evêques de Besançon, Carthage,

n'ira au cœur de ceux qui ont résolu de sauver leur Patrie et l'humanité, comme la parole descendue des hauteurs du Vatican et que le Saint-Siège nous donne si abondante, si forte, si caractérisée, si consolante et si encourageante à la fois.

Voici le document pontifical :

SECRETARIA DI STATO

DI SUA SANTITÀ

N° 84112

Au R. P. Philippe C. ss. R.

Dal Vaticano, le 18 novembre 1918.

MON RÉVÉREND PÈRE,

Notre Saint-Père le Pape Benoît XV n'a pu ne pas apprendre avec une particulière satisfaction, par votre lettre du 9 novembre, la récente fondation d'une « Ligue

Montauban, Soissons, Angers, Namur, Tours, Saint-Flour, Bruges, Gand, Rennes, Toulouse, Auch, Châlons, Oran, Angoulême, Saint-Brieuc, Agen, Nevers, Alife, Evora, Cuneo, Grouard-Alta, Pondichéry, Brindisi, Nicosie, Guadalajara, San Anjelo, Tempio-Pausania, Colombo, Durango.

Le Maître Général des Frères Prêcheurs, le Ministre Général des Frères Minurs, le Prieur Général des Servites de Marie, le Supérieur Général de la Congrégation des Sacré-Cœurs et de l'Adoration, le Supérieur Général des Missionnaires de la Salette, le Supérieur Général des Prêtres du Sacré-Cœur de Bétharram, le Supérieur Général des Pères Maristes, le Supérieur Général de la Société de Marie.

de prières, de sacrifices et d'action, pour le retour des nations et des peuples et de l'ordre social tout entier à Dieu et à son Christ par la Sainte Eglise. »

Inspiré d'un véritable zèle sacerdotal, d'un profond dévouement à l'Eglise et d'un ardent désir de coopérer à l'Extension du Règne de Jésus-Christ dans les âmes et dans la société tout entière, votre noble et généreux appel **répond plus que jamais aux graves nécessités actuelles.**

Au lendemain des épreuves, des souffrances et des maux inénarrables auxquels les nations et les peuples ont été en butte au cours de la plus affreuse des guerres ; au lendemain de tant de divisions et de haines ; à l'heure où de profondes transformations sociales s'accomplissent ; à l'heure où tant d'erreurs, de principes funestes continuent à pervertir les intelligences et tout le champ social, s'élevant en particulier contre la vérité surnaturelle, s'opposant à la mission de l'Eglise, il est **un impérieux devoir pour tous et pour chacun** de contribuer à rendre aux individus et aux peuples cette vérité, cette paix, ce bonheur dont ils éprouvent un besoin indéfinissable.

Mais, vous l'avez justement dit, ce qui doit rendre et assurer à l'humanité, cette justice, cette fraternité, cette paix qui ont formé et qui forment l'objet des aspirations universelles, *ce qui doit restaurer et garantir l'ordre social*, ne peut être que le retour des individus et des familles, des nations et des peuples à Jésus-Christ,

à sa loi, à son Evangile, et à l'Eglise, dépositaire de sa Doctrine et de sa Grâce.

Jésus-Christ, divin Rédempteur de tous les hommes à travers les siècles entiers, doit régner en Souverain sur les individus comme sur les nations et les peuples, puisque tout pouvoir Lui a été donné au ciel et sur la terre, et que toutes les nations Lui ont été données en héritage.

Or, l'Eglise a été chargée par Notre-Seigneur Jésus-Christ Lui-même de continuer Sa mission, Son œuvre à travers les siècles, qui est de procurer la sanctification et le salut des âmes, de procurer en même temps, dans la plus large mesure possible, le bonheur des individus, et des peuples, en faisant régner parmi eux la vérité, la justice, la charité et la paix.

Aussi bien, le Saint-Père vous félicite de la très louable et très pieuse pensée qui vous a porté à fonder une Ligue si opportune et si salubre. **Il souhaite qu'à cette Ligue adhèrent tous les catholiques** dignes de ce nom, qui, par l'exemple d'une vie privée et publique sincèrement chrétienne, par la prière et par l'action, attirent les bénédictions du ciel et hâtent le retour de la société aux vrais principes et la restauration de l'ordre social en Jésus-Christ, par Son Eglise.

C'est pourquoi Sa Sainteté autorise bien volontiers cette Association à prendre le titre de « Ligue Apostolique pour le retour des nations et des peuples et de

l'ordre social tout entier à Dieu et à son Christ par la Sainte Eglise. »

Afin d'encourager le clergé et les fidèles à entrer dans cette Ligue et à en promouvoir l'extension, le Souverain Pontife a daigné accorder à ses membres les faveurs suivantes :

I. — Une indulgence de sept ans et de sept quarantaines chaque fois qu'ils font un acte prescrit par les statuts, ou chaque fois qu'eux-mêmes, sous l'impulsion de la grâce, s'imposent une prière spéciale ou un acte de mortification, ou un acte d'apostolat pour obtenir le retour de la société à Jésus-Christ.

II. — Une indulgence plénière, aux conditions ordinaires : 1° le jour de leur inscription dans la Ligue ou l'un des huit jours suivants, à leur choix ; 2° pareillement aux principales fêtes, qui rappellent que Jésus-Christ est le Roi immortel des peuples et des siècles : la Noël, l'Épiphanie, les Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, la Fête-Dieu, la Fête du Sacré-Cœur, la Fête de l'Immaculée Conception, et des Saints Apôtres Pierre et Paul ; 3° pareillement un jour de chaque mois, à leur choix, que, dans leur intention, ils consacreront tout entier et plus spécialement au bien de la Sainte Eglise, en appliquant à ce but toutes leurs prières et œuvres.

III. — Pour les prêtres, la faculté de donner la Bénédiction Apostolique deux fois par an, à l'occasion

des réunions plus solennelles des membres de la Ligue.

En témoignage de Sa paternelle bienveillance et comme gage d'abondantes faveurs divines, Sa Sainteté vous accorde de tout cœur la Bénédiction Apostolique.

Avec mes sincères félicitations et mes meilleurs vœux pour la Ligue, veuillez agréer, mon Révérend Père, l'expression de mes sentiments dévoués en Notre-Seigneur.

(Signé) : P. Card. GASPARRI.

Opportunité

L'acte du Saint-Siège tranche une question que l'opportunisme contemporain n'a pas manqué d'inspirer à plusieurs : « A notre époque de désordre et d'indifférentisme, la fondation d'une Ligue semblable est-elle de saison... »

Oui, répond le Saint-Père. « **Votre appel répond plus que jamais aux graves nécessités actuelles...** »

..

Dans une autre circonstance, le Saint-Siège adressait à l'éminent Archevêque de Tours, une lettre doctrinale, qui établit la même opportunité :

« Au milieu des bouleversements actuels, il importe
« de redire aux hommes que l'Eglise est, de par son ins-
« titution divine, la seule arche de salut pour l'humanité.

« Etablie par le Fils de Dieu sur Pierre et ses succes-
 « seurs, elle est non seulement la gardienne des vérités
 « révélées, mais encore la sauvegarde nécessaire de la
 « loi naturelle. Aussi est il plus *opportun* que jamais
 « d'enseigner, comme vous le faites, Monseigneur, que
 « la vérité libératrice pour les individus comme pour les
 « *sociétés*, est la vérité surnaturelle dans toute sa plé-
 « nitude et dans toute sa pureté, sans atténuation ni
 « diminution, et sans compromission, telle, en un mot,
 « que Notre-Seigneur Jésus-Christ est venu l'apporter
 « au monde, telle qu'il en a confié la garde et l'ensei-
 « gnement à Pierre et à l'Eglise. » (Lettre du
 16 mars 1917).

Avant Benoît XV, le **Souverain Pontife Pie X**
 avait dit :

« Le salut n'est pas ailleurs que dans le Christ... On
 « *est tenté à nouveau de traiter les affaires du monde*
 « *en dehors du Christ* ; on a commencé à bâtir en reje-
 « tant la pierre angulaire de la *société* humaine... Vous
 « comprenez facilement par là quelle nécessité presse
 « chacun de nous d'employer la plus grande force
 « d'âme possible et toutes les ressources dont nous
 « disposons, à ranimer cette vie surnaturelle dans tous
 « les rangs de la société humaine, depuis l'humble classe
 « de l'artisan qui gagne chaque jour son pain à la
 « sueur de son front, jusqu'aux puissants arbitres de
 « la terre... » (Jucunda sane, 12 mars 1904.)

Et le Pape ajoute :

« La prière ne suffit point... il faut entrer dans la
« mêlée pour combattre vaillamment les combats du
« Seigneur. »

Avant Benoît XV et avant Pie X, **l'immortel Léon XIII** avait écrit :

« Retourner aux principes chrétiens et y conformer
« en tout la vie, les mœurs et les institutions des
« peuples, est une nécessité qui, de jour en jour, devient
« plus évidente. Du mépris où ces règles sont tombées,
« sont résultés de si grands maux que nul homme rai-
« sonnable ne saurait considérer, sans une douloureuse
« anxiété, les épreuves du présent, ni envisager sans
« crainte les perspectives de l'avenir... »

... Regarder vers Dieu et tendre à Lui, telle est la loi suprême de la vie de l'homme.

« Mais ce qui est vrai de l'homme considéré indivi-
« duellement, continue Léon XIII, l'est aussi de la
« société, tant domestique que civile. En effet, si la
« nature elle-même a institué la société, ce n'a pas été
« pour qu'elle fût la fin dernière de l'homme, mais pour
« qu'il trouvât en elle et par elle des secours qui le
« rendissent capable d'atteindre à sa perfection. Si donc
« une société ne poursuit autre chose que les avantages
« extérieurs et les biens qui assurent à la vie plus

« d'agréments et de jouissances ; si elle fait profession
« de ne donner à Dieu aucune place dans l'administra-
« tion de la chose publique et de ne tenir aucun compte
« des lois morales, elle s'écarte, d'une façon très cou-
« pable, de sa fin et des prescriptions de la nature.
« C'est moins une société qu'un simulacre et une
« imitation mensongère d'une véritable société et com-
« munauté humaine...

« Le temps lui-même dans lequel nous vivons, nous
« avertit donc de chercher les remèdes là où ils se
« trouvent, c'est-à-dire de rétablir dans la vie privée et
« dans toutes les parties de l'organisme social les prin-
« cipes et les pratiques du christianisme ; c'est
« **l'unique moyen** de nous délivrer des maux qui
« nous accablent et de prévenir les dangers dont nous
« sommes menacés. Voilà Vénérables Frères, à quoi
« nous devons nous appliquer avec tout le soin et tout
« le zèle dont nous pouvons être capables. » (Sapientia
« Christianæ, 10 janvier 1890) ».

Et dans sa célèbre encyclique du 19 mars 1902, le même Pontife écrit :

« Tel est le secret du problème. Quand un être orga-
« nique dépérit et se corrompt, c'est qu'il a cessé d'être
« sous l'action des causes qui lui avaient donné sa
« forme et sa constitution. Pour le refaire sain et
« florissant, pas de doute qu'il ne faille le soumettre de

« nouveau à l'action vivifiante de ces mêmes causes.
« Or, la Société actuelle, dans la folle tentative qu'elle a
« faite pour échapper à son Dieu, a rejeté l'ordre sur-
« naturel et la révélation divine ; elle s'est soustraite
« ainsi à la salutaire efficacité du christianisme, qui est
« manifestement la garantie la plus solide de l'ordre,
« le lien le plus fort de la fraternité et l'inépuisable
« source des vertus privées et publiques.

« De cet abandon sacrilège est né le trouble qui la
« travaille actuellement. C'est donc dans le giron du
« christianisme que cette société dévoyée doit rentrer, si
« son bien-être, son repos et son salut lui tiennent au
« cœur.

« De même que le christianisme ne pénètre pas une
« âme sans l'améliorer, de même il n'entre pas dans
« la vie publique d'un peuple sans l'ordonner. Avec
« l'idée d'un Dieu qui régit tout, qui est sage, infini-
« ment bon et infiniment juste, il fait pénétrer dans la
« conscience humaine le sentiment du devoir, il adoucit
« la souffrance, il calme les haines et il engendre les
« héros. S'il a transformé la société païenne — et cette
« transformation fut une résurrection véritable. puis-
« que la barbarie disparut à proportion que le chris-
« tianisme s'étendit — il saura bien de même, après
« les terribles secousses de l'incrédulité, remettre dans
« le véritable chemin et réinstaurer dans l'ordre, les
« Etats modernes et les peuples contemporains.

« Mais tout n'est point là : le retour au christia-

« nisme ne sera pas un remède efficace et complet s'il
« n'implique pas le retour et un amour sincère à
« l'Eglise, une, sainte, catholique et apostolique. Le
« christianisme s'incarne en effet dans l'Eglise catho-
« lique, il s'identifie avec cette société spirituelle et
« parfaite, souveraine dans son ordre, qui est le corps
« mystique de Jésus-Christ, et qui a pour chef visible
« le Pontife romain, successeur du Prince des Apôtres.
« Elle est la continuatrice de la mission du Sauveur,
« la fille et l'héritière de sa rédemption : elle a propagé
« l'Evangile et elle l'a défendu au prix de son sang ;
« et forte de l'assistance divine, et de l'immortalité qui
« lui ont été promises, ne pactisant jamais avec l'erreur,
« elle reste fidèle au mandat qu'elle a reçu de porter la
« doctrine de Jésus-Christ à travers ce monde, et,
« jusqu'à la fin des siècles de l'y garder dans son invio-
« lable intégrité. »

Peut-on être plus formel ? « Un être organique » la Société et les Peuples, « dépérit et se corrompt »... La Société a donc cessé d'être sous l'action des causes qui lui ont donné sa forme et sa constitution. Conséquemment, conclut le Pontife, il faut la soumettre de nouveau à l'action vivifiante de ces mêmes causes. — Quelles sont ces causes ? Dieu et son Eglise. Peut-il y avoir des termes plus explicites pour affirmer l'opportunité de notre œuvre.

Avant Benoît XV, avant Pie X, avant Léon XIII, le Souverain Pontife Pie IX, avait dit :

« La cause de l'Eglise catholique, le salut des âmes
« divinement confiées à notre sollicitude, le bien même
« de la Société humaine demandent impérieusement que
« nous excitions de nouveau votre sollicitude à
« condamner d'autres opinions, sorties des mêmes
« erreurs comme de leur source. Ces opinions fausses et
« perverses doivent être d'autant plus détestées que
« leur but principal est d'enchaîner et d'écarter cette
« force salutaire dont l'Eglise catholique, en vertu de
« l'institution et du commandement de son divin Fon-
« dateur, doit faire usage jusqu'à la consommation des
« siècles, non moins à l'égard des particuliers qu'à
« l'égard des nations, des peuples et de leurs souve-
« rains. » (Quanta Cura, 8 décembre 1864.)

Et parlant toujours de l'Ordre social Pie IX ajoute :

« Ne cessez d'inculquer ces seuls vrais principes aux
« fidèles : *inculcare numquam desinite.* »

Nous pourrions multiplier les citations. Les Papes sont unanimes : vu l'état actuel de la Société, et précisément en raison de cet état, il faut, **actuellement**, un travail de restauration dans le Christ, unique salut des Peuples — Ce travail est d'autant plus urgent que le but principal des ennemis de Jésus-Christ est de

détruire la force salutaire dont l'Eglise **doit** faire usage jusqu'à la consommation des siècles — donc aux temps actuels à l'égard des Nations ; — d'autant plus urgent aussi, que c'est ce travail même que Satan veut empêcher.

On nous dira : pour ramener l'Ordre social à Dieu, il faut commencer par convertir les individus et les familles. Nous répondons : parfaitement ; mais sachons donc que la conversion n'est pas faite quand un individu s'acquitte de ses devoirs d'ordre privé. C'est là un retour partiel à Dieu. Le retour complet comprend la reconnaissance théorique et pratique du souverain domaine de Dieu et de son Christ, non seulement sur la conscience personnelle mais sur toutes les choses visibles et invisibles, sur les sociétés et sur les peuples. Qui n'a pas adopté cette reconnaissance théorique et pratique marche en dehors des sentiers de la vérité et du devoir.

Certes, il serait insensé de vouloir aboutir d'un coup à la transformation radicale des gouvernements, des constitutions des pays, des organisations administratives, etc., etc. Il faut commencer par inculquer aux individus, qui forment les nations et l'ordre social, la connaissance et la pratique des devoirs fondamentaux des nations et des sociétés.

Voilà, ce qui ne s'est pas fait, ce qui ne se fait pas et ce qui doit se faire.

La Ligue Apostolique a assumé la tâche de répandre abondamment dans les consciences individuelles la

lumière nécessaire à la transformation de la mentalité générale et sociale. Elle recourt à la prière, aux sacrifices, à l'action de ses membres pour obtenir de la Majesté divine, une puissance efficace d'Apostolat.

Insensiblement, elle produira, chez les Dirigeants et chez les Dirigés un état d'esprit franchement catholique, et, conséquence logique, elle obtiendra que, chez tous les Peuples du monde, la Charte fondamentale du Pays soit basée sur Dieu et l'Evangile.

Une constatation stupéfiante

S'il est un fait stupéfiant, c'est que l'insistance constante des Pontifes Romains a rencontré chez les Enfants de l'Eglise si peu de docilité, c'est qu'une direction clairement et formellement donnée par le Saint-Siège, a trouvé dans l'âme catholique aussi peu d'écho. Si, répondant à l'appel de ses Pasteurs Suprêmes, toute la catholicité s'était dressée contre la grande erreur moderne, l'Ordre social offrirait-il le spectacle lamentable de l'anarchie et du désordre qu'aujourd'hui nous déplorons ? (1)

(1) Les citations que nous ferons dans l'exposé de la situation, manifesteront mieux encore ces directions pontificales.

La traduction des documents pontificaux est empruntée à la B. P.

Résultats certains

L'Acte Pontifical de Benoît XV, les directives suprêmes des Chefs de l'Eglise qui ont précédé l'illustre Pontife, tranchent la question d'opportunité. Du même coup, se trouve tranchée une autre question non moins angoissante pour les âmes sincères ; « à quoi aboutirons-nous ? » — puis : « si nous sommes certains de surexciter, sans profit, la haine des ennemis de Jésus-Christ et de l'Eglise, pourquoi commencer »... et encore : « Nous sortons du domaine de la pratique pour entrer dans celui de l'idéologie, etc... »

A ces considérations qui sont faites pour effrayer les timides, nous répondons :

Premièrement : Le Saint-Siège, en déclarant que « notre appel répond plus que jamais aux graves nécessités actuelles » et en « souhaitant qu'à cette Ligue adhèrent tous les catholiques dignes de ce nom », exprime implicitement la certitude que, si nous le voulons, nous aboutirons. Ces paroles de haute direction ajoutées à celle de Léon XIII et des autres Papes manifestent que, pratiquement l'Ordre Social n'est pas perdu. Or, celle-ci ne peut être sauvée que dans le Christ. Les Pontifes suprêmes considèrent donc le retour au Christ et à l'Eglise comme possible, et dès lors dépendant de l'Apostolat des Enfants de la Sainte

Eglise, c'est-à-dire de chacun d'entre nous. La conclusion est toute indiquée : il faut cet apostolat actuellement.

Les graves paroles prononcées par S. S. Benoît XV le 24 Décembre 1919, confirment cette conclusion d'ordre essentiellement pratique :

« L'enfant de Bethléem, dit-il, sera la paix de la Société, si elle s'incline avec ses organismes sociaux eux-mêmes devant la souveraineté inaliénable du « Roi des rois, du Prince des maîtres de ce monde » ; il sera pour elle la paix, si, adoptant la sagesse chrétienne, elle s'efforce à créer ce que le génie d'Augustin appelle la « cité de Dieu » en opposition avec la « cité du monde ».

(Trad. de la Croix.)

A tous les documents pontificaux publiés jusqu'à présent et dont la signification ne peut être douteuse, il faut ajouter les deux immortelles encycliques de S. S. Pie XI : l'encyclique *Ubi Arcano Dei* (23 Décembre 1922) et l'encyclique *Quas Primas* (11 Décembre 1925.) (1).

Deuxièmement : Malgré ces paroles des Papes, nous ne nous faisons pas illusion. La corruption des idées

(1) On peut se procurer ces deux documents aux bureaux de la Ligue Apostolique, 88 bis, boulevard de la Tour-Maubourg, Paris VII^e.

est telle, que *humainement* parlant, il n'y a pas de salut possible pour l'Ordre social. Une entreprise comme la nôtre, nous le comprenons, doit être taxée d'inopportunité, d'imprudence et de folie. Ne vaut-il pas mieux, dira-t-on, abandonner la masse des enfants des hommes appelés au salut par J.-C., et se contenter de sauver « les restes d'Israël... » *reliquiæ Israël*. (Rom. 9. 27).

Eh bien, non ! nous ne pouvons admettre semblable raisonnement.

Un état social, tel le nôtre, est la cause de la damnation d'un nombre incalculable d'âmes ; il est une injustice suprême et permanente à l'égard de Dieu, de Jésus-Christ et de la Sainte Eglise : nous le prouverons.

Cet état est anormal et violent.

De deux choses l'une : devant lui, comme devant l'antique société païenne, l'Eglise reste chargée de sa mission divine, ou elle en est dispensée. Si elle en est dispensée, il nous reste à déchirer la dernière page de l'Evangile, où le divin Maître intime le grand précepte : « Allez, enseignez tous les Peuples ». Si, au contraire, l'Eglise doit continuer, comme elle le doit, son œuvre d'apostolat jusqu'à la fin des temps ; si elle doit être et rester catholique, c'est-à-dire universelle et envahissante, le travail demandé par la Ligue est d'une actualité en même temps que d'une urgence totale et unique ; car, ce que nous voulons, c'est rendre à Dieu, à Jésus-Christ, et aux âmes leurs droits et, à la Sainte Eglise, ses droits et les moyens d'accomplir sa mission. — Que si, du

point de vue humain, il y a imprudence, inutilité et folie, nous dirons, avec l'Apôtre Saint Paul, que notre œuvre n'est pas basée sur la prudence et la sagesse humaines, mais sur la sagesse de Dieu, qui, seule, peut nous donner et nous donne la certitude d'obtenir le résultat salutaire que nous visons. « S'il en est parmi vous, dont l'esprit semblent la sagesse même selon le monde, qu'ils réforment leur mentalité, qu'ils deviennent fous selon le monde et ils seront sages selon Dieu. » (I cor. 3. 18).

Au premier siècle de notre ère, l'expansion de l'Eglise dans l'Univers entier, l'infusion d'une sève nouvelle, la sève de la vérité et de la grâce dans la Société païenne apparaissaient bien comme une œuvre irréalisable.

Le retour de la Société moderne à Dieu et à son Christ est cette œuvre. Devant elle, comme devant la mission d'évangéliser le monde, nous ne pouvons que nous prosterner humiliés, confondus dans notre impuissance ; et nous entendrons la parole du Dieu Eternel qui veut l'accomplir : « Je perdrai la sagesse des sages et je reprouverai la prudence des prudents » (I cor. 1. 19).

Selon le monde, l'œuvre est une folie.

Selon Dieu, et parce que nous ne pouvons nous baser que sur Dieu et sur la folie de la Croix, nous avons l'espérance, c'est-à-dire une certitude.

Puisse chacun des membres de la Ligue entretenir cette espérance pour l'Univers et pour sa Patrie !...

C'est l'optimisme le plus parfait.

Faveurs

Les faveurs exceptionnelles accordées par S. S. Benoît XV, étant clairement exposées dans la lettre que le Saint-Siège a daigné adresser à la Ligue, nous y renvoyons nos lecteurs.



Cette introduction était nécessaire.

Il nous faut entrer maintenant dans l'intime de l'œuvre, et comprendre sa nature. On verra mieux qu'elle est la première de toutes les œuvres sociales, l'œuvre sociale par excellence, et, aux temps actuels **l'œuvre au but de laquelle tout ame qui possède la foi, a le devoir de collaborer.**

Nous divisons notre étude en deux parties :

La première établit la nécessité stricte du retour de l'Ordre social à Dieu et à Jésus-Christ, par la Sainte Eglise.

La deuxième expose la nature du travail nécessaire pour rendre à Dieu les Sociétés et les Peuples.



PREMIERE PARTIE

LA RESTAURATION DE L'ORDRE SOCIAL

OU

Le Retour des Nations et des Peuples et de l'Ordre Social
tout entier à Dieu et à son Christ par la Sainte Eglise,
EST STRICTEMENT NÉCESSAIRE

Pour se rendre compte de la nécessité de ce retour et avoir la conception nette de ce que doit être l'organisation sociale, il faut comprendre la situation faite à la Société contemporaine. C'est pourquoi, nous commençons par l'exposé de cette situation. Nous ne parlons pas d'un état social temporaire, mais de l'état social tel qu'il est actuellement constitué. Nous l'envisageons en lui-même, dans les principes dont il dérive, dans les principes qui le régissent, et qui doivent lui donner de

durer aussi longtemps que dure leur application aux Sociétés. Les révolutions sanglantes, les scènes de désordre sont à peine une faible manifestation de la révolution, du désordre et du désarroi produits dans les intelligences des masses, qu'ont égarées les grandes erreurs modernes.

C'est donc le mal social foncier et fondamental que nous envisageons. Pour le pénétrer comme il convient, considérons successivement : d'abord : *ce qui doit être et n'est pas* — ensuite : *ce qui doit ne pas être, et est.*

CHAPITRE PREMIER

CE QUI DOIT ÊTRE ET N'EST PAS

Il est un caractère essentiel à toute créature, celui d'une dépendance souveraine et absolue à l'égard de Dieu. Cette dépendance est la conséquence immédiate et nécessaire du fait de la Création et de la Conservation des êtres par l'Etre Suprême.

Toute réalité *est* et *ne peut être*, que, dans la mesure où Dieu l'a faite et la conserve actuellement dans son état de réalité et d'être. Tout être agit dans la même mesure. C'est dire que les choses qui ne sont pas Dieu, qu'elles soient des êtres ou des modalités d'êtres, sont créées et maintenues dans l'être, selon leur totalité par Dieu. C'est donc dans sa totalité que toute chose, en stricte justice, dépend de Dieu d'une dépendance absolue. Nous disons « en stricte justice », parce que l'être de toute chose appartient essentiellement à Celui qui l'a créé.

Partant de ce principe incontestable, voici en deux mots notre raisonnement : parce que créature, l'individu se doit à Dieu totalement et en stricte justice ; — parce que créature comme l'individu, la famille, composée d'individus, se doit pareillement à Dieu ; parce que créature, la Société, composée de familles et d'individus se doit pareillement à Dieu et au même titre.

Reprenons :

§ I. *Parce que Créature :*

I. — **L'Homme** est essentiellement dépendant de Dieu.

L'Univers, la terre et les cieux, les choses visibles et invisibles dépendent de Dieu de cette dépendance absolue.

L'Homme dépend de Lui dans tout son être, dans son corps, dans son âme, dans ses facultés, dans son action..., en tout ce qui est lui, de lui ou à lui. En tout, en effet, il relève de l'acte créateur et conservateur de Dieu. Tous ses droits lui sont donnés par Dieu ; et tous ses devoirs découlent du souverain domaine de Dieu :

II. — *Parce que créature douée d'intelligence et de volonté*, l'homme non seulement est capable d'accomplir les actes propres à ces facultés, mais il est fait pour les accomplir, c'est-à-dire pour com-

prendre et vouloir, et là encore il est souverainement dépendant (1).

Que doit-il, avant tout, comprendre et vouloir ? Absolument dépendant de Dieu en tout, il est spécialement dans ce caractère distinctif d'être fait pour comprendre et vouloir, parce que là aussi il est créature. Cette dépendance appartient à l'essence même de l'intelligence et de la volonté, comme elle appartient à l'homme lui-même. Elle entraîne conséquemment une double obligation de stricte justice.

Fait pour comprendre, d'abord, l'homme doit savoir que dans sa faculté de comprendre et dans l'exercice de cette faculté il n'est pas indépendant, mais essentiellement dépendant. Son acte de comprendre doit être accompli en tant que souverainement dépendant. S'il pouvait légitimement ne pas savoir qu'il en est ainsi, il pourrait aussi diriger souverainement et à sa guise, sa puissance de comprendre ; ce qui est absurde. Son premier et rigoureux devoir est donc de connaître la dépendance absolue de sa faculté de comprendre, tant en elle-même que dans son exercice... Pour le même motif,

(1) Nous prions le Lecteur d'excuser ce qu'ont d'aride ces premières considérations. La concision d'un manuel ne nous permet pas les développements, que nous réservons d'ailleurs pour l'exposé de la situation sociale. Celle-ci ne pourrait être comprise parfaitement sans la conviction préalable de la dépendance de toute créature et de l'homme à l'égard de Dieu.

il doit *savoir* que sa volonté et tout son être se trouvent dans les mêmes conditions à l'égard de Dieu.

Fait pour vouloir, l'homme, *ensuite*, doit appliquer sa volonté à vouloir ce qu'il sait devoir être en stricte justice, c'est-à-dire, à vouloir que sa volonté, que son être, que son corps, son âme, et toutes ses facultés tant en eux-mêmes que dans leurs actes, soient absolument dépendants de Dieu. L'acte de vouloir doit être accompli en tant que souverainement dépendant.

Si, en stricte justice, il *pouvait*, ne fût-ce qu'un instant, ne pas vouloir l'absolu domaine de Dieu sur sa faculté de vouloir sur celle de comprendre, et sur tout lui-même, à ce moment il serait indépendant de Dieu, il cesserait d'être créature. Ce qui serait une contradiction dans l'homme.

L'homme est pareillement obligé de *reconnaître* et de *professer* que lui-même et l'Univers entier, que la Famille et les Sociétés en un mot, que tout ce qui est, et pourrait jamais être, vient de Dieu, principe de toutes choses, et se doit à Dieu, terme de toutes choses. Ainsi, par l'homme que le Seigneur lui a préposé, la création entière, rend hommage au Tout-Puissant.

Conséquemment à ces vérités, il y a pour l'homme, un devoir de la plus rigoureuse justice, et dont personne ne peut le dispenser, d'adorer et d'aimer Dieu de toute la plénitude de son intelligence et de sa volonté — et, dans la même plénitude, de reconnaître qu'il doit, à

Celui dont dérive tout bien, l'existence et tout autre bienfait. C'est un devoir aussi d'attendre et de solliciter de la part de Dieu toute faveur. C'est une obligation s'il a failli à ces devoirs, de réparer l'injustice suprême commise.

Ce sont les grands devoirs de la créature intelligente à l'égard du Créateur : adoration et amour, reconnaissance, impétration et réparation.

III. — *Parce que créature douée d'intelligence et de volonté, souverainement dépendante de Dieu comme telle, l'homme est pareillement astreint en stricte justice d'accepter ce que Dieu voudra lui imposer, soit qu'il impose à son intelligence des vérités à admettre, à sa volonté des résolutions et des lois à accomplir, à son âme un état, une condition à réaliser (tel l'état de grâce), à son être des actes à poser, ou un ordre, tel l'ordre surnaturel à s'appliquer. De par leur nature, la dépendance essentielle de toute créature à l'égard du Créateur et le domaine souverain de Dieu exigent qu'il en soit ainsi. Dieu ayant constitué un ordre surnaturel, les grands devoirs d'adoration et d'amour, de reconnaissance, d'impétration et de réparation, dûs par l'homme en vertu de la création, doivent être surélevés dans cet ordre et offerts surnaturellement à Dieu, comme nous le verrons plus loin.*

Si l'homme refuse de reconnaître, ou de professer et sa dépendance et le domaine absolu de Dieu, tels que nous les définissons, s'il refuse l'adoration et l'amour, tels que Dieu les demande, *il renie Dieu*. Dans sa pensée il le supprime, parce qu'il supprime ce qui est le propre de l'Etre divin, qui est d'être souverainement indépendant, et ce qui est propre de toute créature qui est d'être souverainement dépendante. *Pouvoir dire ou penser légitimement la non-dépendance de l'homme, de l'esprit de l'homme, d'une réalité, quelle qu'elle soit, à l'égard de Dieu, c'est pouvoir déclarer légitimement que Dieu n'est pas le Créateur, et dès lors qu'Il n'est pas Dieu, c'est-à-dire qu'Il n'est pas*. Pareillement, l'homme *se renie lui-même* et son être. Qu'il le veuille ou qu'il ne le veuille pas, il appartient à l'essence de l'être humain de dépendre de l'Etre Suprême, c'est-à-dire d'être créature. S'il n'est pas créature, il n'est pas. Tant est profonde l'erreur de l'homme, qui se soustrait à Dieu, tant est capitale son injustice.

Il n'est donc permis à l'homme pour aucune raison, en vertu d'aucune circonstance, d'avoir *une pensée consentie* de la non-dépendance entière de son être ou d'une réalité quelconque à l'égard de Dieu. Cette pensée ne peut pas ne pas être une injustice totale et une injure souveraine à l'adresse de l'Eternel.

Pareillement, tout procédé, tout acte, toute parole, toute disposition, qui seraient l'expression ou l'affirmation pratique de cette non-dépendance absolue, seraient

au même degré, c'est-à-dire dans leur totalité, une injustice et une injure suprêmes. Et toute injustice dans les pensées ou les procédés exigerait une réparation, tant ce devoir d'être à Dieu est intimement attaché à tout ce qui est de l'homme.

§ 2. *Parce que Créature*

I. — **La Famille** *comme telle, est essentiellement dépendante de Dieu, d'une dépendance souveraine et absolue.*

D'abord, parce que créature **la Famille** *comme telle, dépend essentiellement de Dieu.*

La famille est une société, dont les membres sont unis par des liens intimes que forme la nature et que surélève la grâce. La famille est bâtie sur le mariage.

« Or, il faut savoir, dit Léon XIII que le Christ a
« élevé le mariage à la dignité de sacrement ; qu'il a
« voulu, en même temps que les époux, assistés et for-
« tifiés par la grâce céleste, fruit de ses mérites, puissent
« la sainteté dans le mariage même ; que dans cette
« union, devenue admirablement conforme au modèle
« de son union mystique avec l'Eglise, il a rendu plus
« parfait l'amour naturel et resserré plus étroitement
« encore, par le lien de la divine charité, la société,
« indivisible par nature (Trid. sess. XXIV. cap. I. de
« reform. matr.), de l'homme et de la femme. « *Epoux*

« disait saint Paul aux Ephésiens, *aimez vos épouses.*
« *comme le Christ aima son Eglise et se sacrifia pour*
« *elle afin de la sanctifier... Les maris doivent aimer*
« *leur femme comme leur propre corps... car personne*
« *n'a jamais haï sa propre chair ; mais chacun la*
« *nourrit et en prend soin, comme le Christ le fait pour*
« *pour l'Eglise... »* (Eph. 5.)

« ... Pour ce qui est des enfants, ils doivent se sou-
« mettre et obéir à leurs parents, les honorer par devoir
« de conscience ; et, en retour, il faut que les parents
« appliquent toutes leurs pensées et tous leurs soins
« à protéger leurs enfants, et surtout à les élever dans
« la vertu : *Pères, élevez vos enfants dans la discipline*
« *et la correction du Seigneur.* (Ad. Eph. VI. 4.)
« D'où l'on comprend que les devoirs des époux sont
« graves et nombreux ; mais ces devoirs, par la vertu
« que donne le sacrement, deviennent pour les bons
« époux, non seulement supportables mais doux à
« accomplir. » (Arcanum.)

Les liens, qui fondent la Famille, surélevés par la grâce, sont constitués par les relations mutuelles et réciproques qui font que l'époux est époux, c'est-à-dire lié à l'épouse ; que l'épouse est épouse, c'est-à-dire liée à l'époux ; que les parents sont parents, c'est-à-dire liés comme père et mère aux enfants ; que les enfants sont liés à leurs parents. Ces liens rattachent les uns aux autres, tous les membres de la Famille. A sa condi-

tion d'homme, qu'il tient de la création, ces liens ajoutent, chez l'homme, une condition nouvelle, celle d'être époux. A sa condition de femme, qu'elle tient de la création, ils ajoutent, chez la femme, la condition d'épouse. Les époux, de l'union desquels est né l'enfant, ajoutent à leur condition d'époux un aspect et un lien nouveaux, ceux d'être père et mère ; ils sont parents. Cette qualité qui les rattache à l'enfant et réciproquement relie l'enfant aux parents, attribue un caractère spécial aux enfants des mêmes parents, qui sont frères et sœurs. Ces liens multiples font de l'ensemble des personnes qu'ils unissent, ce groupement, ce tout moral, qu'on nomme la Famille ou la société domestique.

D'abord, parce que composée de créatures, dont chacune, dans son être, et son action, sa condition et son état, relève du souverain domaine de Dieu, la Famille est souverainement dépendante de Lui.

Ensuite, instituée par Dieu, qui, en vertu de sa Toute-Puissance créatrice, a disposé toutes choses dans la nature et y a fondé la Famille, telle qu'elle est, celle-ci dépend totalement de l'Auteur de la Nature. A ce titre encore, sa dépendance à l'égard de Dieu est absolue.

Enfin, la Famille, par les liens qui la constituent, forme un tout moral, qui est une réalité. Toute réalité étant essentiellement dépendante de Dieu, la Famille l'est au même titre que tout autre réalité.

II. — *Parce que créature résultant de liens qui unissent des êtres intelligents, la Famille est*

astreinte, en stricte justice, à *reconnaître* et à *professer* collectivement et en tant que famille, le souverain domaine de Dieu sur elle. Comme corps moral, elle doit adhérer *par la volonté* à ce souverain domaine. La raison, c'est qu'elle est créature.

Pour elle comme pour l'individu, et au même titre, il y a donc le devoir d'adoration et d'amour, le devoir de reconnaissance, de réparation et d'impétration. Les preuves apportées ci-dessus en parlant de l'individu, s'appliquent à la Famille.

III. — *Parce que créature constituée d'êtres intelligents, souverainement dépendante de Dieu, comme telle*, la Famille est astreinte pareillement, en stricte justice, à s'adapter à l'ordre surnaturel que Dieu voudra imposer tant à l'individu, considéré dans la Famille, qu'à la Famille, considérée comme corps moral. Celle-ci a le devoir conséquent et rigoureux de vivre, de se développer, de s'organiser, en se conformant non seulement aux dispositions du Créateur, manifestées par la nature, mais encore aux dispositions positives prises par Dieu, à l'effet d'établir sa créature intelligente dans l'Ordre surnaturel constitué par Lui. En d'autres termes, la famille, dans son organisation, ne peut être un obstacle, mais doit être pour chacun de ses membres, un moyen de pratiquer la vie surnaturelle. Elle doit, comme société, être surnaturalisée. C'est la raison pour laquelle Dieu la fait émaner en quelque sorte

d'un sacrement. C'est la raison pour laquelle aussi, en tant que famille et par le sacrement, elle est indissolublement rivée à l'Eglise.

« Le Christ, ayant ainsi, avec tant de perfection
« renouvelé et relevé le mariage, en remit et confia à
« l'Eglise toute la discipline. Et ce pouvoir sur les
« mariages des chrétiens, l'Eglise l'a exercé en tout
« temps et en tous lieux, et elle l'a fait de façon à
« montrer que ce pouvoir lui appartenait en propre et
« qu'il ne tirait point son origine d'une concession des
« hommes, mais qu'il lui avait été divinement accordé
« par la volonté de son Fondateur. » (*Ibid.*).

Personne ne peut dispenser la Famille d'un de ces devoirs, comme personne ne peut la dispenser d'être créature.



Tous les droits et les devoirs des Epoux, des Parents, des Enfants, de la Famille dans son ensemble, découlent du souverain domaine de Dieu sur eux.

Toute pensée consentie de non-dépendance totale de la Famille, à l'égard de Dieu, tout procédé, tout acte, toute attitude, qui en seraient l'expression, seraient une injustice et une injure suprême, qui exigeraient une réparation.

§. 3. *Parce que Créature*

Donc au même titre que l'Homme et la Famille :

I. — Toute **Société** *comme telle, est essentiellement dépendante de Dieu d'une dépendance souveraine et absolue.*

Parce que créature, les sociétés publiques et privées, l'Eglise et l'Etat, les Nations, les Peuples et leurs Constitutions, les Empires, les Royaumes, les Républiques, les Gouvernements, les Parlements, les Sénats, les Provinces, les Départements, les Cités et les Communes, les Armées, les Chefs et les Subordonnés, les Unions, Associations, Ligues patronales, ouvrières, scientifiques, professionnelles, économiques, civiles, religieuses, la Société ou Ligue des Nations, et toute Organisation ou Institution enfin, par lesquelles des volontés unies tendent à un but commun, dépendent essentiellement de Dieu, qui est le Créateur de l'Ordre social, comme Il l'est de l'Univers, de l'homme et de la famille — et sont soumis, comme toute créature, à son domaine souverain.

Toute Société est « *Créature de Dieu* ».

Dans sa superbe encyclique « *Immortale Dei* », le Souverain Pontife Léon XIII l'établit en ces termes :

« L'homme est né pour vivre en Société, car ne pouvant, dans l'isolement, ni se procurer ce qui est nécessaire et utile à la vie, ni acquérir la perfection de l'esprit et du cœur, la Providence l'a fait pour s'unir à ses semblables, en une société tant domestique que civile, seule capable de fournir ce qu'il faut à la per-

« fection de l'existence. Mais, comme nulle société
« ne saurait exister sans un chef suprême et qu'elle
« imprime à chacun une même impulsion efficace vers
« un but commun, il en résulte qu'une autorité est néces-
« saire aux hommes constitués en société pour les
« régir ; autorité qui, aussi bien que la société, procède
« de la nature, et par suite a Dieu pour auteur. Il en
« résulte encore que le pouvoir public ne peut venir
« que de Dieu. Dieu seul, en effet, est le vrai et souve-
« verain Maître des choses ; toutes, quelles qu'elles
« soient, doivent nécessairement lui être soumises et
« lui obéir, de telle sorte que, quiconque a le droit de
« commander, ne tient ce droit que de Dieu, Chef su-
« prême de tous. *Tout pouvoir vient de Dieu.* » (1).

La société est donc faite de l'union des volontés qui, sous l'impulsion d'une autorité, tendent à un but commun. Le raisonnement de Léon XIII la montre procédant de la Nature, et conséquemment, de Dieu, auteur de la Nature.

Ajoutons que cette union des volontés, tendant à un but commun sous une direction commune, en d'autres termes que toute Société est une réalité qui n'est pas

(1) Nous appelons sur les diverses citations, empruntées aux lettres pontificales, l'attention de nos lecteurs. L'opportunité, autant que la nécessité du travail de la Ligue, en ressortiront visiblement.

Dans le but de rendre service à nos Propagandistes, nous multiplions ces citations.

Dieu. Toute réalité, qui n'est pas Dieu, est « chose créée ». Au titre de créature, la Société, toute Société est souverainement dépendante de Dieu.

Serait-il nécessaire encore d'insister sur cette vérité, que l'homme, qu'il soit considéré comme individu ou comme être social, est, partout et en tout, créature. S'il pense, il est une créature qui pense ; s'il agit, il est une créature qui agit ; s'il organise, il est une créature qui organise ; s'il est en rapport avec ses semblables ou s'il ne l'est pas, il est et reste dans son action et dans sa passivité, comme dans tout son être, créature de Dieu. Ainsi en est-il aussi de la famille. Toute famille, comme tout homme, entrant en relation de société avec d'autres familles ou avec des individus, reste dans ses rapports, comme en elle-même, créature de Dieu.

La dépendance de l'Ordre social à l'égard du Créateur, comme la dépendance de l'Univers et de l'homme, est donc à ces trois titres absolue. La nier est une erreur, une injustice suprêmes.



II. — Parce que créature résultant de l'Union d'êtres doués de raison, toute Société, comme telle, a le devoir rigoureux de reconnaître et de professer le domaine souverain de Dieu sur elle et sa dépendance totale.

Le sens de notre proposition est tel : il ne suffit pas

que chaque membre de la société reconnaisse et professe la dépendance de celle-ci ; il faut que ces intelligences et ces volontés unies dans un but commun et qui forment ce tout moral créé, qu'on nomme la Société, il faut, disons-nous, que ces intelligences et ces volontés, en tant qu'unies et tendant au but, reconnaissent et professent le domaine absolu de Dieu sur elles, et leur dépendance tant dans leur union que dans leur tendance au but. Il est aisé de se rendre compte de cette obligation. De même que l'homme, non seulement est capable de comprendre, mais fait pour comprendre, la Société d'êtres intelligents est faite pour comprendre. Que doit-elle comprendre avant tout ? Elle doit comprendre, évidemment, qu'elle constitue une union intelligente des volontés dans un but, mais elle doit savoir que dans leur union, comme dans leur but, ces intelligences et ces volontés relèvent, de manière absolue, du souverain domaine de Dieu, qu'unies elles sont dépendantes de l'Être suprême, au même titre que toute créature.

La Société, comme corps, ne peut pas ne pas connaître sa dépendance, la vouloir et la professer.

Comme l'Homme et la Famille, toute Société, par le seul fait de son existence, contracte l'obligation de justice d'adorer et d'aimer Dieu, de réparer ses fautes, de reconnaître les bienfaits divins et d'implorer les secours dont elle a besoin, pour accomplir sa mission, et atteindre sa fin propre. Par conséquent, de par le droit naturel et en stricte justice, il faut un culte social, un culte

national, et si jamais la Société des Nations se forme, un culte international, mondial et universel.

« La société politique, dit Léon XIII, étant fondée
« sur ces principes, il est évident qu'elle doit, sans
« faillir, accomplir, par un culte public, les nombreux
« et importants devoirs qui l'unissent à Dieu. Si la
« nature et la raison imposent à chacun l'obligation
« d'honorer Dieu d'un culte saint et sacré, parce que
« nous dépendons de sa puissance, et que, issus de lui,
« nous devons retourner à lui, elles astreignent à la
« même loi la société civile. Les hommes en effet, unis
« par les liens d'une société commune, ne dépendent
« pas moins de Dieu que pris isolément ; autant au
« moins que l'individu, la société doit rendre grâce à
« Dieu, dont elle tient l'existence, la conservation et la
« multitude innombrable de ses biens. C'est pourquoi,
« de même qu'il n'est permis à personne de négliger
« ses devoirs envers Dieu, et que le plus grand de tous
« les devoirs est d'embrasser d'esprit et de cœur la
« religion, non pas celle que chacun préfère, mais celle
« que Dieu a prescrite et que des preuves certaines,
« indubitables, établissent comme la seule vraie entre
« toutes, ainsi les sociétés politiques ne peuvent, sans
« crime, se conduire comme si Dieu n'existait en aucune
« manière, ou se passer de la religion comme étrangère
« et inutile, ou en admettre une indifféremment, selon
« leur bon plaisir. En honorant la Divinité, elles

« doivent suivre strictement les règles et le mode,
« suivant lesquels Dieu lui-même a déclaré vouloir
« être honoré. Les chefs d'Etat doivent donc mettre
« au nombre de leurs principaux devoirs, celui de favo-
« riser la religion, de la protéger de leur bienveillance,
« de la couvrir de l'autorité tutélaire des lois, et ne
« rien statuer ou décider qui soit contraire à son inté-
« grité. Et cela, ils le doivent aux citoyens dont ils sont
« les chefs. Tous, tant que nous sommes, en effet, nous
« sommes nés et élevés en vue d'un bien suprême et
« final, auquel il faut tout rapporter, placé qu'il est aux
« cieux, au delà de cette fragile et courte existence.
« Puisque c'est de cela que dépend la complète et par-
« faite félicité des hommes, il est de l'intérêt suprême
« de chacun d'atteindre cette fin. Comme donc la société
« civile a été établie pour l'utilité de tous, elle doit, en
« favorisant la prospérité publique, pourvoir au bien
« des citoyens, de façon non seulement à ne mettre
« aucun obstacle, mais à assurer toutes les facilités
« possibles à la poursuite et à l'acquisition de ce bien
« suprême et immuable, auquel ils aspirent eux-mêmes.
« La première de toutes consiste à faire respecter la
« sainte et inviolable observance de la religion, dont les
« devoirs unissent l'homme à Dieu » (Immortale Dei.)

Et dans son encyclique « Libertas » :

« La société civile, dit-il, en tant que société, doit
« nécessairement reconnaître Dieu comme son principe

« et son auteur, et, par conséquent, rendre à sa puis-
« sance et à son autorité l'hommage de son culte. Non.
« de par la justice, non, de par la raison, l'Etat ne
« peut être athée, ou, ce qui reviendrait à l'athéisme,
« être animé à l'égard de toutes les religions, comme
« on dit, des mêmes dispositions, et leur accorder
« indistinctement les mêmes droits. Puisqu'il est donc
« nécessaire de professer une religion, dans la société,
« il faut professer celle qui est la seule vraie, et que
« l'on reconnaît sans peine, au moins dans les pays
« catholiques, aux signes de vérité dont elle porte en
« elle l'éclatant caractère. Cette religion, les chefs de
« l'Etat doivent donc la conserver et la protéger, s'ils
« veulent, comme ils en ont l'obligation, pourvoir pru-
« demment et utilement aux intérêts de la communauté.
« Car la puissance publique a été établie pour l'utilité
« de ceux qui sont gouvernés, et quoiqu'elle n'ait pour
« fin prochaine que de conduire les citoyens à la pros-
« périté de cette vie terrestre, c'est pourtant un devoir
« pour elle de ne point diminuer, mais d'accroître, au
« contraire, pour l'homme, la faculté d'atteindre à ce
« bien suprême et souverain, dans lequel consiste
« l'éternelle félicité des hommes, ce qui devient impos-
« sible sans la religion. »

Ce qui, dans ces lignes, est dit de la Société en général, constitue un principe fondamental et doit s'entendre de toute société — de l'Eglise comme de l'Etat — de la

société civile, de la société religieuse, de toute-société publique ou privée.

L'auteur du célèbre commentaire sur la somme théologique de Saint Thomas, le R. P. Pègues O. P., applique ces principes à la société qu'on appelle l'Armée :

« Voici le point précis de la question, dit-il, qui ne
« permet absolument pas de réponse négative. Aucun
« Etat n'a le droit d'engager une guerre, quand cette
« guerre est juste ou qu'il la croit telle de bonne foi,
« sans appeler publiquement et solennellement la pro-
« tection du ciel sur la guerre qu'il entreprend. Il doit
« tout mettre en œuvre pour attirer sur soi et sur les
« armées les bénédictions de Dieu, et ne rien faire qui
« puisse, en l'irritant, soit compromettre le succès final,
« soit retarder ce succès et le rendre plus coûteux... »
(Comm. litt.).

Et le Cardinal Mercier, dans sa magnifique pastorale :
La leçon des événements, écrit :

« Les nations doivent donc reconnaître et confesser
« la souveraineté de Dieu. »



III. — *Parce que Créature intelligente absolument dépendante de Dieu.*

Toute Société est tenue, par une obligation de

stricte justice, d'accueillir l'ordre surnaturel établi par Dieu et de s'y conformer.

Léon XIII vient de le dire. Il n'est pas loisible à l'individu de servir, comme il l'entend, son Créateur. Pareillement et au même titre, il n'est pas loisible à la Société de servir Dieu comme elle l'entend. Maître souverain et absolu, Dieu fait de sa créature l'usage qu'il veut. L'homme, créature intelligente, doit au Seigneur un culte signifié par la Nature elle-même, la Société lui doit le même culte. Si Dieu se plaît à signifier qu'il veut être servi par toute créature d'une façon déterminée, la Société, comme l'individu a le devoir de le servir, selon la forme et les rites indiqués par Lui. Dès lors, si Dieu se plaît à établir un ordre surnaturel, auquel Il veut que s'adaptent la Société et l'homme, la Société et l'homme sont obligés de s'établir dans cet ordre, d'y servir Dieu et même de recourir aux moyens, constitués par Lui, pour le réaliser en eux.



Ces considérations déterminent les limites des droits, des devoirs, tant des sociétés entre elles que de chaque société à l'égard de ses membres, et de chacun des membres de la société à l'égard de celle-ci. Tout ce qui n'est pas basé sur Dieu n'a aucun fondement. Seule, la loi éternelle est la base de tout droit comme de tout devoir social.

Parlant spécialement des Etats, Léon XIII écrit :

« Quelle que soit la forme de gouvernement, tous les
« chefs d'Etat doivent absolument avoir le regard fixé
« sur Dieu, souverain Modérateur du monde, et, dans
« l'accomplissement de leur mandat, le prendre pour
« modèle et règle. De même, en effet, que dans l'ordre
« des choses visibles, Dieu a créé des causes secondes,
« en qui, se reflètent, en quelque façon, la nature et
« l'action divine, et qui concourent à mener au but, où
« tend cet univers ; ainsi a-t-Il voulu que, dans la société
« civile, il y eût une autorité, dont les dépositaires fus-
« sent comme une image de la puissance, que Dieu a
« sur le genre humain, en même temps que de sa Pro-
« vidence. Le commandement doit être juste ; c'est
« moins le gouvernement d'un maître que d'un père,
« car l'autorité de Dieu sur les hommes est très juste
« et se trouve unie à une paternelle bonté. Il doit
« d'ailleurs s'exercer pour l'avantage des citoyens,
« parce que ceux qui ont autorité sur les autres en sont
« exclusivement investis pour assurer le bien public.
« L'autorité civile ne doit servir, sous aucun prétexte,
« à l'avantage d'un seul ou de quelques-uns, puisqu'elle
« a été constituée pour le bien commun. Si les chefs
« d'Etat se laissent entraîner à une domination injuste,
« s'ils péchaient par abus de pouvoir où par orgueil,
« s'ils ne pourvoient pas au bien du peuple, qu'ils le
« sachent, ils auront un jour à rendre compte à Dieu.
« et ce compte sera d'autant plus sévère, que plus
« sainte est la fonction qu'ils exercent, et plus élevé le

« degré de la dignité dont ils sont revêtus. *Les puis-*
« *sants seront puissamment punis.* » (Sap. VI, 7.)
(Immortale Dei.)

« De cette manière, la suprématie du commandement
« entraînera l'hommage volontaire du respect des
« sujets. En effet, si ceux-ci sont une fois bien convain-
« cus que l'autorité des souverains vient de Dieu, ils
« se sentiront obligés en justice, à accueillir docilement
« les ordres des princes et à leur prêter obéissance et
« fidélité, par un sentiment semblable à la piété qu'ont
« les enfants envers les parents. *Que toute âme soit*
« *soumise aux puissances plus élevées.* (Rom-XIII, 1).
« Car il n'est plus permis de mépriser le pouvoir légi-
« time quelle que soit la personne en qui il réside, que
« de résister à la volonté de Dieu : or, ceux qui lui
« résistent, courent d'eux-mêmes, à leur perte. *Qui*
« *résiste au pouvoir résiste à l'ordre établi par Dieu, et*
« *ceux qui lui résistent s'attirent à eux-mêmes la*
« *damnation.* (Ibid. V, 2.) Ainsi donc, secouer l'obéis-
« sance et révolutionner la société par le moyen de la
« sédition, c'est un crime de lèse-majesté, non seule-
« ment humaine, mais divine. » (Immortale Dei.)



Les devoirs sociaux, que nous venons de définir sommairement, sont rigoureux comme la justice elle-même.

Avoir la pensée consentie que toute société, qu'une institution n'est pas absolument et totalement dépendante à l'égard de Dieu, est une injustice grave.

Avoir la pensée consentie que toute société n'est pas obligée, en stricte justice, d'admettre la forme religieuse, prescrite et imposée par Dieu, est une injustice grave.

De même, toute intention d'une société de se considérer comme indépendante, de se placer sur un pied d'indépendance ou d'indifférence, à l'égard de Dieu et de la Loi éternelle, est une souveraine injustice que la société devra réparer.

Tout acte social, tout procédé social, toute disposition ou toute attitude sociale, qui serait l'expression de cette indépendance voulue à l'égard de Dieu par la société, serait pareillement une injustice grave, qui exigerait une réparation sociale.



Or, ce Dieu souverainement indépendant, Créateur de l'Univers, de l'homme, de tout être et de toute réalité, infiniment juste, mais aussi infiniment bon, a voulu donner à l'homme de participer à son infinie Béatitude.

A cette fin, Il a établi l'Ordre surnaturel.



C'est pourquoi :

§ 4. *Parce que, en vertu de son domaine souverain.
Dieu a établi dans le monde l'ordre surnaturel
et destiné l'homme à une fin suprême surnaturelle,*

L'Homme contracte des obligations d'Ordre surnaturel,

la Famille contracte des obligations d'Ordre surnaturel, nous l'avons dit,

la Société, toute société, contracte des obligations sociales d'ordre surnaturel et en rapport avec cet ordre. — Si la société a un but surnaturel immédiat, telle l'Eglise, ses droits et ses devoirs sont définis par son Auteur. En raison du souverain domaine de Dieu sur toute créature, l'homme et toute société humaine sont obligés d'accorder à l'Eglise et à son organisation tous les droits que Dieu leur donne sur eux.

Si la société n'a pas une fin surnaturelle immédiate, tel l'Etat, qui a comme fin immédiate le bien temporel de ses membres, elle contracte des obligations conséquentes à l'institution faite par Dieu d'un ordre surnaturel dans le monde. Dieu veut être servi par sa créature dans le cadre qu'Il établit Lui-même. La société est obligée de pratiquer ses devoirs conformément aux volontés divines, c'est-à-dire, selon les préceptes de la religion naturelle surélevés dans l'ordre surnaturel et selon les voies tracées par l'ordre surnaturel que Dieu a constitué. L'adoration, l'amour, la réparation, la recon-

naissance et l'impétration seront donc adressés socialement à Dieu dans l'ordre surnaturel, c'est-à-dire, comme nous le verrons, dans le Christ par l'Eglise.

Toute société contracte aussi des obligations conséquentes aux devoirs surnaturels personnels de l'homme. Non seulement elle ne pourra pas être un obstacle à l'obtention de la Fin Suprême de l'homme ; il faut qu'elle même, dans l'obtention de sa fin immédiate et dans la manière de l'atteindre, devienne socialement une aide pour l'homme dans la tendance de celui-ci au but suprême de son existence. La raison en est manifeste. La société est créature de Dieu ; elle doit se conformer aux volontés divines. Dans l'ordre social, et dans chacun de ses actes sociaux, comme dans chacun de ses actes individuels, l'homme a, comme fin suprême, l'infinie Béatitude de Dieu. Par conséquent, la société, qui a le devoir strict de se soumettre à la volonté expresse de son Créateur, a le devoir strict aussi de s'organiser de telle sorte, que l'homme puisse trouver dans chacun de ses actes sociaux sa Fin Suprême. La Société, toute société doit donc tenir compte de la fin surnaturelle de l'homme. Ces obligations sociales surnaturelles s'adressent aux Nations et aux Peuples, aux Gouvernements et aux assemblées législatives et enfin à l'Ordre social tout entier. Elles sont la conséquence nécessaire des dispositions, prises par Dieu, dans la constitution de l'Ordre surnaturel. Positivement et directement voulues et im-

posées par Lui, la société doit s'y conformer en stricte justice.

§ 5. *L'Homme, la Famille, la Société*

effectivement établis en Dieu et dans le Christ par la Sainte Eglise.

Dieu a pris, à l'égard de l'homme et de la société, des dispositions spéciales. Pour sa gloire éternelle dans l'homme, pour la gloire éternelle de l'homme en Lui, Il veut unir l'homme à son éternelle Béatitude, c'est-à-dire, à sa Trinité Sainte.

C'est une œuvre de suprême Amour. En vertu de sa bonté et de son amour, Dieu envoie son Fils. Le Verbe, sans perdre ses prérogatives divines, étant et restant l'Infini, l'Eternel, le Souverain Créateur du ciel et de la terre, se fait Homme.

Verbe de Dieu, souverainement indépendant. Il exerce sur toute créature un domaine absolu, et toute créature est souverainement dépendante de Lui : l'individu, la Famille, la Société, les Nations, l'Univers entier.

Verbe de Dieu fait homme, Il a, selon le conseil éternel, apporté au monde la vérité et la grâce, destinées à élever l'homme en Lui au niveau de la Nature divine et de l'Eternelle Béatitude en Dieu. Par sa passion et sa mort, Il a mérité de les accorder, de les appliquer au genre humain tout entier.

Verbe de Dieu fait homme, comme Dieu, Il est Maître Suprême de la création ; comme homme, Il a mérité de régner sur les Nations ; Il est le Roi des rois (1). Le document pontifical du 18 novembre 1918, le constate :

« Jésus-Christ, Divin Rédempteur de tous les hommes
« à travers les siècles entiers, doit régner en Souverain
« sur les individus comme sur les nations et les peuples,
« puisque tout pouvoir Lui a été donné au ciel et sur
« la terre, et que toutes les nations Lui ont été données
« en héritage. »

« Il a plu à l'Eternel, dit le cardinal Mercier, de
« confier sa royauté sur le monde au Verbe incarné.
« notre Christ Jésus. Le voyant de l'Apocalypse le
« contemple aux cieux, dans l'attitude d'un triompha-
« teur et d'un justicier. Ses yeux jettent des flammes ;
« il porte, au front, de nombreux diadèmes, insigne de
« son universelle royauté ; son manteau est teint de
« sang ; son nom est le Verbe de Dieu. Les milices
« angéliques l'accompagnent, lorsque la justice l'oblige
« à venir visiter la terre. De sa bouche sort une épée
« aiguë, qui frappera les nations coupables. Sa houlette
« pastorale est armée de fer. Il foule lui-même, dans le
« pressoir, le vin de la colère du Dieu tout-puissant.

(1) Voir notre Catéchisme des Droits Divins dans l'Ordre social à obtenir au Bureau de la Ligue Apostolique, 88 bis, boulevard de la Tour-Maubourg, Paris VII^e.

« Sur son vêtement et sur ses membres, il porte l'inscription : Roi des rois, et Souverain des souverains, *« Rex regum et Dominus dominantium. »* (Apoc. XIX, 12-16) (1).

En un mot :

Dieu Eternel, Il est le dominateur des choses et des temps. Tout ce qui est comme ce qui n'est pas, dépend essentiellement de Lui.

Rédempteur du Monde, tout pouvoir Lui a été donné au ciel et sur la terre, (Mat. XXVIII, 18.) Son domaine est souverain, Il est le Roi immortel des siècles, le Roi des Rois, le Maître des dirigeants de ce monde (Apoc). Il est le Roi des Etats, de la Société et de l'Univers. Partout où Il est, Il est Dieu, et Il est Roi.

Dieu et Roi dans la petite crèche de Bethléem, comme dans l'humble maison de Nazareth ; Dieu et Roi dans sa vie publique, dans sa passion ignominieuse, comme sur l'autel de la Croix ; Dieu et Roi dans ses humbles tabernacles, sous les voiles eucharistiques, comme dans les splendeurs des cieux ; partout il est Dieu et Roi immortel d'amour (2).

(1) La leçon des événements.

(2) Nous appelons l'attention des âmes, attachées au divin Maître, sur la nature de la Royauté de Jésus-Christ par Son Cœur Sacré. Le culte du Sacré Cœur est basé sur cette vérité d'abord : que le Cœur de Jésus, comme tout autre organe ou

Dieu Eternel, Rédempteur et Roi Immortel, Il veut sauver l'humanité que le péché a perdue. En vertu de son pouvoir absolu sur sa créature, Il impose à l'homme ce que, de toute éternité, l'infinie bonté a conçu pour lui, sous peine de damnation éternelle. Il l'oblige de se revêtir de la vérité et de la grâce, c'est-à-dire, de Lui-même. « Nous avons tous reçu de sa plénitude ». « La grâce et la vérité ont été faites par Jésus-Christ ». (Joan. I). Il l'oblige pareillement à faire de son être et spécialement de son intelligence et de sa volonté, un usage conforme à ses desseins d'éternel amour. Cet usage doit être la préparation de l'infinie béatitude. Il lui donne tous les moyens, toutes les facilités, en un mot les grâces, pour que son précepte d'amour soit accompli.



Mais d'une part, selon le Conseil Eternel, Jésus-Christ doit quitter ce monde ; d'autre part, se revêtir de la vérité et de la grâce est la condition de la Béatitude

membre du Sauveur, constitue une partie de l'humanité sainte, hypostatiquement unie au Verbe et, par conséquent, adorable ; sur cette constatation ensuite que le cœur est, selon un grand nombre, l'organe de l'amour, et, en tout cas, selon l'acception universelle, le symbole de l'amour. Jésus-Christ étant Rédempteur et Roi par amour, il est juste que ses enfants et ses sujets rendent un culte à son Cœur divin. C'est dans ce sens qu'il faut entendre le règne social du Sacré Cœur.

Eternelle jusqu'à la fin des temps pour tous les hommes. Le divin Maître devra pourvoir au bien de ses Enfants et des peuples. Il établira sur la terre une société qui, en sa place et en son nom, accomplira son œuvre. Cette société se nomme l'Eglise.

C'est en vertu de son Pouvoir infini, en vertu aussi de ses mérites qui Lui ont donné en héritage tous les Peuples de l'Univers, que Jésus-Christ fonde et organise son Eglise, Société vraie et parfaite, qui, sous l'autorité du Pape, de droit divin, doit posséder tous les moyens particuliers et publics d'atteindre sa fin. Société visible, dont la vérité rayonne et doit rester manifeste. Société immortelle et infaillible, dont la mission de vérité et de grâce ne peut finir sur la terre qu'avec l'homme lui-même. Société dès lors nécessaire, parce que, de par la volonté divine, à sa mission parmi les peuples sont attachées la vérité et la grâce c'est-à-dire, le salut : « Allez par le monde entier, prêchez l'Evangile à toute créature » (Marc. XVI, 15.) « Comme mon Père m'a envoyé, ainsi je vous envoie » (Joan XX, 21.) « Je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la consommation des siècles » (Mat. XXVIII, 20).

De par Dieu, **l'Eglise a tous les droits et tous les devoirs d'une société vraie, parfaite, visible, immortelle, infaillible et nécessaire**, à qui seule est confiée la redoutable mission d'enseigner, de former tous les hommes dans le

Christ par la vérité et la grâce (1). Le devoir pour l'homme, pour la famille, pour la Société, pour les Etats de l'accepter telle que Jésus-Christ l'a faite, avec son organisation, sa hiérarchie, son Chef auguste, infaillible et jouissant d'une juridiction suprême comme elle, ainsi que le devoir de lui faciliter l'usage des moyens que Jésus-Christ lui a confiés pour amener ses membres au salut, et cela jusqu'à la fin des temps, sont des devoirs de justice rigoureuse.

C'est à ce propos que l'Eminentissime Cardinal Billot daignait écrire à la Ligue :

« Vous dites, et on ne saurait mieux dire : le retour
« de tout l'ordre social à Dieu et à son Christ *par la*
« *Sainte Eglise*. En effet, l'Eglise est le royaume de
« Dieu sur la terre ; elle est, de ce chef, l'unique moyen,
« par lequel l'ordre chrétien peut être réalisé dans le
« monde. La première chose à faire, la plus pressée,
« la plus urgente et la plus essentielle aussi, sans
« laquelle tout effort serait inutile et porterait à faux,
« sera donc de restaurer la notion même de l'Eglise,
« notion, hélas ! si diminuée, si dégradée, si faussée
« dans l'esprit de beaucoup. Vous le constatez dans la
« lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire.

(1) Hors de l'Eglise pas de salut, parce que l'Eglise, à l'exclusion de toute autre société, est la dépositaire officielle de la vérité et de la grâce qui sauvent.

« La corruption des esprits, me disiez-vous, s'accroît
« chaque jour, au point que, pour certains catholiques,
« quiconque n'est pas libéral et indifférentiste en ma-
« tière religieuse, n'est pas catholique, mais sectaire. »
« Voilà donc où nous en sommes venus, et jusqu'où
« nous sommes tombés ! Nous ne savons plus ce que
« c'est que l'Eglise, nous en avons perdu de vue la
« divine transcendance, nous avons oublié l'enseigne-
« ment du catéchisme, qui est, qu'il n'y a qu'une seule
« vraie religion sur la terre ; une seule véritable Eglise,
« catholique, apostolique, romaine, à laquelle, pour être
« sauvé, il est absolument nécessaire d'appartenir, sinon
« par le fait, du moins au regard de ceux, à qui une
« invincible ignorance assure le bénéfice de la bonne
« foi, par le désir implicite du cœur et la préparation
« de la volonté ; que, du reste, toutes les communions
« séparées ne sont que des sectes retranchées du tronc,
« d'où s'épanche la sève avec la vie, et que, si nous
« devons en aimer les membres comme des frères
« rachetés, eux aussi, par le sang de Jésus-Christ, c'est
« pour les amener en toute prudence et discrétion, de
« l'erreur où ils sont, à la vérité que nous possédons,
« mais jamais pour les admettre à je ne sais quelle fra-
« ternité de religion que condamnent expressément
« l'enseignement de l'Eglise elle-même et la sincérité
« de l'Evangile. Nous avons, dis-je, oublié toutes ces
« choses. A cette mentalité déplorable nous ont
« conduits insensiblement, l'affaiblissement des convic-

« tions religieuses, la diminution progressive de la foi,
« le régime de libéralisme, où nous vivons depuis si
« longtemps, et l'infiltration toujours plus étendue des
« idées protestantes. »

Si la bonne foi excuse d'appartenir au corps de l'Eglise, rien ne peut dispenser d'appartenir à l'âme de l'Eglise, c'est-à-dire, rien ne peut dispenser quelqu'un de vouloir s'attacher sincèrement et de s'attacher effectivement, à la seule vérité qui sauve.



« Le Fils unique de Dieu, dit Léon XIII, a établi sur
« la terre une société qu'on appelle l'Eglise, et Il l'a
« chargée de continuer, à travers tous les âges, la mis-
« sion sublime et divine que Lui-même avait reçue de
« son Père. *Comme mon Père m'a envoyé, moi je vous*
« *envoie.* (Joan, XX, 21.) *Voici que je suis avec vous*
« *jusqu'à la consommation des siècles.* (Matth., XXVIII,
« 20.) De même donc que Jésus-Christ est venu sur la
« terre afin que les hommes eussent la vie et l'eussent
« plus abondamment. (Joan., X, 10), ainsi l'Eglise se
« propose comme fin, le salut éternel des âmes ; et,
« dans ce but, telle est sa constitution, qu'elle embrasse
« dans son extension, l'humanité toute entière, et n'est
« circonscrite par aucune limite, ni de temps, ni de lieu.
« *Prêchez l'Evangile à toute créature.* (Marc XVI, 15.)
« A cette immense multitude d'hommes, Dieu lui-

« même a donné des chefs, avec le pouvoir de les gou-
« verner. **A leur tête, il en a préposé un seul,**
« dont il a voulu faire le plus grand et le plus sûr
« maître de la vérité, et à qui il a confié les clés du
« royaume des cieux. *Je te donnerai les clés du royaume*
« *des cieux.* (Matth., XVI, 19.) — *Pais mes agneaux...*
« *pais mes brebis.* (Joan, XXI, 16-17.) — *J'ai prié pour*
« *toi, afin que ta foi ne défaille pas.* (Luc., XVII, 32.)
« — Bien que composée d'hommes comme la société
« civile, cette société de l'Eglise, soit pour la fin qui lui
« est assignée, soit pour les moyens qui lui servent à
« l'atteindre, est surnaturelle et spirituelle. Elle se
« distingue donc et diffère de la société civile. En outre,
« et ceci est de la plus grande importance, elle constitue
« une société juridiquement parfaite dans son genre,
« parce que, de l'expresse volonté et par la grâce de son
« Fondateur, elle possède en soi et par elle-même toutes
« les ressources qui sont nécessaires à son existence et
« à son action. Comme la fin, à laquelle tend l'Eglise,
« est de beaucoup la plus noble de toutes, de même son
« pouvoir l'emporte sur tous les autres et ne peut en
« aucune façon être inférieur, ni assujetti au pouvoir
« civil. En effet, Jésus-Christ a donné plein pouvoir à
« ses Apôtres dans la sphère des choses sacrées en y
« joignant, tant la faculté de faire de véritables lois
« que le double pouvoir, qui en découle, de juger et de
« punir. *Toute puissance m'a été donnée au ciel et*
« *sur la terre ; allez donc, enseignez toutes les nations...*

« Apprenez-leur à observer tout ce que je vous ai
« prescrit. » (Matth. XXVIII, 18-19-20.) — Et
« ailleurs : « S'il ne les écoute pas, dites-le à l'Eglise. »
« (Matth., XVIII, 17). — Et encore : « Ayez soin
« de punir toute désobéissance. » (II Cor., X, 6.) —
« De plus : « Je serai plus sévère en vertu du pouvoir
« que le Seigneur m'a donné pour l'édification et non
« pour la ruine. » (Ibid., XIII, 10.) — C'est donc à
« l'Eglise, non à l'Etat, qu'il appartient de guider les
« hommes vers les choses célestes, et c'est à elle que
« Dieu a donné le mandat de connaître et de décider de
« tout ce qui touche à la religion ; d'enseigner toutes
« les nations, d'étendre, aussi loin que possible, les
« frontières du nom chrétien ; bref, d'administrer li-
« brement, et tout à sa guise, les intérêts chrétiens. »
(Immortale Dei.)

« A cette société, il a voulu confier toutes les vérités
« qu'il avait enseignées avec mission de les garder, de
« les défendre, de les développer avec une autorité
« légitime ; et en même temps, il a ordonné à toutes les
« nations d'obéir aux enseignements de son Eglise,
« comme à lui-même, avec menace de la perte éternelle
« pour ceux qui y contreviendraient. D'où il ressort clai-
« rement que le maître le meilleur et le plus sûr à
« l'homme, c'est Dieu, source et principe de toute
« vérité ; c'est le Fils unique qui est dans le sein du
« Père, voie, vérité, vie, lumière véritable, qui éclaire
« tout homme, et dont l'enseignement doit avoir

« tous les hommes pour disciples : *et ils seront tous*
« *enseignés de Dieu.* (Joan., VI, 45.)

« Mais pour la foi et la règle des mœurs, Dieu a fait
« participer l'Eglise à son divin magistère et lui a
« accordé le divin privilège, de ne point connaître
« l'erreur. C'est pourquoi elle est la grande, la sûre
« maîtresse des hommes et porte en elle un inviolable
« droit à la liberté d'enseigner. » (Libertas).



« Assurément l'Eglise est spirituelle, mais, si nous
« considérons les membres dont elle se compose, et les
« moyens mêmes, par lesquels les dons spirituels
« arrivent jusqu'à nous, l'Eglise est *extérieure* et né-
« cessairement visible. » (Libertas.)

« C'est par des signes, qui frappaient les yeux et les
« oreilles, que les Apôtres ont reçu la mission d'ensei-
« gner ; et cette mission, ils ne l'ont point accomplie
« autrement que par des paroles et des actes également
« sensibles. Ainsi, leur voix, entrant par l'ouïe exté-
« rieure, engendrait la foi dans les âmes : « La foi
« vient par l'audition et l'audition par la parole du
« Christ. » Et la foi elle-même, c'est-à-dire, l'assenti-
« ment à la première et souveraine vérité, de sa nature
« sans doute, est renfermée dans l'esprit, mais elle doit
« cependant éclater au dehors par l'évidente profession
« qu'on en fait : Car on croit de cœur pour la justice,

« mais on confesse de bouche pour le salut. » De
« même, rien n'est plus intime à l'homme que la grâce
« céleste, qui produit en lui la sainteté, mais exté-
« rieurs sont les instruments ordinaires et principaux,
« par lesquels la grâce nous est communiquée : nous
« voulons parler des sacrements, qui sont administrés
« avec des rites spéciaux, par des hommes nommé-
« ment choisis pour cette fonction ; Jésus-Christ a
« ordonné aux Apôtres et aux successeurs perpétuels
« des Apôtres, d'instruire et de gouverner les peuples ;
« il a ordonné aux peuples de recevoir leur doctrine
« et de se soumettre docilement à leur autorité. Mais ces
« relations mutuelles de droits et de devoirs dans la
« société chrétienne, non seulement n'auraient pas pu
« durer mais n'auraient même pas pu s'établir, sans
« l'intermédiaire des sens, interprètes et messagers des
« choses.

« C'est pour ces raisons que l'Eglise, dans les sain-
« tes Lettres, est si souvent appelée un *corps* et aussi
« le *corps du Christ*. Vous êtes le corps du Christ.
« Parce que l'Eglise est un corps, elle est visible aux
« yeux ; parce qu'elle est le corps du Christ, elle est un
« corps vivant, actif, plein de sève, soutenu qu'il est
« et animé par Jésus-Christ, qui le pénètre de sa vertu,
« à peu près comme le tronc de la vigne nourrit et rend
« fertiles les rameaux, qui lui sont unis. Dans les
« êtres animés, le principe vital est invisible et caché au
« plus profond de l'être, mais il se trahit et se mani-

« feste par le mouvement et l'action des membres : ainsi
« le principe de vie surnaturelle, qui anime l'Eglise,
« apparaît à tous les yeux par les actes qu'elle produit.

« Il s'ensuit que ceux-là sont dans une grande et per-
« nicieuse erreur, qui, façonnant l'Eglise au gré de
« leur fantaisie, se l'imaginent comme cachée et nulle-
« ment visible ; ceux-là aussi qui la regardent comme
« une institution humaine, munie d'une organisation,
« d'une discipline, de rites extérieurs, mais sans au-
« cune communication permanente des dons de la grâce
« divine, sans rien qui atteste, par une manifestation
« quotidienne et évidente, la vie surnaturelle puisée en
« Dieu.

« L'une et l'autre de ces deux conceptions est tout
« aussi incompatible avec l'Eglise de Jésus-Christ, que
« le corps seul, ou l'âme est incapable de constituer
« l'homme. L'ensemble et l'union de ces deux éléments
« est absolument nécessaire à la véritable Eglise, à
« peu près comme l'intime union de l'âme et du corps
« est indispensable à la nature humaine. L'Eglise n'est
« point une sorte de cadavre ; elle est le corps du Christ,
« animé de sa vie surnaturelle. Le Christ lui-même,
« chef et modèle de l'Eglise, n'est pas entier, si on
« regarde en lui, soit exclusivement la nature humaine
« et visible, comme font les partisans de Photius et de
« Nestorius, soit uniquement la nature divine et indivi-
« sible, comme font les Monophysites ; mais le Christ
« est un par l'union des deux natures, visible et invi-

« sible, et il est un dans toutes les deux ; de la même
« façon, son corps mystique n'est la véritable Eglise,
« qu'à cette condition que ses parties visibles tirent
« leur force et leur vie des dons surnaturels et des
« autres éléments invisibles ; et c'est de cette union
« que résulte la nature propre des parties extérieures
« elles-mêmes.

« Mais, comme l'Eglise est *telle* par la volonté et par
« l'ordre de Dieu, elle doit rester *telle* sans aucune in-
« terruption, jusqu'à la fin des temps, sans quoi elle
« n'aurait évidemment pas été fondée pour toujours,
« et la fin même à laquelle elle tend serait limitée à un
« certain terme et dans l'espace : double conclusion
« contraire à la vérité. Il est donc certain que cette
« réunion d'éléments visibles, étant, par la volonté de
« Dieu, dans la nature et la constitution intime de
« l'Eglise, doit nécessairement durer autant que durera
« l'Eglise elle-même. » (Satis cognitum.)



Nous avons rapporté ces enseignements de l'illustre Pontife, afin de rendre, de façon plus lucide encore, la doctrine de la vérité ; afin aussi de manifester, plus clairement, les devoirs de la société civile et des Etats à l'endroit de l'Eglise.

L'Eglise, société parfaite, est souverainement dépendante de Dieu et de son Christ.

L'Etat, société parfaite, est souverainement dépendant de Dieu et de son Christ.

L'Eglise et l'Etat sont deux sociétés voulues par Dieu. Chacune d'elles tend respectivement à la fin pour laquelle Dieu l'a faite. Dans cette tendance propre à chacune aussi, il faut, de par la volonté de Dieu, l'accord. Et l'accord est aisé, dès qu'aucun principe n'est sacrifié. C'est Léon XIII encore qui nous l'apprend :

« Dieu a divisé le gouvernement du genre humain
« entre deux puissances : la puissance ecclésiastique et
« la puissance civile ; celle-là est préposée aux choses
« divines, celle-ci aux choses humaines. Chacune d'elles,
« en son genre, est souveraine ; chacune est renfermée
« dans les limites, parfaitement déterminées et tracées
« en conformité de sa nature et de son but spécial. Il
« y a donc comme une sphère circonscrite, dans laquelle
« chacune exerce son action *jure proprio*. Toutefois,
« leur autorité s'exerçant sur les mêmes sujets, il peut
« arriver qu'une seule et même chose, bien qu'à un
« titre différent, mais pourtant une seule et même chose,
« ressortisse à la juridiction et au jugement de l'une
« et de l'autre puissance...

« Il est donc nécessaire qu'il y ait entre les deux
« puissances un système de rapports bien ordonné, non
« sans analogie avec celui qui, dans l'homme, constitue
« l'union de l'âme et du corps. On ne peut se faire une
« juste idée de la nature et de la force de ces rapports,

« qu'en considérant, comme Nous l'avons dit, la nature
« de chacune de ces deux puissances et en tenant
« compte de l'excellence et de la noblesse de leurs buts,
« puisque l'une a pour fin prochaine et spéciale de
« s'occuper des intérêts terrestres, et l'autre de procurer
« les biens célestes et éternels. » (Immortale Dei.)



L'Etat a le devoir d'accueillir l'Eglise et son Chef, de leur donner chez lui le rang et le pouvoir, qui reviennent à leur dignité et que réclame leur mission : En un mot, l'Etat doit donner à l'Eglise, au Pape et aux Evêques, la place que Jésus-Christ requiert pour eux, dans l'organisation, la Constitution, les lois du Pays.

« Ne négligez pas non plus d'enseigner, dit Pie IX
« aux Evêques, que la puissance royale n'est pas uni-
« quement conférée pour le gouvernement de ce monde,
« mais par dessus tout pour la protection de l'Eglise,
« et que rien ne peut être plus avantageux, ni plus glo-
« rieux, pour les chefs des Etats et les rois, que de se
« conformer à ces paroles, que notre sage et courageux
« prédécesseur, Saint Félix, écrivait à l'Empereur
« Zénon : « Qu'ils laissent l'Eglise catholique se gou-
« verner par ses propres lois, et ne permettent à per-
« sonne de mettre obstacle à sa liberté... Il est certain,
« en effet, qu'il est de leur intérêt, toutes les fois qu'il

« s'agit des affaires de Dieu, de suivre avec soin l'ordre
« qu'Il a prescrit, et de subordonner, au lieu d'imposer,
« leur volonté royale aux prêtres du Christ. » (Quanta
Cura.)

Ces paroles du grand Pape Pie IX rappellent la lettre qu'en 1814, à la date du 29 avril, le Pape Pie VII, adressait à l'Evêque de Troyes. Les libertés modernes venaient d'être introduites dans la Constitution du Pays. Celle-ci avait été signée par le Roi Louis XVIII. La lettre du Souverain Pontife à l'Evêque est un monument doctrinal. Elle rend si parfaitement la situation qui doit être et qui n'est pas, que nous la citons toute entière.



Lettre Apostolique de N. T. S. P. le Pape Pie VII
à Mgr de Boulogne, évêque de Troyes.

« Vénérable Frère,

« Salut et bénédiction apostolique.

« Après de longues et furieuses tempêtes, qui ont
« si étrangement agité le vaisseau de Saint Pierre, et
« qui étaient, semble-t-il, sur le point de Nous ren-
« verser et de Nous engloutir Nous-mêmes qui tenons,
« quoique indigne, le gouvernail, la violence des vents
« commence enfin à s'apaiser, et Nous pouvons espérer
« le retour de la tranquillité, depuis si longtemps l'objet

« de Nos vœux et de Nos prières, aussi bien que de
« celles de tous les gens de bien.

« Après avoir ainsi recouvré Notre ancienne liberté,
« au moment où Nous Nous y attendions le moins,
« Nous Nous réjouissions d'avoir été rendu à Nous-
« même, ou plutôt à l'Eglise, et Nous rendions au
« Père des miséricordes Nos humbles actions de grâces
« pour un si grand bienfait, lorsqu'un nouveau sujet
« de grande consolation est venu accroître Notre joie :
« Nous avons appris que le roi, désigné pour gouverner
« la nation française, était un descendant de cette glo-
« rieuse race, qui a produit autrefois Saint Louis, et
« qui s'est illustrée par tant de mémorables services
« rendus à l'Eglise et à ce Siège Apostolique. A cette
« nouvelle, Notre contentement a été si grand, que,
« sans la connaître encore que par la voie de la publicité,
« et dérogeant à cet égard à l'usage établi, Nous avons
« résolu d'envoyer un nonce extraordinaire en France,
« pour féliciter ce prince, en notre nom et dans les ter-
« mes les plus expressifs, de la puissance royale qui
« lui est rendue.

« Mais cette joie a été bientôt troublée ; elle a fait
« place à une grande douleur quand Nous avons vu la
« nouvelle constitution du royaume décrétée par le
« Sénat de Paris et publiée dans les journaux. Nous
« avons espéré, qu'à la faveur de l'heureuse révolution,
« qui venait de s'accomplir, non seulement la religion
« catholique serait délivrée sans aucun retard de toutes

« les entraves, qu'on lui avait imposées en France,
« malgré Nos constantes réclamations, mais qu'on pro-
« fiterait de circonstances si favorables, pour la rétablir
« dans tout son lustre et pourvoir à sa dignité. Or,
« Nous avons remarqué en premier lieu que, dans la
« constitution mentionnée, la religion catholique est
« entièrement passée sous silence, et qu'il n'y est pas
« même fait mention du Dieu tout-puissant, par qui
« règnent les rois, par qui les princes commandent.

« Vous comprendrez facilement, Vénérable Frère,
« ce qu'une telle omission a dû Nous faire éprouver
« de peine, de chagrin, d'amertume, à Nous que Jésus-
« Christ, le Fils de Dieu, Notre Seigneur, a chargé
« du suprême gouvernement de la société chrétienne.
« Et comment ne serions-Nous pas désolés ? Cette
« religion catholique, établie en France dès les premiers
« siècles de l'Eglise, scellée dans ce royaume même par
« le sang de tant de glorieux martyrs, professée par la
« très grande partie du peuple français, à laquelle ce
« même peuple a gardé, avec courage et constance, un
« invincible attachement à travers les calamités, les
« persécutions et les périls des dernières années, cette
« religion enfin, que la race, à laquelle appartient le
« roi désigné, professe elle-même, et qu'elle a toujours
« défendue avec tant de zèle, non seulement elle n'est
« pas déclarée la seule ayant droit dans toute la France,
« à l'appui des lois et de l'autorité du gouvernement,

« mais elle est entièrement omise dans l'acte même du
« rétablissement de la monarchie !

« Un nouveau sujet de peine, dont Notre cœur est
« encore plus vivement affligé et qui, Nous l'avouons,
« Nous cause un tourment, un accablement et une an-
« goisse extrêmes, c'est le vingt-deuxième article de la
« constitution. Non seulement on y permet la *liberté des*
« *cultes et de la conscience*, pour Nous servir des termes
« même de l'article, mais on promet appui et protection
« à cette liberté, et en outre aux ministres de ce qu'on
« nomme *les cultes*. Il n'est certes pas besoin de longs
« discours, Nous adressant à un évêque tel que vous,
« pour vous faire reconnaître clairement de quelle mor-
« telle blessure la religion catholique en France se
« trouve frappée par cet article. Par cela même qu'on
« établit la liberté de tous les cultes sans distinction, on
« confond la vérité avec l'erreur, et l'on met au rang
« des sectes hérétiques et même de la perfidie judaïque,
« l'Epouse sainte et immaculée du Christ, l'Eglise, hors
« de laquelle il ne peut y avoir de salut. En outre, en
« promettant faveur et appui aux sectes des hérétiques
« et à leurs ministres, on tolère et on favorise non
« seulement leurs personnes, mais encore leurs erreurs.
« C'est implicitement la désastreuse et à jamais déplo-
« rable hérésie, que saint Augustin mentionne en ces
« termes : « Elle affirme que tous les hérétiques sont
« dans la bonne voie et disent vrais, » absurdité si

« monstrueuse, que je ne puis croire qu'une secte la
« professe réellement.

« Notre étonnement et Notre douleur n'ont pas été
« moindres, quand Nous avons lu le vingt-troisième
« article de la constitution, qui maintient et permet la
« *liberté de la presse*, liberté qui menace la foi et les
« mœurs des plus grands périls et d'une ruine certaine.
« Si quelqu'un pouvait en douter, l'expérience des temps
« passés suffirait seule pour le lui apprendre. C'est un
« fait pleinement constaté : cette liberté de la presse a
« été l'instrument principal qui a premièrement dépravé
« les mœurs des peuples, puis corrompu et renversé
« leur foi, enfin soulevé les séditions, les troubles, les
« révoltes. Ces malheureux résultats seraient encore
« actuellement à craindre, vu la méchanceté si grande
« des hommes, si, ce qu'à Dieu ne plaise, on accordait
« à chacun la liberté d'imprimer tout ce qu'il lui plairait.

« D'autres points de la nouvelle constitution du
« royaume ont été aussi pour Nous un sujet d'affliction ;
« en particulier, les articles sixième, vingt-quatrième
« et vingt-cinquième. Nous ne vous exposerons pas en
« détail Nos raisons à cet égard. Votre Fraternité,
« Nous n'en doutons pas, discernera facilement la ten-
« dance de ces articles.

« Dans une si grande et si juste affliction de Notre
« âme, une espérance Nous console, c'est que le roi
« désigné ne souscrira pas les articles mentionnés de
« la nouvelle constitution. La piété héréditaire de ses

« ancêtres et le zèle pour la religion, dont Nous ne
« doutons pas qu'il ne soit animé, Nous en donnent la
« plus entière confiance.

« Mais, comme Nous ne saurions, sans trahir Notre
« ministère, garder le silence dans un si grand péril
« de la foi et des âmes, Nous avons voulu, Vénérable
« Frère, vous adresser cette lettre, à vous, dont Nous
« connaissons la foi et le courage sacerdotal, pour en
« avoir eu des preuves non équivoques, non seulement
« afin qu'il soit bien constaté que Nous réprouvons, le
« plus énergiquement possible, les articles ci-dessus
« exposés, et tout ce qu'on viendrait à proposer de
« contraire à la religion catholique, mais encore, afin
« que, vous concertant avec les autres évêques de la
« France que vous jugerez à propos de vous adjoindre,
« et vous aidant de leurs conseils et de leur coopéra-
« tion, vous vous efforciez de conjurer, le plus prompte-
« ment possible, les grands maux qui menacent l'Eglise
« en France et de faire abolir ces lois, ces décrets et ces
« autres ordonnances du gouvernement, qui sont encore
« en vigueur, et dont Nous n'avons cessé de Nous plain-
« dre, comme vous le savez, pendant les précédentes
« années.

« Allez donc trouver le roi; faites-lui savoir la pro-
« fonde affliction dont, après tant de calamités et de tri-
« bulations endurées jusqu'aujourd'hui, et au milieu de la
« joie générale, Notre âme se retrouve assaillie et acca-
« blée à cause des motifs mentionnés. Représentez-lui

« quel coup funeste pour la religion catholique, quel
« péril pour les âmes, quelle ruine pour la foi seraient
« le résultat de son consentement aux articles de la
« dite constitution. Dites-le lui de Notre part : Nous
« ne pouvons Nous persuader qu'il veuille inaugurer
« son règne en faisant à la religion catholique une
« blessure si profonde et qui serait presque incurable.
« Dieu lui-même, aux mains de qui sont les droits
« de tous les royaumes, et qui vient de lui rendre le
« pouvoir, au grand contentement de tous les gens de
« bien, et surtout de Notre cœur, exige certainement
« de lui, qu'il fasse servir principalement cette puis-
« sance au soutien et à la splendeur de son Eglise. Nous
« espérons, Nous avons la ferme confiance, que, Dieu
« aidant, Notre voix, transmise par vous, touchera son
« cœur, et que, marchant sur les traces de ses prédé-
« cesseurs, à qui leur dévouement pour la religion
« catholique et la défense, qu'ils en prirent tant de fois
« si généreusement, ont valu, de la part de ce Saint-
« Siège, le titre de rois très chrétiens, il prendra en
« main la cause de la foi catholique, comme c'est son
« devoir, comme tous les bons l'attendent de lui, comme
« Nous le lui demandons Nous-même avec les plus
« vives instances.

« Déployez, Vénérable Frère, toutes vos forces, tout
« le zèle dont vous êtes animé pour la religion ; faites
« servir, à cette grande et sainte cause, l'ascendant que
« vos qualités vous ont acquis et l'éloquence qui vous

« distingue. Le Seigneur, Nous n'en doutons pas, vous
« suggèrera les paroles convenables ; et, de Notre côté,
« Nous implorerons pour vous le secours d'en-haut.
« En attendant, Nous vous donnons, avec toute l'effu-
« sion de Notre cœur, à vous et au troupeau confié à
« vos soins, la bénédiction apostolique.

« Donné à Césène, le vingt-neuvième jour d'avril
« de l'année 1814, de Notre pontificat la quinzième.

« PIE VII, Pape. »

§ 7. Conclusion du Chapitre I

Bref, la logique et la justice exigent, qu'à la tête des Nations et de tout Ordre Social, à la tête des Peuples et de leurs Constitutions, à la tête de toute Politique, comme à la tête des familles et dans l'intime des consciences, se trouvent l'Indivisible Trinité, Dieu et Jésus-Christ, le Credo, le Décalogue et l'Evangile. La logique et la justice exigent pareillement, que, œuvre de Jésus-Christ, l'Eglise Catholique et son Pontificat Suprême pénètrent tout l'organisme social, pour donner à celui-ci l'enseignement divin, pour diriger ainsi chacun de ses membres, dans la société elle-même, vers le but suprême : Dieu et l'Eternelle Béatitude.

Des hauteurs de l'Etat, des hauteurs des Constitutions des Etats illuminés des splendeurs de Dieu par la Sainte Eglise, doit dériver sur tout organisme subalterne —

(Sociétés, institutions publiques ou privées, Instruction, Presse, organisations, corporations, etc.) — sur la Famille et sur l'Individu, un rayonnement bienfaisant de la vérité et du bien surnaturels, qui doivent être en eux de par Dieu. Il ne peut qu'en être ainsi. A leur base seront placés Dieu et l'Evangile. Leurs principes et leur législation émaneront de la Loi éternelle et de l'ordre divin apporté par Jésus-Christ au monde. En eux, Jésus-Christ et son Eglise trouveront un appui dans l'accomplissement de leur mission.

La logique et la justice l'exigent. C'est Dieu, de qui toute autorité procède, qui, par la Sainte Eglise, par les Constitutions des Nations, par les Chefs d'Etat, par les Gouvernements, les Sénats et les Parlements, par les Provinces, les Villes et les Communes comme par ses instruments et ses ministres dirige et gouverne les Peuples « *Minister Dei in bonum* ». C'est l'Eglise, qui, au nom de Dieu, doit éclairer les Etats et la société entière sur leurs graves devoirs d'ordre religieux et moral et sur tout ce qui, directement ou indirectement doit conduire les individus, les peuples à la Fin suprême de l'homme — sur les obstacles à l'obtention de cette Fin, pour les faire éviter — sur les moyens qui y conduisent, dans le but de les faire pratiquer (1).

(1) Une simple comparaison permet de saisir combien, au jugement humain, Dieu doit tenir à l'hommage des nations. Donner la mort à un homme est un crime. Or, dans une

Nous nous résumons :

En stricte justice, l'Homme, dans son corps et dans son âme, la Famille, la Société, l'Etat et l'Eglise se doivent totalement à Dieu.

En stricte justice, l'Homme, la Famille, la Société se doivent à l'Eglise et au Pontife Suprême, dans les limites tracées par Dieu en vertu de ses droits infinis.

Toute pensée consentie, toute parole, tout procédé, toute attitude, toute disposition légale ou autre, à plus forte raison toute constitution d'un peuple qui seraient l'expression ou l'affirmation pratique de la non-dépendance absolue des Nations et de l'Ordre Social à l'égard de Dieu, et, dans des limites fixées par Dieu à l'égard de l'Eglise, seraient une injustice totale et souveraine,

guerre, dans la grande guerre, par exemple, combien de vies humaines, si belles en promesses, ont été sacrifiées ? Pourquoi, dans une guerre juste, ces massacres sont-ils légitimes ? Parce qu'il faut sauver cette société qu'on appelle la Nation, et que le salut de cette société, au jugement humain, l'emporte sur la vie individuelle des membres de cette société. Pour sauver la Patrie, les sacrifices de vies humaines qui, par ailleurs, seraient des crimes, s'accomplissent sans hésitation. En face du salut social, la mort d'un million d'hommes ne compte pas. Et cette société que Dieu a faite, cette société si grande aux yeux des hommes, Dieu devrait, pour plaire aux hommes, ne pas la considérer, au point de ne pas exiger ses hommages, au point de ne pas exiger qu'elle accomplisse sa mission finale : être un appui pour l'homme dans sa tendance à la Fin dernière et béatifiante, et un moyen dont Jésus-Christ, Créateur de la société, se serve dans la réalisation de son œuvre rédemptrice.

parce qu'ils s'adressent à l'Eternel et à l'Infini. Cette injustice appellerait une réparation d'autant plus profonde, que l'acte ou l'attitude injustes sont revêtus d'une culpabilité plus intime et qui s'étend à leur essence même. Le souverain domaine de Dieu s'applique d'abord à l'essence des réalités qui toutes dépendent de Lui et qui par l'homme et en Jésus-Christ sont destinées à proclamer sa gloire. Combien profondément et intimement coupables sont les Constitutions des Peuples modernes. C'est ce que nous devons considérer (1).

(1) Bref, en stricte logique il faut appliquer à toute créature cette dédicace que nous avons faite nôtre : *Deo Uni-Trino, Divino Redemptori Regique Jesu per Virginem Matrem*. A côté de Jésus Roi et Rédempteur prend place Marie Co-Rédemptrice et Reine.

CHAPITRE II

CE QUI DOIT NE PAS ÊTRE, ET EST

Toute la situation actuelle se résume en ces deux propositions : Dieu, Jésus-Christ, la Sainte Eglise sont bannis de l'Ordre Social ; l'homme, tel que l'a fait le péché originel, c'est-à-dire, vicié dans ses origines et ses tendances et non surélevé par la vérité et la grâce, a usurpé la place que la Nature et la Révélation attribuent à Dieu et qui Lui revient nécessairement, parce qu'Il est Dieu.

Ce bannissement de Dieu et cet établissement de l'homme maître des destinées du monde et de la société, selon l'expression consacrée, sont officiels. Positivement voulus par les uns, ils sont admis par les autres comme des nécessités inéluctables, auxquelles on se soumet.

Origine

Pour se rendre compte du crime de lèse-divinité commis par l'homme et par la Société, crime existant actuellement et dont la malice s'accroît chaque jour, il faut remonter aux origines de cette apostasie générale, qui se trouve dans la révolte de l'ange déchu contre Dieu. L'ennemi du genre humain, a entraîné les Peuples dans sa révolte. Malicieux et fourbe, il s'est servi de l'homme contre l'homme. Par ses suppositoires et spécialement par son « église » qu'on nomme la franc-maçonnerie, il s'est emparé du pouvoir. Pour corrompre plus sûrement les esprits, il a façonné, avec habileté et de manière à contenter chacun, les Constitutions des Peuples. Les catholiques, les premiers, semblent oublier la parole du Saint-Esprit « *Satanas qui seducit universum orbem* » (Apoc XII, 9). Satan séduit l'Univers, cet univers qui appartient à Jésus-Christ. Il le séduit par le pouvoir, en se basant sur les Chartes et les Constitutions des Nations.

« Le Roi-Prophète avait prédit « la révolte des « nations contre Dieu et contre son Christ. Il les avait « entendu s'écrier : Rompons leurs entraves, secouons « leur joug. Mais Celui, qui habite dans les cieux, se « rit d'elles... » (Ps. 2).

« L'histoire moderne a traduit en réalités la prophétie « de David et l'annonce de l'Apocalypse.

« En 1517, il y a, date pour date, quatre siècles, le
« moine Luther s'insurgea contre l'Eglise du Christ
« et détacha d'elle un gros tiers des nations européen-
« nes. Privée de la direction et de la sauvegarde du
« magistère infailible, la raison humaine tomba du pro-
« testantisme dans le rationalisme, à telle enseigne
« qu'il n'y a peut-être plus un seul dogme de foi sur
« lequel les chefs religieux des églises protestantes
« demeurent d'accord, et que plus une seule Faculté de
« théologie des Universités allemandes ne professe la
« divinité de Jésus-Christ.

« La Révolution française propagea le rationalisme
« dans le monde et l'inocula aux pouvoirs publics. » (1).

« Cette audace d'hommes perfides, qui menace chaque
« jour de ruines plus graves la société civile, et qui excite
« dans tous les esprits l'inquiétude et le trouble, tire
« sa cause et son origine de ces doctrines empoison-
« nées qui, répandues en ces derniers temps parmi les
« peuples comme des semences de vices, ont donné, en
« leur temps, des fruits si pernicieux. En effet, vous
« savez très bien, Vénérables Frères, que la guerre
« cruelle qui, depuis le seizième siècle, a été déclarée
« contre la foi catholique par des novateurs, visait à
« ce but, d'écarter toute révélation et de renverser tout
« l'ordre surnaturel, afin que l'accès fût ouvert aux
« inventions, ou plutôt aux délires de la seule raison.

(1) Cardinal Mercier : « La leçon des Evénements ».

« Tirant hypocritement son nom de la raison, cette
« erreur, qui flatte et excite la passion de grandir,
« naturelle au cœur de l'homme, et qui lâche les rênes
« à tous les genres de passions, a spontanément étendu
« ses ravages, non pas seulement dans les esprits d'un
« grand nombre d'hommes, mais dans la société civile
« elle-même. Alors, par une impiété toute nouvelle et
« que les païens eux-mêmes n'ont pas connue, on a vu
« se constituer des gouvernements, sans qu'on tint nul
« compte de Dieu et de l'ordre établi par Lui : on a
« proclamé, que l'autorité publique ne prenait pas de
« Dieu le principe, la majesté, la force de commander,
« mais de la multitude du peuple, laquelle, se croyant
« dégagée de toute sanction divine, n'a plus souffert
« d'être soumise à d'autres lois que celles, qu'elle aurait
« portées elle-même conformément à son caprice.

« Puis, après qu'on eut combattu et rejeté comme
« contraires à la raison les vérités surnaturelles de la foi,
« l'Auteur même de la Rédemption du genre humain
« est contraint, par degrés et peu à peu, de s'exiler des
« études, dans les universités, les lycées et les collèges,
« ainsi que de toutes les habitudes publiques de la vie hu-
« maine. Enfin, après avoir livré à l'oubli les récompen-
« ses et les peines éternelles de la vie future, le désir
« ardent du bonheur a été renfermé dans l'espace du
« temps présent. Avec la diffusion au long et au large
« de ces doctrines, avec la grande licence de penser et
« d'agir, qui a été ainsi enfantée de toutes parts, faut-il

« s'étonner que les hommes de condition inférieure,
« ceux qui habitent une pauvre demeure ou un pauvre
« atelier, soient envieux de s'élever jusqu'aux palais
« et à la fortune de ceux qui sont plus riches ? Faut-il
« s'étonner qu'il n'y ait plus nulle tranquillité pour la
« vie publique ou privée et que **le genre humain**
« **soit presque arrivé à sa perte ?** »
(Léon XIII, Quod Apostolici.)

L'homme substitué à Dieu

En Allemagne, ce rationalisme individuel et social prit une tournure scientifique et devint le kantisme. Dieu et toute vérité qui repose sur son existence, sont indémontrables à la raison ; l'homme de science s'en passe. Tout devoir trouve sa source dans la conscience de chacun. Dans l'ordre moral, l'homme ne relève que de lui-même. Il est à lui-même sa loi, son idéal, sa fin. En un mot : une personnalité morale résultant de la conscience, trouvant en elle-même sa grandeur et son tout ; voilà l'homme. Individuellement et socialement, il est son propre dieu. Le dieu de la conscience, c'est l'homme moral, le dieu de la société, c'est l'homme moral encore.

En France, le même rationalisme prit une forme plus accessible au peuple. Grâce au travail intense de J.-J. Rousseau et de Voltaire, il envahit promptement les

esprits et se traduisit pratiquement dans la déclaration révolutionnaire des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Au sujet de la crise sociale de cette époque S. S. Benoît XV, écrit à la date du 7 mars 1917 :

« Issue des erreurs et des crimes de la prétendue
« Réforme, une philosophie insensée avait perverti
« tous les esprits.

« Sous son influence, éclata une révolution si radicale
« qu'elle tendait à saper les bases mêmes de la Société
« chrétienne, en France d'abord, puis successivement en
« tout pays. »

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen n'est et ne peut être autre chose que la substitution de l'homme à Dieu, substitution officiellement et légalement établie.

De par la loi, seul l'homme doit et peut se trouver là où Dieu précisément, *parce qu'Il est Dieu*, doit être. Créateur et Maître absolu, de par la nature même des choses, Il est le Dieu de la conscience individuelle, le Dieu de la Société, des Nations, et de l'Univers. On le supprime et, en sa place, l'esprit humain établit l'homme et la pensée de l'homme, mais l'homme en tant que substitué à Dieu, c'est-à-dire, de droit et de par la nature même des choses, l'homme, maître absolu et

arbitre de ses destinées personnelles, familiales et sociales, nationales, internationales et mondiales. (1)

L'homme est le Maître. Si, dans sa sagesse, il juge opportun de se soumettre à ce que dans sa pensée il estime « Dieu », « le Christ », « l'Eglise », il ne sera pas molesté parce que il est maître de sa conscience. Il en doit être tout autrement de l'introduction de ce Dieu et de son Eglise dans la Société et les Etats.

(1) La déclaration des Droits de l'Homme parle encore de l'Etre Suprême, tout comme le rationalisme de J.-J. Rousseau, de Voltaire, et le libéralisme moderne parlent de Dieu. Mais la question n'est pas de savoir si des hommes, plus ou moins influencés par la tradition et la civilisation catholique, donnent à leurs enseignements une teinte religieuse, la question vraie, la voici : telle doctrine et la déclaration elle-même comportent-elles logiquement la négation de Dieu et de toute œuvre divine ? Or, substituant l'homme, l'autorité et le pouvoir de l'homme à Dieu et à son pouvoir, elles suppriment Dieu et mènent fatalement à toutes les erreurs, à toutes les abominations qu'elles contiennent en principe et en germe et que, malgré les hommes, elles produisent comme fruit et comme résultat. « Le rationalisme appliqué à la vie publique, avait en Belgique, en 1830, une teinte religieuse, et la plupart de ceux, qui le professaient, n'eussent conçu, ni un enseignement, ni un ordre social sans religion.

Mais la logique de l'erreur poursuit sa marche à pas précipités, et aujourd'hui, les hommes investis de la mission de gouverner les peuples sont ou se montrent, à bien peu d'exceptions près, officiellement indifférents à Dieu et à son Christ. » (Card. Mercier : *La Leçon des événements*).

L'homme étant officiellement substitué à Dieu, tout quiconque veut rendre à Dieu sa place devient ennemi de l'homme qui est Maître de l'Univers et de l'Ordre Social bâti sur lui.

Dieu est nécessairement usurpateur. L'Eglise est usurpatrice. Tout effort de la part de l'Eglise pour accomplir sa mission dans l'ordre social est inévitablement une mainmise cléricale sur la société. La laïcisation générale et universelle est une nécessité. L'individu est laïcisé. On ne veut connaître en lui qu'une grandeur humaine, faite des principes naturels d'humanité, de justice, de bonté, etc. Toute institution sociale doit être laïcisée : les Etats, les Constitutions des Peuples et leur législation, les Gouvernements, les Parlements, les Sénats, tout organisme officiel, toute institution publique et même les institutions privées, dès qu'elles entrent en rapport avec un organisme officiel, doivent porter le caractère de l'homme seul.

L'empreinte surnaturelle est donc effacée de partout. L'Ordre surnaturel doit être non-existant. L'Eglise, si elle survit en raison de volontés individuelles, sera, tout au plus, une société privée sans aucun droit public. Elle ne peut jouir au point de vue social, que des droits et privilèges que l'homme estime pouvoir lui accorder. Un gouvernement composé d'individualités catholiques pourra lui être favorable, mais cette faveur relèvera nécessairement de l'homme, qui, de droit, la refusera ou l'octroiera à son gré.

Toute autre disposition serait usurpatrice à l'endroit de l'homme ; et officiellement et socialement, l'homme doit être et rester Maître.

*
* *

Conséquences immédiates : les libertés modernes : Socialisme, Anarchisme, Tyrannie.

Conséquents avec eux-mêmes, les Constituants et Législateurs des temps modernes ont donné comme base aux Constitutions des Peuples les grandes libertés de conscience, de la presse, des cultes, d'association, d'enseignement et autres. Ces libertés sont l'expression sociale et pratique des droits que l'homme a acquis par la suppression sociale de Dieu, dont il a pris la place.

Elles donnent la sanction officielle, au nom des États et des Peuples, au libertinage de l'esprit et au dévergondage des passions. Car l'homme n'est pas fait seulement d'esprit, il est fait aussi de corps, de sang et de nerfs. Si l'esprit laissé à lui-même, en vertu des droits de l'homme est maître de ses conceptions et conséquemment de ses actes, le corps, en vertu des mêmes droits, est maître de ses jouissances. D'ailleurs, cette dernière liberté est comprise dans la première, mais l'entraînement du corps s'ajoutant aux exigences de la pensée, manifeste jusqu'à quel degré, non seulement d'anarchie, mais de bassesse et de bestialité, l'homme pourra descendre légitimement.

En effet, étant le seul Maître, il ne peut logiquement être soumis à aucune contrainte, pas plus que Dieu n'y était soumis alors qu'il régnait. Si quelque contrainte pouvait intervenir, elle devrait procéder de l'homme.

Cependant tous les Législateurs et tout homme de bon sens d'ailleurs ont reconnu et proclamé la nécessité d'une loi qui mette un frein aux abus de la liberté. Cette loi est obligatoire sous peine de sanction à l'endroit de ses transgresseurs.

Mais toute loi et toute sanction comportent nécessairement une contrainte. Les Législateurs modernes se verront dans la nécessité de recourir à un système qui ne les mette pas trop en contradiction avec eux-mêmes.

Or, leurs principes fondamentaux consistent d'une part dans le domaine souverain de l'homme sur son être et sur son activité ; d'autre part dans l'indépendance absolue de l'homme substitué à Dieu. Dès que ces principes sont saufs tout est parfait.

Conformément à la déclaration des droits de l'homme de 89, il y aura une loi, mais cette loi sera l'expression de la volonté générale, c'est-à-dire que la loi existera pour autant qu'elle exprime la volonté du nombre.

La loi votée aujourd'hui par cent députés, peut être supprimée le lendemain ou le jour même par cent un députés. Le nombre crée la loi et met la force à son service. De cette manière toutes les horreurs dont on peut se rendre coupable en se basant sur la liberté absolue de l'homme peuvent être reproduites sous le couvert

de la loi. Celle-ci, en effet, n'est que la reproduction des volontés d'un certain nombre d'individus ; elle est dans un pays l'expression de la volonté de la collectivité. Si la volonté de ces individus ou de cette collectivité est mauvaise, la loi sera fatalement mauvaise, mais peu importe ; ainsi appuyés sur leurs principes fondamentaux les Législateurs modernes croient ne pas faillir en créant la loi et en prenant les moyens de la rendre obligatoire. (1)

En tout et pour tout, l'homme est donc libre (2). Nous l'avons dit, les libertés modernes sont l'expression

(1) Cette possibilité de contrainte, de la part de l'homme à l'endroit de l'homme est d'une illogique inexplicable. Après avoir établi le droit souverain et, comme conséquence, la liberté absolue de l'homme, il est inadmissible qu'au nom de l'homme encore, on crée des lois qui restreignent sa liberté. On ne peut arguer du fait des abus. Ces abus ne peuvent exister, puisque l'homme ne peut sortir des limites de ses droits et de ses libertés qui sont sans limite. On ne peut arguer de la volonté collective. En vertu de quel droit, celle-ci se dresse-t-elle contre l'homme. Ce ne peut être qu'en vertu du droit du plus fort, la collectivité représentant la force.

(2) Inutile de dire que nous sommes les plus chauds partisans de la vraie liberté, de la liberté dans la vérité, dont l'Esprit Saint dit : « La vérité vous rendra libres ». — « Bien plus, dit Léon XIII, l'Eglise veille avec le plus grand soin à ce que personne ne soit forcé d'embrasser la foi catholique contre son gré. » (Immortale Dei). S'il en est qui personnellement veulent se damner, c'est leur affaire ; mais l'autorité doit veiller à ce qu'ils ne soient pas la cause de la damnation des autres.

sociale des droits de l'homme, qui exclut nécessairement l'adhésion de la société à la vérité, c'est-à-dire, d'abord à Dieu et à l'ordre surnaturel, — et même à toute vérité d'ordre naturel.

La société et les Etats se sont établis dans l'impossibilité de reconnaître aucune vérité.

C'est la conséquence logique de la liberté d'enseignement. Tel Maître enseigne les propositions que voici : « Dieu existe ». « Jésus-Christ est Dieu » — « l'Eglise catholique est une œuvre divine » — L'Etat, en vertu de ses principes de liberté, doit laisser faire. Tel autre Maître enseigne les doctrines contradictoires des premières : « Dieu n'est pas ». — « Jésus-Christ n'a pas existé, ou n'est qu'un halluciné ». — « l'Eglise est une vaste conspiration ». — En vertu des mêmes principes, l'Etat doit laisser faire. C'est dire que l'Etat n'adhère à aucun de ces enseignements et doit n'en reconnaître aucun, comme vrai. Il doit les protéger tous deux au même titre constitutionnel, et au même degré.

La seule vérité pour lui, c'est que chacun est libre d'enseigner. Au point de vue strictement logique, l'Etat moderne est donc nécessairement athée et libre-penseur, parce que les Constitutions sont libres-penseurs, athées, ou plus exactement a-vraies, « sans vérité », c'est-à-dire, pratiquement : contre la vérité, contre Dieu.

En effet, quand l'Etat moderne se trouve en face d'une vérité réellement existante, telle la vérité première : Dieu. — quelle doit être son attitude sous peine de renier

ses principes ? — Il faut qu'il ne sache pas que dans la proposition « Dieu est » se trouve la vérité. Il faut qu'il n'adhère pas à cette proposition. S'il y adhérerait, il exprimerait sa connaissance de la vérité et sa volonté de lui être attaché. Il ne peut faire ni l'un ni l'autre. Car son attitude doit être semblable devant chacun de ces deux enseignements : « Dieu est », « Dieu n'est pas ». Socialement, l'Etat moderne, ne peut savoir et doit ne pas savoir s'il y a vérité. Il doit s'opposer à ce que la vérité pénètre en lui, comme principe de direction dans l'enseignement. Cette introduction de la vérité serait une supériorité de celle-ci sur l'Etat et la Constitution des pays. Ce qui ne peut être.

Comme la vérité est nécessairement envahissante des esprits, l'Etat doit s'opposer à son action, afin qu'il reste lui-même ce qu'il est, c'est-à-dire, a-vrai, athée, opposé à tout principe qui ne le laisse pas maître et arbitre de ses destinées, et pratiquement contre Dieu, contre la connaissance même de Dieu, parce que cette connaissance lui demande la soumission, contre l'Eglise parce qu'elle lui demande d'introduire chez lui Dieu et Jésus-Christ.

Au contraire, toute pensée, en tant que pensée de l'homme, est de droit enseignable. Elle obtient le suffrage de l'Etat. Le motif est péremptoire. L'Etat ne connaît que l'homme. Sa constitution ne connaît que l'homme. La pensée humaine, toute idée est un produit de l'esprit

humain. En l'enseignant, rien de supérieur à l'homme n'est introduit dans la société.

Les pensées : « Dieu est », « l'Eglise catholique est divine » peuvent être enseignées de droit, non parce qu'elles sont l'expression de la vérité objective, mais parce que des sujets de l'Etat estiment ces pensées bonnes et d'utilité privée ou publique. — Les pensées : « Dieu n'est pas », « l'Eglise catholique est une fourberie » peuvent être enseignées au même titre.

Ainsi en doit-il être logiquement de l'enseignement du vol, du meurtre, de l'immoralité et de l'assassinat. Une législation en contradiction avec les principes de l'Etat, condamne et exécute le malheureux qui en vient aux voies de fait, mais n'interdit pas un enseignement qui conduit à ces voies.

Bref, l'Etat enseigne, par ses sujets, la pensée de ses sujets. Il en doit être ainsi, parce qu'il ne connaît que l'homme et ce qui est de l'homme.



Ce que nous disons de la liberté d'enseignement, il faut le dire de la liberté de la presse. Pour l'ordre social moderne il n'y a pas de vérité, il ne peut exister de presse au service de la vérité. La presse, comme l'enseignement, est au service de la pensée de l'homme.

Ainsi en est-il de la liberté d'association.

— Ainsi en est-il de la liberté des Cultes. Le Paga-

nisme et l'Idolâtrie ont pour l'Etat moderne (1) la valeur de l'Eglise du Christ. Tout dépend de l'estimation et de la pensée de l'homme.

Bref, l'homme est maître et arbitre souverain. Toute liberté doit lui être accordée, parce que tout principe de liberté est en lui. A lui de déterminer ce qui est vérité et bien, par l'enseignement, par la presse, par les cultes, etc.



En outre, **tout pouvoir** doit procéder de l'homme c'est-à-dire de la pensée de l'homme et de sa volonté parce que tout droit est en lui. Dès lors ce pouvoir est au service, non de la vérité et du bien en eux-mêmes, mais de ce que la pensée de l'homme, ou la pensée collective de ceux qui détiennent le pouvoir, estiment le bien de la société. La loi est l'expression de la pensée commune et de la volonté générale sans qu'il soit tenu compte d'un autre facteur.

C'est donc en stricte logique que nous pouvons et devons affirmer : l'Etat Moderne, les Constitutions Modernes sont athées, libre-penseurs et conséquemment anti-Dieu, anti-Jésus-Christ, anti-Eglise.

(1) Nous établissons toujours une distinction entre l'Etat et ceux qui détiennent le pouvoir. Logiquement, après avoir admis les libertés modernes, l'Etat doit accepter au même titre, si ses sujets le demandent, le paganisme et le catholicisme.



Résumons-nous : dans l'ordre social, l'homme s'est substitué à Dieu. De tout ce qui est social, il a supprimé l'empreinte divine, toute trace d'œuvre divine. Le Christ et l'Eglise ont disparu.

Vis-à-vis de Dieu et des choses de Dieu, l'homme doit jouir de toute liberté et établir sa pensée, unique principe de vérité et de bien. Comme, malgré tout, il faut un certain ordre dans l'organisation des Etats, le pouvoir et la loi sont nécessaires, mais ce pouvoir encore sera une manifestation de l'homme et l'expression de sa pensée.

La loi expression de la volonté générale est la base même du droit moderne.

Telle est la condition de la société contemporaine, — telle est la condition d'existence des Nations modernes.

Or, nous posons en thèse, qu'*au point de vue individuel*, les conditions de la société moderne, sont pour l'homme un mal immense ; *au point de vue social*, elles sont le mal suprême ; *au point de vue de Dieu, de Jésus-Christ et de la Sainte Eglise*, elles sont une injure et une injustice souveraine.

Avant d'entrer dans chacune de ces considérations, rapportons les paroles des Papes, dont l'enseignement constant et uniforme, depuis Pie VII, condamne les conditions de la société moderne, annonce les fléaux qui nous menacent et, avec une insistance marquée,

invite Evêques, Prêtres et fidèles à travailler à la reconstitution de l'Ordre Social Catholique.



Nous avons relaté toute entière la lettre apostolique de **Pie VII**, écrite à l'occasion de l'avènement de Louis XVIII au trône de France. Contentons-nous de citations empruntées aux diverses encycliques des Papes, à partir de Grégoire XVI, et qui demandent d'être méditées.



Grégoire XVI, dans l'encyclique « Mirari vos », condamne les libertés et les principes modernes.

« De cette source empoisonnée de *l'indifférentisme*,
« découle cette maxime fausse et absurde, ou plutôt
« ce délire : qu'on doit procurer et garantir à chacun
« *la liberté de conscience* ; erreur des plus contagieuses,
« à laquelle aplanit la voie, cette liberté absolue et
« sans frein des opinions qui, *pour la ruine de l'Eglise*
« *et de l'Etat*, va se répandant de toutes parts, et que
« certains hommes par un excès d'impudence, ne crai-
« gnent pas de représenter comme avantageux à la
« religion. Eh ! « quelle mort plus funeste pour les
« âmes que la liberté de l'erreur ! » disait Saint Augus-

« tin. En voyant ôter ainsi aux hommes tout frein
« capable de les retenir dans les sentiers de la vérité,
« entraînés qu'ils sont déjà à leur perte par un naturel
« enclin au mal, c'est en vérité que nous disons qu'il
« est ouvert ce *puits de l'abîme*, d'où Saint Jean vit
« monter une fumée qui obscurcissait le soleil, et des
« sauterelles sortir pour la dévastation de la terre. De
« là, en effet, le peu de stabilité des esprits ; de là, la
« corruption toujours croissante des jeunes gens ; de là,
« dans le peuple, le mépris des droits sacrés, des choses
« et des lois les plus saintes ; de là, en un mot, le fléau
« le plus funeste qui puisse ravager les Etats, car l'ex-
« périence nous l'atteste et l'antiquité la plus reculée
« nous l'apprend : pour amener la destruction des
« Etats, les plus riches, les plus puissants, les plus
« glorieux, les plus florissants, il n'a fallu que cette
« liberté sans frein des opinions, cette licence des dis-
« cours publics, cette ardeur pour les innovations.

« A cela se rattache la liberté de la presse, liberté la
« la plus funeste, liberté exécrationnelle, pour laquelle on
« n'aura jamais assez d'horreur et que certains hommes
« osent, avec tant de bruit et tant d'audace, demander
« et étendre partout. Nous frémissons, vénérables
« Frères, en considérant de quels monstres de doc-
« trines, ou plutôt de quels prodiges d'erreurs, nous
« sommes accablés ; erreurs disséminées au loin et de
« tous côtés par une multitude immense de livres, de
« brochures et d'autres écrits, petits il est vrai en

« volume, mais énormes en perversité, d'où sort la
« *malédiction qui couvre la face de la terre* et fait
« couler nos larmes. Il est cependant, ô douleur ! des
« hommes emportés par un tel excès d'impudence, qu'ils
« ne craignent pas de soutenir opiniâtement que le
« déluge d'erreurs, qui découle de là, est assez abondam-
« ment compensé par la publication de quelque livre
« imprimé pour défendre, au milieu de cet amas
« d'iniquités, la vérité et la religion. Mais, c'est un
« crime assurément et un crime réprouvé par toute
« espèce de droit, de commettre, de dessein prémédité,
« un mal certain et très grand, dans l'espérance que,
« peut-être, il en résultera quelque bien ; et quel homme
« sensé, osera jamais dire qu'il est permis de répandre
« des poisons, de les vendre publiquement, de les col-
« porter, bien plus, de les prendre avec avidité, sous
« prétexte qu'il existe quelque remède qui a parfois
« arraché à la mort ceux qui s'en sont servis ? »

**Pie IX, dans l'encyclique « *Quanta Cura* »
condamne les libertés et les principes
modernes :**

« En conséquence de cette idée absolument fausse
« du gouvernement social, ils n'hésitent pas à favoriser
« cette opinion erronée, on ne peut plus fatale à l'Eglise
« catholique et au salut des âmes, et que notre prédé-
« cesseur d'heureuse mémoire, Grégoire XVI, appelait
« un *délire*, savoir que « la liberté de conscience et des

« cultes est un droit propre à chaque homme ; qu'il
« doit être proclamé et assuré dans tout Etat bien cons-
« titué : et que les citoyens ont droit à la pleine liberté
« de manifester hautement et publiquement leurs opi-
« nions, quelles qu'elles soient, par la parole, par l'im-
« pression ou autrement, sans que l'autorité ecclésias-
« tique ou civile puisse le limiter. » Or, en soutenant
« ces affirmations téméraires, ils ne pensent pas, ils ne
« considèrent pas qu'ils prêchent une *liberté de perdi-*
« *tion*, et que, « s'il est toujours permis aux opinions
« humaines d'entrer en conflit, il ne manquera jamais
« d'hommes, qui oseront résister à la vérité et mettre
« leur confiance dans le verbiage de la sagesse humaine,
« vanité extrêmement nuisible, que la foi et la sagesse
« chrétienne doivent soigneusement éviter, conformé-
« ment à l'enseignement de Notre-Seigneur Jésus-
« Christ lui-même.

« Quand la religion est bannie de la société civile,
« la doctrine et l'autorité de la révélation divine sont
« rejetées, la vraie notion de la justice et du droit
« humain s'obscurcit, se perd, et la force matérielle
« prend la place de la justice et du vrai droit. On voit
« donc clairement pourquoi certains hommes, ne tenant
« aucun compte des principes les plus certains de la
« saine raison, osent publier « que la volonté du peuple
« manifestée par ce qu'ils appellent l'opinion publique ou
« de telle autre manière, constitue la loi suprême, indé-
« pendante de tout droit divin et humain ; et que, dans

« l'ordre politique, les faits accomplis, par cela même
« qu'ils sont accomplis, ont la valeur du droit. » Mais
« qui ne voit, qui ne sent très bien, qu'une société
« soustraite aux lois de la religion et de la vraie justice,
« ne peut avoir d'autre but que d'amasser, d'accumuler
« des richesses, et, dans tous ses actes, d'autre loi que
« l'indomptable désir de satisfaire ses passions et de
« se procurer des jouissances ? Voilà pourquoi, les
« hommes de ce caractère poursuivent, d'une haine
« cruelle, des ordres religieux, sans avoir égard aux
« immenses services rendus par eux à la religion, à la
« société et aux lettres ; pourquoi ils déblatèrent contre
« eux en disant qu'ils n'ont aucune raison légitime
« d'exister : ils font l'écho aux calomnies des hérétiques. »

Propositions condamnées par le Syllabus

Prop. 77. — « A notre époque, il n'est plus utile que
« la religion catholique soit considérée comme l'unique
« religion de l'Etat, à l'exclusion de tous les autres
« cultes. » (Alloc. Nemo vestrum, du 26 juillet 1855.)

Prop. 78. — « Aussi, c'est avec raison que, dans quel-
« ques pays catholiques, la loi a pourvu à ce que les
« étrangers qui s'y rendent, y jouissent de l'exercice
« public de leurs cultes particuliers. » (Alloc. Acerbissimum, du 27 septembre 1852.)

Prop. 79. — « Il est faux que la liberté civile de tous
« les cultes et que le plein pouvoir laissé à tous de ma-

« nifester ouvertement et publiquement toutes leurs
« pensées et toutes leurs opinions, jettent plus facile-
« ment les peuples dans la corruption des mœurs et de
« l'esprit et propagent la peste de l'*Indifférentisme*. »
(Alloc. Nunquam fore, du 15 décembre 1856).

Léon XIII, dans l'encyclique « Immortale Dei » condamne les théories modernes sur le pouvoir et la liberté :

« Mais, ce pernicieux et déplorable goût de nou-
« veautés, que vit naître le seizième siècle, après avoir
« d'abord bouleversé la religion chrétienne, bientôt, par
« une pente naturelle, passa à la philosophie, et de la
« philosophie à tous les degrés de la société civile
« C'est à cette source qu'il faut faire remonter ces prin-
« cipes modernes de liberté effrénée, rêvés et promul-
« gués parmi les grandes perturbations du siècle dernier,
« comme les principes et les fondements d'un *droit*
« *nouveau* jusqu'alors, et sur plus d'un point en désac-
« cord, non seulement avec le droit chrétien, mais avec
« le droit naturel. — Voici le premier de tous ces prin-
« cipes : tous les hommes, dès lors qu'ils sont de même
« race et de même nature, sont semblables, et, par le
« fait, égaux entr'eux dans la pratique de la vie ; chacun
« relève si bien de lui seul, qu'il n'est d'aucune façon
« soumis à l'autorité d'autrui ; il peut, en toute liberté,
« penser sur toute chose ce qu'il veut, faire ce qu'il lui
« plaît ; personne n'a le droit de commander aux autres.

« Dans une société fondée sur ces principes, l'autorité
« publique n'est que la volonté du peuple, lequel, ne
« dépendant que de lui-même, est aussi le seul à se com-
« mander. Il choisit ses mandataires, mais de telle
« sorte qu'il leur délègue, moins le droit, que la fonction
« du pouvoir, pour l'exercer en son nom. La souverai-
« neté de Dieu est passée sous silence, exactement
« comme si Dieu n'existait pas, ou ne s'occupait en rien
« de la société du genre humain ; ou bien, comme si les
« hommes, soit en particulier, soit en société, ne devaient
« rien à Dieu, ou qu'on pût imaginer une puissance
« quelconque dont la cause, la force, l'autorité ne
« résidât pas toute entière en Dieu même. De cette
« sorte, on le voit, l'Etat n'est autre chose que la mul-
« titude maîtresse et se gouvernant elle-même : et,
« dès lors que le peuple est censé être la source de tout
« droit et de tout pouvoir, il s'ensuit que l'Etat ne se
« croit lié à aucune obligation envers Dieu, ne professe
« officiellement aucune religion, n'est pas tenu de recher-
« cher quelle est la seule vraie entre toutes, ni d'en
« préférer une aux autres, ni d'en favoriser une prin-
« cipalement ; mais, qu'il doit leur attribuer à toutes
« l'égalité en droit, à cette fin seulement de les empê-
« cher de troubler l'ordre public. Par conséquent,
« chacun sera libre d'embrasser la religion qu'il préfère,
« ou de n'en suivre aucune, si aucune ne lui agréée. De
« là, découlent nécessairement la liberté sans frein de
« toute conscience, la liberté absolue d'adorer ou de

« ne pas adorer Dieu, la licence sans bornes et de penser
« et de publier ses pensées. »

**Léon XIII, dans l'encyclique « Libertas »
condamne les libertés modernes.**

« D'autres vont un peu moins loin, mais sans être
« plus conséquents avec eux-mêmes ; selon eux, les
« lois divines doivent régler la vie et la conduite des
« particuliers, mais non celle des Etats ; il est permis,
« dans les choses publiques, de s'écarter des ordres de
« Dieu et de légiférer sans en tenir aucun compte ; d'où
« naît cette conséquence pernicieuse de la séparation de
« l'Eglise et de l'Etat. Mais l'absurdité de ces opinions,
« se comprend sans peine. Il faut, la nature même le
« crie, il faut que la société donne aux citoyens les
« moyens et les facilités de passer leur vie selon l'hon-
« nêteté, c'est-à-dire selon les lois de Dieu, puisque
« Dieu est le principe de toute honnêteté et de toute
« justice ; il répugnerait donc absolument que l'Etat
« pût se désintéresser de ces mêmes lois ou même aller
« contre elles en quoi que ce soit.

« De plus, ceux qui gouvernent les peuples doivent
« certainement à la chose publique, de lui procurer, par
« la sagesse de leurs lois, non seulement les avantages
« et les biens du dehors, mais aussi et surtout les biens
« de l'âme. Or, pour accroître ces biens, on ne saurait
« rien imaginer de plus efficace que ces lois dont Dieu
« est l'auteur ; et c'est pour cela que ceux qui veulent

« dans le gouvernement des Etats ne tenir aucun
« compte des lois divines, détournent vraiment la
« puissance politique de son institution et de l'ordre
« prescrit par la nature. Mais une remarque plus im-
« portante et que nous avons nous-même rappelée plus
« d'une fois ailleurs, c'est que le pouvoir civil et le
« pouvoir sacré, bien que n'ayant pas le même but et ne
« marchant pas par les mêmes chemins, doivent pour-
« tant, dans l'accomplissement de leurs fonctions, se
« rencontrer quelquefois l'un et l'autre. Tous deux, en
« effet, exercent plus d'une fois leur autorité sur les
« mêmes objets, quoique à des points de vue différents.
« Le conflit, dans cette occurrence, serait absurde et
« répugnerait ouvertement à l'infinie sagesse des conseils
« divins : il faut donc nécessairement qu'il y ait un
« moyen, un procédé, pour faire disparaître les causes
« de contestations et de luttes et établir l'accord dans
« la pratique. Et cet accord, ce n'est pas sans raison
« qu'on le compare à l'union qui existe entre l'âme et le
« corps, et cela au plus grand avantage des deux
« conjoints, car la séparation est particulièrement fu-
« neste au corps, puisqu'elle le prive de la vie.

« Mais, pour mieux mettre en lumière ces vérités,
« il est bon que nous considérions séparément les di-
« verses sortes de libertés que l'on donne comme des
« conquêtes de notre époque. — Et d'abord, à propos
« des individus, examinons cette liberté si contraire
« à la vertu de religion, *la liberté des cultes*, comme on

« l'appelle, liberté qui repose sur ce principe qu'il est
« loisible à chacun de professer telle religion qui lui
« plaît, ou même de n'en professer aucune. Mais, tout
« au contraire, c'est bien là, sans nul doute, parmi tous
« les devoirs de l'homme, le plus grand et le plus saint,
« celui qui ordonne à l'homme de rendre à Dieu un
« culte de piété et de religion. Et ce devoir n'est qu'une
« conséquence de ce fait, que nous sommes perpétuel-
« lement sous la dépendance de Dieu, gouvernés par
« la volonté et la Providence de Dieu, et que, sortis de
« Lui, nous devons retourner à Lui.

« Il faut ajouter qu'aucune vertu, digne de ce nom,
« ne peut exister sans la religion, car la vertu morale
« est celle dont les actes ont pour objet tout ce qui nous
« conduit à Dieu, considéré comme notre suprême et
« souverain bien ; et c'est pour cela que la religion,
« qui « accomplit les actes ayant pour fin directe et
« immédiate l'honneur divin ». (S. Th., 2 2 , qu.
« LXXXI, a. 6.), est la reine à la fois et la règle de
« toutes les vertus. Et si l'on demande, parmi toutes ces
« religions opposées, qui ont cours, laquelle il faut
« suivre à l'exclusion des autres, la raison et la nature
« s'unissent pour nous répondre : celle que Dieu a
« prescrite et qu'il est aisé de distinguer, grâce à cer-
« tains signes extérieurs par lesquels la divine Provi-
« dence a voulu la rendre reconnaissable, car, dans
« une chose de cette importance, l'erreur entraînerait

« des conséquences trop désastreuses. C'est pourquoi
« offrir à l'homme la liberté dont nous parlons, c'est
« lui donner le pouvoir de dénaturer impunément le
« plus saint des devoirs, de le désertier, abandonnant
« le bien immuable, pour se tourner vers le mal : ce
« qui, nous l'avons dit, n'est plus la liberté, mais une
« dépravation de la liberté, et une servitude de l'âme
« dans l'abjection du péché.

« Envisagée au point de vue social, cette même
« liberté veut que l'Etat ne rende aucun culte à Dieu,
« ou n'autorise aucun culte social ; que nulle religion
« ne soit préférée à l'autre, que toutes soient considé-
« rées comme ayant les mêmes droits, sans même avoir
« égard au peuple, lors même que ce peuple fait pro-
« fession de catholicisme. Mais, pour qu'il en fût ainsi
« il faudrait que vraiment la communauté civile n'eût
« aucun devoir envers Dieu ou, qu'en ayant, elle pût
« impunément s'en affranchir ; ce qui est également et
« manifestement faux. On ne saurait mettre en doute,
« en effet, que la réunion des hommes en société ne soit
« l'œuvre de la volonté de Dieu, et cela, qu'on consi-
« dère la société dans ses membres, dans sa forme qui
« est l'autorité, dans sa cause ou dans le nombre et
« l'importance des avantages qu'elle procure à l'homme.
« C'est Dieu qui a fait l'homme pour la société et qui
« l'a uni à ses semblables, afin que les besoins de sa
« nature, auxquels ses efforts solitaires ne pourraient

« donner satisfaction, puissent la trouver dans l'asso-
« ciation. C'est pourquoi la société civile, en tant que
« société, doit nécessairement connaître Dieu comme
« son principe et son auteur, et, par conséquent, rendre
« à sa puissance et à son autorité l'hommage de son
« culte. Non, de par la justice ; — non, de par la
« raison, l'Etat ne peut être athée, ou, ce qui reviendrait
« à l'athéisme, être animé à l'égard de toutes les reli-
« gions, comme on dit, des mêmes dispositions, et leur
« accorder indistinctement les mêmes droits. —
« Puisqu'il est donc nécessaire de professer une reli-
« gion dans la société, il faut professer celle qui est la
« seule vraie et que l'on reconnaît sans peine, au moins
« dans les pays catholiques, aux signes de vérité dont
« elle porte en elle l'éclatant caractère. Cette religion,
« les chefs de l'Etat doivent donc la conserver et la
« protéger, s'ils veulent, comme ils en ont l'obligation,
« pourvoir prudemment et utilement aux intérêts de la
« communauté. Car, la puissance publique a été établie
« pour l'utilité de ceux qui sont gouvernés, et quoi
« qu'elle n'ait pour fin prochaine, que de conduire les
« citoyens à la prospérité de cette vie terrestre, c'est
« pourtant un devoir pour elle de ne point diminuer,
« mais d'accroître, au contraire pour l'homme, la fa-
« culté d'atteindre à ce bien suprême et souverain, dans
« lequel consiste l'éternelle félicité des hommes et qui
« devient impossible sans la religion. »

Léon XIII, dans l'encyclique « Immortale Dei », affirme les droits de la seule Eglise, vraie, en face de l'Etat.

« Relativement à la religion, penser qu'il est indiffé-
« rent qu'elle ait des formes disparates et contraires
« équivaut simplement à n'en vouloir ni choisir, ni
« suivre aucune. C'est l'athéisme moins le nom. Qui-
« conque, en effet, croit en Dieu, s'il est conséquent et
« ne veut pas tomber dans l'absurde, doit nécessai-
« rement admettre que les divers cultes en usage, entre
« lesquels il y a tant de différence, de disparité, et
« d'opposition, même sur les points les plus importants,
« ne sauraient être tous également bons, également
« agréables à Dieu.

« De même, la liberté de penser et de publier ses
« pensées, soustraite à toute règle, n'est pas de soi, un
« bien dont la société puisse se réjouir ; mais c'est la
« source et l'origine de beaucoup de maux. La liberté,
« cet élément de perfection pour l'homme, doit s'appli-
« quer à ce qui est vrai et à ce qui est bon. Or, l'essence
« du bien et de la vérité ne peut changer au gré de
« l'homme, mais elle demeure toujours la même, et,
« non moins que la nature des choses, elle est immuable.

« Si l'intelligence adhère à des opinions fausses, si la
« volonté choisit mal et s'y attache, ni l'une, ni l'autre
« n'atteint sa perfection, toutes deux déchoient de leur
« dignité native et se corrompent. Il n'est donc pas

« permis de mettre au jour et d'exposer aux yeux des
« hommes ce qui est contraire à la vertu et à la vérité,
« et bien moins encore de placer cette licence sous la
« tutelle et la protection des lois. Il n'y a qu'une voie
« pour arriver au ciel, vers lequel nous tendons tous :
« c'est une bonne vie. L'Etat s'écarte donc des règles
« et des prescriptions de la nature, s'il favorise à ce
« point la licence des opinions et des actions coupables,
« que l'on puisse impunément détourner les esprits et
« les âmes de la vertu. Quant à l'Eglise, que Dieu lui-
« même a établie, l'exclure de la vie publique, des lois,
« de l'éducation de la jeunesse, de la société domestique,
« c'est une grande et pernicieuse erreur. Une société
« sans religion ne saurait être réglée : et, déjà, plus
« peut-être qu'il ne faudrait, l'on voit ce que vaut en
« soi et dans ses conséquences cette soi-disant morale
« civile. La vraie maîtresse de la vertu et la gardienne
« des mœurs, est l'Eglise du Christ. C'est elle qui
« conserve, en leur intégrité, les principes d'où découlent
« les devoirs, et qui, suggérant les plus nobles motifs
« de bien vivre, ordonne non seulement de fuir les
« mauvaises actions, mais de dompter les mouvements
« de l'âme contraires à la raison, quand même ils ne
« se traduisent pas en actes. Prétendre assujettir
« l'Eglise au pouvoir civil dans l'exercice de son minis-
« tère, c'est à la fois une grande injustice et une grande
« témérité. Par le fait même, on trouble l'ordre, car
« on donne le pas aux choses naturelles sur les choses

« surnaturelles ; on tarit, ou certainement on diminue
« beaucoup l'affluence des biens dont l'Eglise, si elle est
« sans entraves, comblerait la société ; et, de plus, on
« ouvre la voie à des haines et à des luttes dont de trop
« fréquentes expériences ont démontré la grande et
« funeste influence sur l'une et l'autre société.

« Ces doctrines, que la raison réprouve et qui ont
« une influence si considérable sur la marche des choses
« publiques, les Pontifes Romains, nos prédécesseurs,
« dans la pleine conscience de ce que réclamait d'eux la
« charge apostolique, n'ont jamais souffert qu'elles
« fussent impunément émises. »

**Léon XIII, dans l'encyclique « Libertas »
condamne le libéralisme comme rationa-
lisme social :**

« Il en est un grand nombre qui, à l'exemple de
« Lucifer, de qui est ce mot criminel : *Je ne servirai*
« *pas*, entendent, par le nom de liberté, ce qui n'est
« qu'une pure et absurde licence. Tels sont ceux qui
« appartiennent à cette école si répandue et si puissante
« et qui, empruntant leur nom au mot de liberté, veu-
« lent être appelés *Libéraux*.

« Et, en effet, ce que sont les partisans du *Naturalisme*
« et du *Rationalisme* en philosophie, les fauteurs du
« *Libéralisme* le sont dans l'ordre moral et civil, puis-
« qu'ils introduisent, dans les mœurs et la pratique de
« la vie, les principes posés par les partisans du

« *Naturalisme*. Or, le principe de tout rationalisme,
« c'est la domination souveraine de la raison humaine,
« qui refusant l'obéissance due à la raison divine et
« éternelle, et prétendant ne relever que d'elle-même,
« ne se reconnaît qu'elle seule pour principe suprême,
« source et juge de la vérité. Telle est la prétention des
« sectateurs du *Libéralisme*, dont nous avons parlé ;
« selon eux, il n'y a, dans la pratique de la vie, au-
« cune puissance divine à laquelle on soit tenu d'obéir,
« mais chacun est à soi-même sa propre loi. De là,
« procède cette morale que l'on appelle *indépendante*
« et qui, sous l'apparence de la liberté, détournant la
« volonté de l'observation des divins préceptes, conduit
« l'homme à une licence illimitée.

« Ce qui en résulte finalement, surtout dans les so-
« ciétés humaines, il est facile de le voir. Car, une fois
« cette conviction fixée dans l'esprit, que personne n'a
« d'autorité sur l'homme, la conséquence est que la
« cause efficiente de la communauté civile et de la
« société doit être cherchée, non pas dans un principe
« extérieur ou supérieur à l'homme, mais dans la libre
« volonté de chacun, et que la puissance publique émane
« de la multitude comme de sa source première ; en
« outre, ce que la raison individuelle est pour l'individu,
« à savoir, la seule loi qui règle la vie privée, la raison
« collective doit l'être pour la collectivité dans l'ordre
« des affaires publiques ; de là, la puissance apparte-
« nant au nombre, et les majorités créant seules le droit

« et le devoir. Mais, l'opposition de tout cela avec la
« raison ressort assez de ce qui a été dit. En effet,
« vouloir qu'il n'y ait aucun lien entre l'homme ou la
« société civile et Dieu créateur et, par conséquent
« suprême législateur de toutes choses, répugne abso-
« lument à la nature, et non seulement à la nature de
« l'homme, mais à celle de tout être créé ; car, tout
« effet est nécessairement uni par quelque lien à la
« cause d'où il procède : et il convient à toute nature et
« il appartient à la perfection de chacune qu'elle reste
« au lieu et au rang que lui assigne l'ordre naturel,
« c'est-à-dire, que l'être inférieur se soumette et obéisse
« à celui qui lui est supérieur.

« Mais, de plus, une pareille doctrine apporte le plus
« grand dommage tant à l'individu qu'à la société. Et,
« en réalité, si l'on fait dépendre du jugement de la
« seule et unique raison humaine, le bien et le mal ;
« on supprime la différence propre entre le bien et le
« mal ; le honteux et l'honnête ne diffèrent plus en
« réalité, mais seulement dans l'opinion et le jugement
« de chacun ; ce qui plaît sera permis. »

**Pie X, dans l'encyclique « E Supremi »,
dénonce l'Apostasie des Nations et de la
Société moderne et la condamne :**

« Nous éprouvons une sorte de terreur à considérer
« les conditions funestes de l'humanité à l'heure pré-
« sente. Peut-on ignorer la maladie si profonde et si

« grave qui travaille, en ce moment, bien plus que par
« le passé, la société humaine, et qui, s'aggravant de
« jour en jour et la rongant jusqu'aux moelles, l'en-
« traîne à sa ruine ? Cette maladie, vénérables Frères,
« vous la connaissez, c'est, à l'égard de Dieu, l'abandon
« et l'apostasie ; et rien, sans nul doute, qui mène plus
« sûrement à la ruine, selon cette parole du prophète :
« *Voici que ceux qui s'éloignent de vous périront,*
« (Ps. LXXII, 27.) A un si grand mal, Nous compre-
« nions qu'il Nous appartenait, en vertu de la charge
« pontificale à Nous confiée, de porter remède ; Nous
« estimions qu'à Nous s'adressait cet ordre de Dieu :
« *Voici qu'aujourd'hui je t'établis sur les nations et les*
« *royaumes pour arracher et pour détruire, pour édifier*
« *et pour planter* (Jérém. I, 10) ; mais pleinement
« conscient de Notre faiblesse, Nous redoutions d'assu-
« mer une œuvre hérissée de tant de difficultés, et
« **qui, pourtant, n'admet pas de délais.** Ce-
« pendant, puisqu'il a plu à Dieu d'élever, Notre bas-
« sesse jusqu'à cette plénitude de puissance, Nous pui-
« sons courage en *Celui qui nous réconforte* ; et
« mettant la main à l'œuvre, soutenu de la force divine,
« Nous déclarons que Notre but unique dans l'exercice
« du suprême Pontificat, est de *tout restaurer dans le*
« *Christ* (Ephes. I, 10.), afin que *le Christ soit tout et*
« *en tout.* (Coloss. III, 17.)

« Il s'en trouvera, sans doute, qui, appliquant aux
« choses divines la courte mesure des choses humaines.

« chercheront à scruter Nos pensées intimes et à les
« tourner à leurs vues terrestres et à leurs intérêts
« de parti. Pour couper court à ces vaines tentatives,
« Nous affirmons en toute vérité que Nous ne voulons
« être et que, avec le secours divin, Nous ne serons
« rien autre, au milieu des sociétés humaines, que le
« ministre du Dieu qui Nous a revêtu de son autorité.
« Ses intérêts sont nos intérêts : leur consacrer Nos
« forces et Notre vie telle est Notre résolution iné-
« branlable. C'est pourquoi, si l'on Nous demande une
« devise traduisant le fond même de notre âme, Nous
« ne donnerons jamais que celle-ci : *Restaurer toutes*
« *choses dans le Christ.*

« Voulant donc entreprendre et poursuivre cette
« grande œuvre, Vénérables Frères, ce qui redouble
« Notre ardeur, c'est la certitude que vous Nous y
« serez de vaillants auxiliaires. Si Nous en doutions,
« Nous semblerions vous tenir, et bien à tort, pour mal
« informés ou indifférents, en face de la guerre impie
« qui a été soulevée et qui va se poursuivant presque
« partout contre Dieu. De nos jours il n'est que trop
« vrai, *les nations ont frêmi et les peuples ont médité*
« *des projets insensés* (Ps. II, 1.) contre leur Créateur ;
« et presque commun est devenu ce cri des ennemis :
« *Retirez-vous de nous* (Job. XXI, 14). De là, en la
« plupart, un rejet total de tout respect de Dieu. De là,
« des habitudes de vie, tant privée que publique, où
« nul compte n'est tenu de sa souveraineté. Bien plus,

« il n'est effort ni artifice que l'on ne mette en œuvre
« pour abolir entièrement son souvenir et jusqu'à sa
« notion.

« Qui pèse ces choses a droit de craindre, qu'une telle
« perversion des esprits ne soit le commencement des
« maux annoncés pour la fin des temps, et comme leur
« prise de contact avec la terre, et que véritablement
« *le fils de perdition*, dont parle l'Apôtre (II Thess. II.
« 3), n'ait déjà fait son avènement parmi nous. Si
« grande est l'audace et si grande est la rage, avec
« lesquelles on se rue partout à l'attaque de la religion,
« on bat en brèche les dogmes de la foi, on tend, d'un
« effort obstiné, à anéantir tout rapport de l'homme
« avec la Divinité ! En revanche, et c'est là, au dire du
« même Apôtre, le caractère propre de l'Antéchrist,
« l'homme avec une témérité sans nom, a usurpé la
« place du Créateur, en s'élevant *au-dessus de tout ce*
« *qui porte le nom de Dieu*. C'est à tel point que, im-
« puissant à éteindre complètement en soi la notion de
« Dieu, il secoue cependant le joug de sa majesté, et
« se dédie à lui-même le monde visible en guise de
« temple, où il prétend recevoir les adorations de ses
« semblables. *Il siège dans le temple de Dieu, où il se*
« *montre comme s'il était Dieu lui-même.* » (II Thess.
II, 2.)

« Quelle sera l'issue de ce combat livré à Dieu par
« de faibles mortels, nul esprit sensé ne peut le mettre
« en doute. Il est loisible, assurément, à l'homme qui

« veut abuser de sa liberté, de violer les droits et l'autorité suprême du Créateur ; mais au Créateur reste toujours la victoire. Et ce n'est pas encore assez dire : la ruine plane de plus près sur l'homme, justement quand il se dresse plus audacieux dans l'espoir du triomphe. C'est de quoi Dieu lui-même nous avertit dans les Saintes Ecritures. *Il ferme les yeux*, disent-elles, *sur les péchés des hommes*. (Sap. XI, 24), comme oublieux de sa puissance et de sa majesté ; mais bientôt, après ce semblant recul, *se réveillant ainsi qu'un homme dont l'ivresse a grandi la force* (Ps. LXXVII, 65), *il brise la tête de ses ennemis* (Ib. LXVII, 22), afin que tous sachent que *le roi de toute la terre, c'est Dieu* (Ps. XLVI, 8), et que les peuples comprennent qu'ils ne sont que des hommes. » (Ib. IX, 20).

« Tout cela, Vénérables Frères, nous le tenons d'une foi certaine et nous l'attendons. Mais cette confiance ne nous dispense pas pour ce qui dépend de nous, de hâter l'œuvre divine, non seulement par une prière persévérante : *Levez-vous, Seigneur, et ne permettez pas que l'homme se prévale de sa force* (Ib. IX, 19), mais encore, et c'est ce qui importe le plus, par la parole et par les œuvres, au grand jour, en affirmant et en revendiquant pour Dieu la plénitude de son domaine sur les hommes et sur toute créature, de sorte que ses droits et son pouvoir de commander

« soient reconnus par tous avec vénération et pratiquement respectés.

« Accomplir ces devoirs, n'est pas seulement obéir aux lois de la nature, c'est travailler aussi à l'avantage du genre humain. Qui pourrait, en effet, Vénérables Frères, ne pas sentir son âme saisie de crainte et de tristesse à voir la plupart des hommes, tandis qu'on exalte par ailleurs et à juste titre, les progrès de la civilisation, se déchaîner avec un tel acharnement les uns contre les autres, qu'on dirait un combat de tous contre tous ?

« Sans doute, le désir de la paix est dans tous les cœurs, et il n'est personne qui ne l'appelle de tous ses vœux. Mais cette paix, insensé qui la cherche en dehors de Dieu ; car, chasser Dieu, c'est bannir la justice ; et la justice écartée, toute espérance de paix devient une chimère. *La paix est l'œuvre de la justice.* (Is. XXXII, 17.) Il en est, et en grand nombre, Nous ne l'ignorons pas, qui, poussés par l'amour de la paix c'est-à-dire par la *tranquillité de l'ordre*, s'associent et se groupent pour former ce qu'ils appellent le parti de l'ordre. Hélas ! vaines espérances, peines perdues ! De partis d'ordre, capables de rétablir la tranquillité au milieu de la perturbation des choses, il n'y en a qu'un : le parti de Dieu. C'est donc celui-là qu'il nous faut promouvoir ; c'est à lui qu'il nous faut amener le plus d'adhérents possible, pour peu que nous ayons à cœur la sécurité publique.

« Toutefois, Vénérables Frères, ce retour des nations
« dra que par Jésus-Christ. L'Apôtre, en effet, nous
« au respect de la souveraineté divine, quelques efforts
« que nous fassions d'ailleurs pour le réaliser, n'advien-
« avertit, que *personne ne peut poser d'autre fondement*
« *que celui qui a été posé et qui est le Christ Jésus.*
« (I Cor III, 11.) C'est lui seul que le Père a sanctifié
« et envoyé dans ce monde (Job. X, 36), splendeur du
« Père et figure de sa substance (Hebr. I, 3), vrai Dieu
« et vrai homme, sans lequel nul ne peut connaître
« Dieu comme il faut, car, *personne n'a connu le Père,*
« *si ce n'est le Fils et celui à qui le Fils aura voulu le*
« *révéler.* » (Matt. XI, 27).

« D'où il suit, que *tout restaurer dans le Christ* et
« ramener les hommes à l'obéissance divine sont une
« seule et même chose. Et c'est pourquoi le but, vers
« lequel doivent converger tous nos efforts, c'est de
« ramener le genre humain à l'empire du Christ. Cela
« fait, l'homme se trouvera, par là même, ramené à
« Dieu. Non pas, voulons-Nous dire, un Dieu inerte et
« insoucieux des choses humaines, comme les *maté-*
« *rialistes* l'ont forgé dans leurs folles rêveries, mais
« un Dieu vivant et vrai, en trois personnes dans l'unité
« de nature, Auteur du monde, étendant à toute chose
« son infinie providence, enfin Législateur très juste
« qui punit les coupables et assure aux vertus leur
« récompense.

« Or, où est la voie qui nous donne accès auprès de

« Jésus-Christ ? Elle est sous nos yeux : C'est l'Eglise.
 « Saint Jean Chrysostôme nous le dit avec raison :
 « *L'Eglise est ton espérance, l'Eglise est ton salut,*
 « *l'Eglise est ton refuge.* » (Hom. « de capto Eutropio »
 n. 6.)

« C'est pour cela que le Christ l'a établie, après
 « l'avoir acquise au prix de son sang, pour cela qu'il
 « lui a confié sa doctrine et les préceptes de sa loi, lui
 « prodiguant en même temps les trésors de la grâce
 « divine, pour la sanctification et le salut des hommes.

« Vous voyez donc, Vénérables Frères, quelle œuvre
 « nous est confiée à Nous et à vous. Il s'agit de ramener
 « les sociétés humaines, égarées loin de la sagesse du
 « Christ, à l'obéissance de l'Eglise ; l'Eglise à son tour,
 « les soumettra au Christ, et le Christ à Dieu. Que s'il
 « Nous est donné, par la grâce divine, d'accomplir cette
 « œuvre, Nous aurons la joie de voir l'iniquité faire
 « place à la justice, et Nous serons heureux d'entendre
 « *une grande voix disant du haut des cieux : Mainte-*
 « *nant c'est le salut, et la vertu, et le royaume de notre*
 « *Dieu, et la puissance de son Christ.* » (Apoc. XII, 10).

**Benoît XV, dans sa lettre apostolique au
 R. P. Hiss, dénonce et condamne la situa-
 tion issue de la Révolution :**

« L'Eglise se voyait destituée de toute autorité ; la
 « religion cessait d'avoir la garde et la défense du droit,
 « du devoir et de l'ordre social.

« La source première de la souveraineté ne remontait
« plus jusqu'à Dieu, elle était dans le peuple.

« Entre tous les hommes, on proclamait non seule-
« ment l'égalité de nature, mais encore celle des droits.
« Libre à chacun d'agir à son gré, du moment qu'il
« restait dans la légalité. La loi elle-même tirait sa
« force de la ratification du suffrage populaire. On
« reconnaissait à tout individu la liberté de penser et
« de propager ce que bon lui semblait, surtout en ma-
« tière de religion, pourvu qu'il ne fit tort à personne.

« Tels étaient, en raccourci, les principes, d'après les-
« quels on devait désormais constituer les gouverne-
« ments.

« Combien ces maximes seraient funestes à l'Etat,
« une fois répandues dans la foule par d'aveugles pas-
« sions et par l'esprit de parti, c'est ce qui apparut au
« grand jour, après qu'elles eurent été l'objet d'une
« solennelle *Déclaration* ».

**Pie XI, dans les encycliques « Ubi Arcano
Dei et quas primas » condamne les principes
modernes :**

« Ayant été seule constituée par Dieu, interprète et
« gardienne de ces vérités et de ces préceptes (il s'agit
« ici des vérités et des préceptes tant de l'ordre moral
« naturel que de l'ordre surnaturel), l'Eglise seule aussi

« jouit à jamais du pouvoir efficace d'extirper de la vie
« publique, de la famille et de la société civile, la plaie
« du matérialisme, qui y a déjà opéré tant de ravages ;
« d'y faire pénétrer les principes chrétiens...

« L'Eglise qui détient la vérité et le pouvoir du
« Christ, a seule mission de donner aux esprits la for-
« mation qui convient ; elle est aussi seule en mesure
« non seulement de rétablir aujourd'hui la véritable
« paix du Christ, mais encore de la consolider pour
« l'avenir en conjurant les menaces imminentes de nou-
« velles guerres que nous avons signalées. Seule, en
« vertu d'un mandat et d'un ordre divin, l'Eglise en-
« seigne l'obligation pour les hommes de conformer à
« la loi éternelle de Dieu toute leur activité, publique
« aussi bien que privée, en tant que particuliers, comme
« en tant que membres de la collectivité ; par ailleurs,
« il est évident que ce qui a trait au sort du grand
« nombre, a une importance beaucoup plus grande.

« Le jour où Etats et Gouvernements se feront un
« devoir sacré de se régler, dans leur vie publique, au
« dedans et au dehors, sur les enseignements et les
« préceptes de Jésus-Christ, alors, mais alors seulement,
« ils jouiront à l'intérieur d'une paix profitable, entre-
« tiendront des rapports de mutuelle confiance, et ré-
« soudront pacifiquement les conflits qui pourraient
« surgir.

« En cet ordre d'idées, certains efforts ont bien été

« tentés jusqu'ici ; mais, on le sait, ils n'ont abouti à
« rien ou presque rien, principalement sur les points
« où les divergences internationales sont les plus vives.

« C'est qu'il n'est point d'institution humaine en
« mesure d'imposer à toutes les nations une sorte de
« Code international, adapté à notre époque, analogue
« à celui qui régissait au moyen âge cette véritable
« Société des Nations qui s'appelait la Chrétienté. Elle
« aussi a vu commettre en fait beaucoup trop d'injus-
« tices ; du moins la valeur sacrée du droit demeurerait
« incontestée, règle sûre d'après laquelle les nations
« avaient à rendre leurs comptes.

« Mais il est une institution divine capable de ga-
« rantir l'inviolabilité du droit des gens ; une institu-
« tion qui, embrassant toutes les nations, les dépassent
« toutes, qui jouit d'une autorité souveraine et du
« glorieux privilège de la plénitude du magistère, c'est
« l'Eglise du Christ : seule elle se montre à la hauteur
« d'une si grande tâche, grâce à sa mission divine, à
« sa nature, à sa constitution même, et au prestige que
« lui confèrent les siècles ; et les vicissitudes mêmes
« des guerres, loin de l'amoindrir, lui apportent de mer-
« veilleux développements...

« Jésus-Christ règne dans la Société, lorsque, rendant
« à Dieu un souverain hommage, elle reconnaît que
« c'est de lui que dérivent l'autorité et ses droits. »

Tous ces avertissements des Pontifes sont solennels
Depuis plus d'un siècle, leur voix ne cesse de retentir.

Qu'a-t-on fait pour accomplir les volontés des Pasteurs Suprêmes ? — Elle nous semble pleinement accomplie cette parole du prophète : « Elevez votre voix avec force, ô vous, qui évangélisez Jérusalem ! » (Is. 40). Mais cette voix a retenti dans le désert.

C'est le cas de redire :

Quand les Papes prescrivent la récitation d'une prière on leur obéit. Quand ils donnent une impulsion d'une importance aussi capitale, que celle signalée par les citations, que nous avons rapportées, on semble ne pas entendre. Leurs enseignements, adressés à l'Univers Catholique, sont ignorés et la société continue sa descente rapide vers l'inévitable abîme. Tant il est vrai que nous sommes profondément illusionnés. L'esprit du mal pour accomplir son œuvre funeste, travaille les esprits des hommes. Par l'éducation, par la presse, par tous les moyens il forme, en eux et dans la société, une mentalité de perdition. Nous n'avons pas le sens de comprendre, que le premier et le plus essentiel de nos devoirs est d'arrêter la corruption des esprits dans sa marche progressive et de recourir à tous les moyens, pour former une mentalité sociale nouvelle, c'est-à-dire, toujours nouvelle et toujours ancienne : la mentalité catholique.



Après ce que nous avons dit ; après ce que nous avons rapporté des enseignements des Papes, nous affir-

mons que l'état actuel de la société est mauvais, et son mal est profond. (1)

I. Au point de vue individuel, l'état social actuel est mauvais et conduit les âmes à la damnation éternelle, parce que, pratiquement, l'homme ne peut pas, ne pas errer.

I. — **Il errera, d'abord** sur l'obligation dans laquelle se trouve la société, comme toute créature, d'être sous la dépendance absolue de Dieu. A force de n'entendre plus l'exposé de la thèse obligatoire, on adopte l'hypothèse comme thèse. Mais nous ne nous arrêtons pas à ce danger d'erreur.

Il en est un autre qui menace l'esprit d'une corruption totale.

Dans le syllabus, Pie IX, nous l'avons vu, a condamné la proposition suivante : « il est faux que la liberté civile de tous les cultes et que le plein pouvoir laissé à tous de manifester ouvertement et publiquement toutes

(1) Nous n'ignorons aucune des difficultés qu'ont rencontrées les catholiques au sujet de leur adhésion aux Constitutions modernes. Plus loin, nous dirons un mot de la distinction entre la thèse et l'hypothèse. Quant à l'adhésion elle-même, elle ne peut jamais être permise que dans ce sens : « J'adhère à la liberté, qui m'est faite par telle constitution, de professer la vérité et de pratiquer le culte imposé par Dieu. »

leurs pensées et toutes leurs opinions jettent plus facilement les peuples dans la corruption des mœurs et de l'esprit et propagent le fléau de l'indifférentisme » prop. 79.

Il faut prendre l'homme tel que le péché originel l'a fait. Or, tel que le péché l'a fait, l'homme, comme le dit le Concile de Trente, est affaibli et amoindri dans tout son être « secundum corpus et animam in deterius commutatum ».

Dans le cours ordinaire de la vie, « Si nous n'appelons sur nous, par des prières instantes, la grâce divine, nous ne pourrions triompher des erreurs, dont une terre souillée et un corps mondain nous menacent... » ainsi parle Innocent I dans sa lettre au Concile de Carthage et le Pape Célestin I s'adressant aux Evêques des Gaules, (lettre 21). » Personne, dit-il, même renouvelé par la grâce du Baptême, ne pourra vaincre les embûches du démon et les attraites de la chair si Dieu, par un secours quotidien, ne lui donne la persévérance dans le bien ». Le Concile de Trente ne tient pas un autre langage.

Pour ne pas errer et ne pas être exposé à la damnation éternelle, il est donc nécessaire d'entourer sa foi et sa vertu de tous les moyens nécessaires de préservation.

Or, l'état social actuel entoure l'homme de tous les moyens de séduction.

D'abord : tout ce qui est officiel, étant **au moins** *obligatoirement* indifférent et neutre, toutes les institutions sociales et publiques prêchent le non-catholicisme

et suppriment de fait la vérité catholique et l'Eglise, en tant que vérité. Même les catholiques dans les rapports sociaux, en raison de l'organisation des Etats, sont pratiquement tenus à observer vis-à-vis de l'Eglise, un système de préterition et d'oubli, qui insensiblement dégénère en un oubli réel. C'est une constatation psychologique : à force de fermer les yeux de l'intelligence à la vérité, qui se montre comme vérité, on cesse de la voir. Imperceptiblement, l'esprit se fait au milieu ; l'erreur ne l'effraie plus, et bientôt la mentalité générale est devenue sa mentalité. Comment résisterait-il à l'erreur qui tant au point de vue de la morale que de la foi l'enveloppe comme d'un manteau... ?

*
**

2. — **Ensuite** : inévitablement, en vertu même de l'état d'esprit des sociétés modernes on finira par confier le pouvoir à des hommes d'une mentalité anticatholique, et même maçonnique et satanique.

Que peut faire un gouvernement, ou un parlement dont les membres sont guidés par l'esprit d'erreur. Leur attitude et leur législation ne seront plus catholiques, elles deviendront inévitablement anti-catholiques et persécutrices de la Foi et de l'Eglise. Les administrations, les institutions de tout genre, l'instruction et l'éducation de la jeunesse, la bienfaisance, les organisations professionnelles, ouvrières et autres, tout sera mis au service du pouvoir corrupteur des esprits.

Le favoritisme et la pression, et parfois les mesures les plus injustes, d'une part, la crainte et parfois certaines nécessités de la vie, d'autre part, achèvent de permettre à un pouvoir, dont Satan par ses suppôts s'est emparé, d'instiller, par la tête dans tous les membres de l'organisme social, l'erreur et le mal, c'est-à-dire l'anticatholicisme.

Avec combien de raison l'immortel Léon XIII, après avoir exposé cette situation, s'écrie ;

« Quelle multitude d'hommes se trouve pour ces causes exposée à la perdition éternelle, il serait impossible de le décrire... ! » (Enc. sapientiæ Christianæ).

Combien s'illusionnent ceux qui considèrent comme non-pratique une campagne entreprise pour réformer les esprits sous prétexte qu'elle n'atteint pas immédiatement la conscience individuelle et qu'elle est d'un ordre trop général.

Combien plus encore s'illusionnent ceux qui estiment opportun de céder partiellement à l'esprit moderne. — Ils semblent ne pas voir qu'ils accordent à l'ennemi de pénétrer dans la place et ignorer que, s'il y pénètre, c'est pour faire des victimes.

3. — **De plus**, l'immoralité s'étale publiquement elle provoque cyniquement. Sous la protection des libertés modernes. Elle se fait considérer comme une nécessité. Elle n'inspire plus l'horreur. Elle est admise dans tous les rangs de la société. La rue, les carrefours et les

places publiques parlent assez haut. Grâce à qui?... grâce aux libertés modernes et aux droits de l'homme.

4. — *L'état social* moderne est pour l'individu un mal immense. Il est en **outré une injustice**. Par lui-même, l'homme n'a aucun droit aux choses de l'ordre surnaturel. Par sa mort, le divin Sauveur a mérité à la place de l'homme et pour l'homme. Ses droits, Jésus-Christ les donne à l'homme « *dedit eis potestatem...* » (Joan. 1.) C'est ainsi que dans le Christ, l'homme a des droits vrais.

Or, pour nous servir des termes de Louis Veuillot « Le premier droit du peuple est d'avoir une Constitution qui lui assure le bienfait de Jésus-Christ ». Les Constitutions modernes arrachent au peuple le bienfait que lui ont mérité la passion et la mort du Sauveur et auquel dans le Christ le peuple a un droit strict. C'est une injustice d'autant plus cruelle qu'elle s'en prend à la fois à Jésus-Christ et à l'homme et qu'elle entraîne celui-ci dans les abîmes de l'éternelle perdition. (1)

(1) Il serait particulièrement instructif, surtout pour les hommes qui s'estiment pratiques de constater dans quelle mesure l'organisation sociale moderne est devenue l'occasion et la cause des péchés mortels individuels et personnels qui se commettent. Nous sommes certains de sous-évaluer la proportion en affirmant qu'au moins quatre-vingt-dix-neuf pour cent de ces fautes, trouvent leur origine dans l'organisation sociale contemporaine.

2. Au point de vue de la Société elle-même et au point de vue des Nations, le mal social actuel est suprême.

Le 10 janvier 1890, Léon XIII, se basant sur la logique rigoureuse des idées et des événements, écrivait, et ses paroles tiennent de l'esprit prophétique ;

« Mais les sociétés elles-mêmes et les empires ne pour-
« ront rester longtemps sans être ébranlés, car *la ruine*
« *des institutions et des mœurs chrétiennes entraîne né-*
« *cessairement celle des premières bases de la société*
« *humaine*. La force demeure l'unique garantie de
« l'ordre et de la tranquillité publique. Mais, rien n'est
« faible comme la force, quand elle ne s'appuie pas sur
« la religion. Plus propre dans ce cas à engendrer la
« servitude que l'obéissance, elle renferme en elle-
« même les germes de grandes perturbations. Déjà, le
« présent siècle a subi de graves et mémorables catas-
« trophes et il n'est pas démontré qu'il n'y ait pas lieu
« d'en redouter de semblables. Le temps lui-même,
« dans lequel nous vivons, nous avertit donc de chercher
« les remèdes là où ils se trouvent, c'est-à-dire, de
« rétablir, dans la vie privée et dans toutes les parties
« de l'organisme social, les principes et les pratiques
« du christianisme ; c'est l'unique moyen de nous
« délivrer des maux qui nous accablent et de prévenir
« les dangers dont nous sommes menacés. Voilà Véné-
« rables Frères, à quoi nous devons nous appliquer,

« avec tout le soin et tout le zèle dont nous pouvons
« être capables. »

Parlant du *libéralisme*, le même Pontife avait dit le 20 juin 1888 :

« Une pareille doctrine apporte le plus grand dom-
« mage, tant à l'individu qu'à la société. Et, en réalité,
« si l'on fait dépendre du jugement de la seule et
« unique raison humaine le bien et le mal ; on supprime
« la différence propre entre le bien et le mal, le honteux
« et l'honnête ne diffèrent plus en réalité, mais seule-
« ment dans l'opinion et le jugement de chacun ; ce
« qui plaît sera permis. Dès que l'on admet une sem-
« blable doctrine morale, qui ne suffit pas à réprimer
« ou apaiser les mouvements désordonnés de l'âme,
« on ouvre l'accès à toutes les corruptions de la vie.
« Dans les affaires publiques, le pouvoir de comman-
« der se sépare du principe vrai et naturel, auquel il
« emprunte toute sa puissance, pour procurer le bien
« commun ; la loi, qui détermine ce qu'il faut faire et
« éviter, est abandonnée aux caprices de la multitude
« plus nombreuse, ce qui est préparer la voie à la domi-
« nation tyrannique. Dès que l'on répudie le pouvoir
« de Dieu sur l'homme et sur la société humaine, il est
« naturel que la société n'ait plus de religion, et tout ce
« qui touche à la religion devient dès lors l'objet de
« la plus complète indifférence. Armée pareillement de
« l'idée de sa souveraineté, la multitude se laissera

« facilement aller à la sédition et aux troubles, et le
« frein de la conscience et du devoir n'existant plus,
« il ne reste plus rien que la force, la force qui est bien
« faible à elle seule pour contenir les passions popu-
« laires. Nous en avons la preuve dans ces luttes presque
« quotidiennes engagées contre les *Socialistes* et autres
« sectes séditiieuses, qui travaillent, depuis si longtemps,
« à bouleverser l'Etat jusque dans ses fondements.
« Qu'on juge donc et qu'on prononce, pour peu qu'on
« ait le juste sens des choses, si de telles doctrines pro-
« fitent à la liberté vraie et digne de l'homme, ou si elles
« n'en sont pas plutôt le renversement et la destruction
« complète. »

Pie IX, empruntant la voix du Pape S. Célestin, avait dit aux Evêques :

« Ne cessez jamais d'inculquer aux fidèles que toute
« vraie félicité découle pour les hommes de notre au-
« guste religion, de sa doctrine et de sa pratique, et
« qu'heureux est le peuple dont Dieu est le Seigneur.
« Enseignez « que les royaumes reposent sur le fon-
« dement de la foi, et qu'il n'y a rien de si mortel, rien
« qui nous expose autant à la chute et à tous les dan-
« gers, que de croire qu'il nous suffit du libre arbitre
« que nous avons reçu en naissant, sans plus avoir
« autre chose à demander à Dieu ; c'est-à-dire,
« qu'oubliant notre Auteur, nous osions renier sa puis-
« sance pour nous montrer libres... »

« Quand la religion, continue Pie IX, est bannie de
« *la société civile* la doctrine et l'autorité de la révéla-
« tion divine sont rejetées, la vraie notion de la justice
« et du droit humain s'obscurcit, se perd, et la force
« matérielle prend la place de la justice et du vrai
« droit. On voit donc clairement pourquoi certains
« hommes, ne tenant aucun compte des principes les
« plus certains de la saine raison, osent publier « que
« la volonté du peuple, manifestée par ce qu'ils appel-
« lent l'opinion publique ou de telle autre manière,
« constitue la loi suprême, indépendante de tout droit
« divin et humain ; et que, dans l'ordre politique, les
« faits accomplis, par cela même qu'ils sont accomplis,
« ont la valeur du droit. » Mais qui ne voit, qui ne sent
« très bien *qu'une société soustraite aux lois de la reli-*
« *gion et de la vraie justice, ne peut avoir d'autre but*
« que d'amasser, d'accumuler des richesses, et, dans tous
« ses actes, *d'autre loi que l'indomptable désir de satis-*
« *faire ses passions.* » (Quanta Cura).

En prenant possession du siège de S. Pierre et dans sa première Encyclique, le grand Léon XIII avait déclaré :

« Dès les premiers instants de Notre Pontificat, ce
« qui s'offre à Nos regards, c'est le triste spectacle des
« maux, qui accablent de toutes parts le genre humain ;
« et cette subversion si générale des vérités suprêmes,
« qui sont comme les fondements sur lesquels s'appuie

« l'état de la Société humaine ; et cette audace des esprits
« qui ne peuvent supporter aucune autorité légitime ; et
« cette cause perpétuelle de dissensions, d'où naissent
« les querelles intestines et les guerres cruelles et san-
« glantes ; le mépris des lois, qui règlent le mœurs et
« protègent la justice ; l'insatiable cupidité des choses
« qui passent et l'oubli des choses éternelles, poussés
« l'un et l'autre jusqu'à cette fureur insensée, qui amène
« partout tant de malheureux à porter, sans trembler
« sur eux-mêmes, des mains violentes ; l'administra-
« tion inconsiderée de la fortune publique, la profusion,
« la malversation, comme aussi l'impudence de ceux
« qui, commettant les plus grandes fourberies, s'effor-
« cent de se donner l'apparence de défenseurs de la
« patrie, de la liberté et de tous les droits ; enfin, *cette*
« *sorte de peste mortelle* qui, s'insinuant dans les mem-
« bres de la société humaine, ne lui laisse point de repos
« et lui *prépare de nouvelles révolutions et de funestes*
« *catastrophes.*

« Or, Nous, *Nous sommes convaincu que ces maux*
« *ont leur principale cause dans le mépris et le rejet*
« *de cette sainte et très auguste Autorité de l'Eglise,*
« qui gouverne le genre humain au nom de Dieu, et
« qui est la sauvegarde et l'appui de toute autorité
« légitime. *Les ennemis de l'ordre public, qui l'ont par-*
« *faitement compris, ont pensé que rien n'était plus*
« *propre à renverser les fondements de la société que*

« *d'attaquer sans relâche l'Eglise de Dieu, de la rendre odieuse et haïssable par de honteuses calomnies.* »



C'est que l'aboutissement final et fatal de l'erreur, c'est le désordre et l'anarchie. Logiquement il en doit être ainsi. L'autorité vraie qui, seule, par son influence et son action, établit l'ordre, est supprimée. L'homme ou la pensée de l'homme que gouvernent l'erreur et les passions la remplace. Le désordre de l'erreur et des passions humaines remplace tôt ou tard, et fatalement, l'ordre qu'établit l'autorité basée sur Dieu.

On l'a dit : les idées gouvernent le monde. Les idées qui prennent corps dans les foules ont une logique épouvantable. L'idée qui contient en germe la révolution, entraîne à la révolution les peuples en qui elle s'incarne. On peut arrêter l'individu que la passion et l'erreur emportent, on n'arrête pas les masses poussées par un vent d'erreur et de folie. C'est pourquoi les masses sans retenue vont à l'abîme... sans retenue, c'est-à-dire d'une part sans le frein de l'autorité, d'autre part poussées par les idées de désordre.

Et la société moderne livrée à ces masses en devient le jouet et la victime.

S'il en doit être ainsi en vertu de la logique des idées et des événements, il en doit être ainsi en vertu de l'action de Satan. Celui qui inspire l'erreur et excite les passions est l'ennemi mortel du genre humain.

Ennemi de l'homme, Satan veut le mal de l'homme. Il le veut total. Il le veut individuel ; il le veut familial ; il le veut social. Le mal individuel de l'homme, il l'obtient dans les abîmes de l'enfer ; le mal social de l'homme, il faut le réaliser sur la terre. Or, le désordre est son mal social.

On demande parfois : mais quel but poursuivent les séditions, les révolutionnaires ?... on ajoute : mais Satan doit être satisfait, le pouvoir est à sa disposition, les gouvernements sont à la remorque de son « église », la franc-maçonnerie.

Eh bien non, jamais Satan n'est satisfait. Son œuvre est de séduire « *seducit* ». Un pouvoir, un gouvernement, lui est livré ; il en use pleinement pour le mal. Mais ce pouvoir jouit d'une autorité. L'autorité, si faible soit-elle, est toujours un principe d'ordre. Mise à la disposition du mal, il faut la supprimer encore et créer un mal plus grand : le désordre social, mal de l'humanité. Demain elle sera remplacée, par un pouvoir nouveau, plus mauvais peut-être, mais qui sera balayé à son tour. Tant il est vrai que sous la coupe de Satan l'homme devient l'instrument souvent inconscient, de son propre malheur et du malheur de l'humanité.

*
**

C'est ce qui se réalise dans le Socialisme.

Le Socialisme n'est autre chose qu'une doctrine de désordre incomplète. Il veut réaliser l'utopie de bâtir

sur les ruines de la propriété privée, l'édifice de la propriété collective. Pour aboutir, il ne reculera pas devant le vol. Il abolit cette supériorité qu'on appelle la propriété. Il créera une autorité à sa façon ; l'autorité du prolétariat non possédant. A cette autorité reviendra la direction et l'administration des sociétés, et des Nations. — Il est évident, qu'abolissant toute autre autorité que celle du prolétariat, le socialisme supprime du coup l'Eglise et la Famille. En place des promesses éternelles il offre les promesses du temps : les jouissances, c'est-à-dire toute jouissance comprise sous le titre de « consommation ». Ces doctrines on le voit ne vont pas jusqu'au bout, dans leurs conséquences. Ce privilège est réservé à l'Anarchisme et au Bolchevisme.



Ce qui se réalise dans l'Anarchisme.

L'Anarchisme supprime d'un coup et partout toute autorité, toute supériorité : dans la famille, dans l'ordre social. Voici de quelle façon parle un manifeste lancé dans le but de justifier l'anarchiste.

« **L'Anarchiste** nie la Patrie, parce qu'il aime
« tous les hommes qui veulent vivre en camarades.

« **L'Anarchiste** combat l'**Autorité** sous toutes
« ses formes, parce qu'il respecte chaque Individualité,
« comme il veut lui-même être respecté.

« **L'Anarchiste** est Anti-religieux ; il exècre tous
« les Cléricalismes, parce que les religions n'ont jamais
« été que des facteurs d'abrutissement pour l'humanité.

« **L'Anarchiste** est contre la Violence. Il ne l'em-
« ploie que pour résister au mal et en cas de légitime
« défense. Il ne lutte, par la violence, que contre les
« iniquités sociales. — Et tout ce qui est autorité est
« iniquité.

« **L'Anarchiste** combat le Patronat et la Pro-
« priété individuelle, parce qu'il n'admet pas que
« l'homme exploite son semblable. »

L'anarchiste est logique. Il pousse jusqu'au bout les conséquences des principes posés par la déclaration des droits de l'homme. Il veut la suppression de tout principe d'ordre. Il veut le règne des principes de désordre, c'est-à-dire des idées humaines formées sous l'empire de l'erreur et des passions. Plus logique que le socialiste, il va plus loin que lui.

Ce qui se réalise dans la tyrannie du Communisme et du Bolchevisme.

Dans les conditions actuelles, pour opposer une digue au flot montant de désordre qui menace toute société, comment procéder ?

Il n'y a qu'un seul remède : la force et spécialement la force créée et organisée par la loi.

Mais voici la difficulté. Si ceux qui détiennent le pou-

voir, si ceux qui disposent de la force d'un pays, si ceux qui dictent la loi dans les Parlements sont attachés à l'erreur et au mal, comment serait-il possible qu'ils ne missent pas au service de l'erreur et du mal toute la puissance de la loi et toute la force que possède le pays.

Ces quelques lignes suffisent à établir qu'un homme, tel Calles au Mexique, qu'un Gouvernement, tel le gouvernement des Soviets en Russie, peuvent jeter dans le désordre le plus effrayant des Nations entières jusque-là prospères.

Comme il est uniquement sage de rendre la Société à Dieu, seul principe d'ordre, de vérité et de bien, source unique de l'autorité et du Pouvoir.

3. Au point de vue de Dieu, de Jésus-Christ et de l'Eglise, l'injure et l'injustice sont totales et souveraines. — Conséquemment le châtimement sera terrible.

I. — **L'injustice** est totale et souveraine. Le droit de Dieu sur toute créature et par conséquent sur toute société et sur toute nation est absolu. Dieu lui-même ne pourrait le renier sans renier son titre de Créateur. La créature ne pourrait le supprimer sans renier son titre de créature.

La totalité des êtres et des réalités appartient à Dieu dans le sens le plus absolu du terme.

Affirmer des droits de l'Homme, de la Société, des Nations, des Gouvernements, de l'Univers à l'encontre

des droits de Dieu est donc une injustice totale. La condition nécessairement créée des organismes sociaux qui se déclarent indépendants du créateur, rend l'injustice commise par ceux-ci souveraine.



II. — **L'injure** n'est pas moins grave et souveraine que l'injustice. Tout droit étant attribué à l'homme et à la société de par l'homme, et indépendamment de Dieu. Dieu lui-même, Jésus-Christ, l'Eglise sont privés de tout droit, et sont jugés indignes de considération. On leur laisse l'existence, et la vie parce que, pour des satisfactions d'ordre privé, la pensée de certains hommes qu'on nomme catholiques, demande leur survivance. Au point de vue social, ils sont et doivent être non existants parce que s'ils existaient socialement comme vérité, ils l'emporteraient sur l'ordre social officiellement établi; ce qui ne peut être. Bien plus, les rétablir socialement, c'est leur donner d'usurper les droits inéluctables de l'homme, c'est amener l'homme à marcher de son plein droit contre eux, vu qu'ils établissent leur autorité sur le monde contre sa suprême autorité.

Cette injustice et cette injure sont adressées à l'Eternel, par toutes les Constitutions des Peuples qui ont à leur base les droits de l'homme et les libertés modernes, et par tout ce qui en est l'application pratique, c'est-à-dire :

par les Ligues laïques des Nations,
par les Conférences qu'instituent ces Ligues,
par les Rois, les Empereurs, les Présidents qui ne
peuvent reconnaître officiellement qu'ils sont les lieutenants de Dieu,

par les Gouvernements des peuples,
par tout Organisme du pouvoir, spécialement les Parlements et les Sénats,

par le Pouvoir législatif des peuples.

par la Politique,

par les Institutions publiques des peuples,

par leurs Administrations,

par leurs Institutions économiques,

par leurs Institutions de bienfaisances,

par leurs Etablissements d'instruction et d'éducation.

Il n'est pas jusqu'à la rue et les monuments publics qui ne professent et ne fassent professer que Dieu n'est pas.

Et l'immoralité publique, et la presse anti-religieuse, et les associations, dont le but est nettement anti-social et anti-catholique, ne se manifestent-ils et ne se propagent-ils pas de droit et sous le patronage des Constitutions modernes, lançant ainsi un nouveau défi à Dieu.

*
* *

III. — **Le châtiement.** Or, l'injustice et l'injure demandent réparation. L'individu expiera dans l'autre

monde, et s'il n'a pas réparé la gravité de sa faute. sera châtié pendant toute l'Eternité.

La société, comme telle, doit sa réparation à Dieu dans le temps. Si elle est coupable et viciée jusqu'à la moëlle, l'expiation la touchera jusqu'à la moëlle. La grande guerre était faite pour expier le crime social moderne.

Le Cardinal Mercier, Primat de Belgique, l'a dit :

« Les crimes publics seront tôt ou tard punis...

« La violation du jour du Seigneur, les abus du mariage offensent Dieu assurément, mes Frères, et justifient son courroux. Mais il n'en faut point douter, *« le principal crime que le monde expie en ce moment, c'est l'apostasie officielle des Etats et de l'opinion publique. »*

Et encore :

« Au nom de l'Evangile, à la lumière des encycliques des quatre derniers Papes : Grégoire XVI, Pie IX, Léon XIII, Pie X ; je n'hésite pas à déclarer que *cette indifférence religieuse qui met sur le même pied la religion d'origine divine et les religions d'invention humaine, pour les envelopper toutes dans le même scepticisme, est le blasphème qui, plus encore que les fautes des individus et des familles, appelle sur la société le châtiment de Dieu. »*

Le Cardinal Bourne, Primat d'Angleterre, dans son discours du 11 février 1918, ne parle pas autrement :

« Cette guerre s'est produite, dit-il, parce que les
« nations ont oublié la notion de la Providence de Dieu,
« qui gouverne tout, et aussi l'existence de l'Eglise sur-
« naturelle du Christ, avec son centre le Saint-Siège
« Apostolique... Personne n'a jamais oublié le Saint
« Siège sans avoir eu à s'en repentir. Vous pouvez
« oublier l'existence de Dieu, il n'en existe pas moins.
« Votre oubli, votre refus ne le suppriment pas. »

Dans sa superbe encyclique *Ubi Arcano Dei*, Pie XI déclare :

« Bien avant que la guerre mit l'Europe en feu, la
« cause principale de si grands malheurs agissait déjà
« avec une force croissante par la faute des particu-
« liers comme des Nations, cause que l'horreur même
« de la guerre n'aurait pas manqué d'écarter et de sup-
« primer si tous avaient saisi la portée de ces formida-
« bles événements. Qui donc ignore la prédiction de
« l'Ecriture : Ceux qui abandonnent le Seigneur se-
« ront réduits à néant ? Et l'on ne connaît pas moins
« l'avertissement si grave de Jésus, Rédempteur et
« Maître des hommes : Sans moi vous ne pouvez
« rien faire ; et cet autre : Celui qui ne recueille point
« avec moi dissipe.

« De tout temps ces oracles divins se sont vérifiés,
« mais la vérité n'en a jamais, avec une telle évidence,
« éclaté aux yeux de tous, que de nos jours. C'est pour
« s'être misérablement séparés de Dieu et de Jésus-

« Christ que de leur bonheur d'autrefois les hommes
« sont tombés dans cet abîme de maux ; c'est pour la
« même raison que sont frappés d'une stérilité à peu
« près complète tous les programmes qu'ils échafaudent
« en vue de réparer les pertes et de sauver ce qui reste
« de tant de ruines.

« Dieu et Jésus-Christ ayant été exclus de la légis-
« lation et des affaires publiques, et l'autorité ne tirant
« plus son origine de Dieu mais des hommes, les lois
« ont perdu la garantie des sanctions réelles et efficaces
« ainsi que des principes souverains du droit, qui, aux
« yeux mêmes de philosophes païens comme Cicéron,
« ne peuvent dériver que de la loi éternelle de Dieu ;
« bien plus, les bases mêmes de l'autorité ont été ren-
« versées dès là qu'on supprimait la raison fondamen-
« tale du droit de commander pour les uns, du devoir
« d'obéir pour les autres. Inéluctablement, il s'en est
« suivi un ébranlement de la Société toute entière,
« désormais privée de soutien et d'appui solides, livrée
« en proie aux factions qui briguaient le pouvoir pour
« assurer leurs propres intérêts et non ceux de la
« patrie. »

Avant eux, le clairvoyant et si indignement décrié
Pontife Benoît XV, a déclaré au Sacré Collège, le
24 décembre 1917 :

« Comme le dérèglement des sens précipita, un jour,
« des cités célèbres dans une mer de feu, ainsi de nos

« jours l'impiété de la vie publique, l'athéisme érige
« en système de prétendue civilisation, ont précipité le
« monde dans une mer de sang... »

Mais la guerre, destinée à réparer, n'a pas produit la conversion de la Société et des Peuples.

Que nous réserve l'Avenir ?

Rappelons-nous les termes prophétiques des Papes qui, depuis la Révolution française, ont gouverné l'Eglise et qui unanimement annoncent les catastrophes qui sont l'inévitable conséquence des théories modernes. Les passages déjà cités suffisent à nous convaincre. Ajoutons les paroles de Pie IX, prononcées le 17 Décembre 1860 :

« Plaise à Dieu que ces insensés — c'est-à-dire
« ceux qui renient l'Eglise — rentrant en eux-mêmes,
« puissent comprendre que la religion détruite, *il n'y a*
« *plus rien qui assure à la société humaine la stabilité*
« *et le repos.* Plaise à Dieu qu'ils se convainquent un
« jour que l'Eglise catholique est la seule Maîtresse de
« la vérité, la nourrice de toutes les vertus et qu'en
« elle reposent le maintien et le salut des cités et des
« empires ! »

Et ces autres paroles de Léon XIII :

« Par une conséquence fatale de la guerre faite à
« l'Eglise, la société civile se trouve actuellement
« exposée aux dangers les plus sérieux, car les bases
« de l'ordre public étant ébranlées, les Peuples et leurs

« chefs ne voient plus devant eux que des menaces et
« des calamités. » (Disc. 8 mai 1881.)

Et ailleurs :

« De tous les attentats commis contre la religion
« catholique, ont découlé et *découleront* sur les Nations
« des maux graves et nombreux ; on a à déplorer que
« la perversité des opinions s'étend de plus en plus,
« que l'improbité et l'esprit de révolte pénétre avec
« elles les esprits et qu'il en résulte pour les affaires
« publiques et pour les Gouvernements des périls chaque
« jour plus grands. — Il n'y avait pas une autre consé-
« quence à prévoir ; car si l'on affaiblit, ou pis encore,
« si l'on rejette ce très ferme appui de la société, la
« religion, qui peut seule par ses justes commandements
« et ses salutaires défenses retenir chacun dans son
« devoir, les fondements mêmes de la société sont
« continuellement ébranlés et entamés. » (Enc. In ipso
3 mai 1891).

Et dans l'Encyclique « Annum Sacrum » du 25 mai
1899 :

« Dans la Constitution et l'Administration des Etats.
« on ne compte pour rien l'autorité du droit sacré et
« divin : on a pour but d'enlever à la religion toute in-
« fluence sur le cours de la vie civile : comme résultat
« de cette façon d'agir on a la disparition presque
« complète de la Foi du Christ dans la société ; si

« c'était possible, on chasserait Dieu lui-même de la
« terre. Lorsque les esprits s'enflent d'un tel orgueil,
« est-il surprenant que la plus grande partie du genre
« humain soit livrée à des troubles politiques et bal-
« lottée par des flots qui ne laissent personne à l'abri
« de la crainte et du danger ! Il arrive *nécessairement*,
« que les bases les plus solides du salut public s'ébran-
« lent lorsqu'on méprise la religion, etc., etc. ».

Léon XIII ne prédit pas la guerre, il prédit les calamités d'ordre social. Qu'on veuille le remarquer ces calamités sont l'effet direct du crime social qui a été et qui continue d'être commis. « Per quæ peccat quis, per hæc et torquetur » (Sap. 11.17). Chacun trouvera le châtimement de son péché dans ce péché même.

Voyez donc de quel terrible aveuglement le peuple juif est frappé. Notre-Seigneur annonce qu'en eux se réalisera la prophétie d'Isaïe : « Vous entendrez et vous ne comprendrez pas ; Vous verrez et vous ne verrez pas. » Le divin Maître continue : « Le cœur de ce peuple s'est alourdi, leurs oreilles se sont endurcies, leurs yeux se sont fermés, afin qu'ils ne voient pas, qu'ils n'entendent pas, qu'ils ne comprennent pas et qu'ils n'obtiennent ni leur conversion ni leur guérison. » (S. Matth. 13-12-16.)

Voilà donc ce qui s'est passé chez le Peuple de Dieu :

Ils ont vu :

Voici leur *crime* : ils ont voulu ne pas voir.

Et voilà le *châtiment* : ils ne verront pas.

Leur aveuglement à l'endroit de Jésus-Christ est tel qu'ils en sont venus au déicide.

Dans la société contemporaine que s'est-il passé :

Les peuples ont vu : ils savent que Dieu est aussi bien le Dieu des Nations que le Dieu de la conscience ; ils ont voulu ne pas voir.

Dans l'Ordre social, ils ont substitué l'homme à Dieu. Ils ont voulu l'homme et renié Dieu. Voilà leur crime et voici leur châtiment, ils ne verront plus, ils ne comprendront même plus que Dieu est le Dieu des Peuples comme Il l'est des individus.

L'homme deviendra le châtiment de la société. — Cet homme, c'est le socialisme, c'est l'anarchie, c'est le désordre économique financier, politique et social, ce sont les révolutions, ce sont les catastrophes de tout genre que l'homme crée pour l'homme.



Thèse et Hypothèse.

C'est à la clarté des lumières sublimes de la foi, c'est à la clarté des feux, que la Justice divine a allumés dans le monde et des terribles châtiments dont elle menace et dont déjà elle frappe la société moderne, qu'il faut juger l'enseignement si souvent invoqué de la distinction entre la thèse et l'hypothèse.

La thèse, on le sait réclame ce qui doit être. Elle veut que la société et les Etats se conforment aux exigences de la justice. Elle revendique dans leur plénitude les droits de Dieu et de l'Eglise, de la vérité et du bien sur l'ordre social. Comme la vérité et la justice, la thèse bannit des constitutions des Peuples et de la société l'erreur et le mal, et, sans molester la conscience intime de chacun, elle accorde les droits sociaux à la vérité et au bien, auxquels seuls ils reviennent. Conformément au seul droit et à la seule justice, toute manifestation sociale de l'erreur et du mal est et doit être prohibée.

L'hypothèse envisage non le droit, mais le fait. Toutes choses bien considérées, la situation faite à la vérité, à l'Eglise et à Dieu peut être telle dans un pays, que l'application qui y serait faite des principes vrais de droit et de justice, provoquerait des désordres sociaux appréciables. Pour éviter ce qu'on estime un mal, on n'exigera pas l'application de la thèse et on acceptera la situation de fait. La Constitution protégera également la vérité et l'erreur, ou plutôt, elle ignorera s'il y a vérité ou erreur et elle protégera également la pensée de chacun des membres de l'Etat. Etant donné le grand nombre d'incroyants, on reconnaîtra impossible une disposition de la Constitution qui molesterait ces derniers. Placés devant une pareille situation, les croyants peuvent adhérer aux Constitutions modernes. Toutefois certaines conditions sont requises. L'adhésion doit se

faire dans le sens, que déjà nous avons indiqué ; en outre celui qui adhère dans ce sens, *doit maintenir intactes ses convictions et ses résolutions* concernant les droits absolus de la vérité, de Dieu, de son Christ et de la Sainte Eglise, et concernant les devoirs de la société à leur endroit. Il lui faut une tendance à restaurer l'Ordre en Jésus-Christ.

Bref, il est de rigueur que l'adhésion soit donnée de telle manière, qu'elle ne soit pas la reconnaissance d'une erreur ou d'un mal. Il est requis, au contraire, qu'elle soit l'expression de l'attachement à *un* bien. Ce bien se rencontre dans ce côté particulier de la situation générale, que la Constitution donne, — au moins doit donner, — à la Foi catholique sa liberté. Je ne m'arrête donc ni aux principes, ni aux conséquences désastreuses de la situation générale, à l'égard desquels je me tiens dans une attitude passive.

Toutefois, cette possibilité de former sa conscience, par l'application de l'hypothèse, ne manque pas de laisser la situation sociale actuelle, ce qu'elle est.

Malgré une conscience formée, les Chartes des Peuples, les Nations, l'Ordre social tout entier, bâtis sur l'homme, contre Dieu, *sont et restent* devant Dieu et à l'égard de Jésus-Christ et de l'Eglise, une injustice et une injure suprêmes qui demandent réparation. En eux-mêmes, ils restent pour la société un péril immense et pour les âmes une cause constante et très efficace d'éternelle damnation.

Pendant qu'on s'amuse à forger des distinctions qui calment et endorment les consciences, l'erreur et le mal continuent leur marche à pas précipités.

« La logique de l'erreur, — dit le Cardinal Mercier, « après avoir réprouvé les principes de la révolution « française et du *libéralisme* qui n'est, dit-il après « Léon XIII, que « *le rationalisme appliqué à la vie « publique*, — la logique de l'erreur poursuit sa marche à pas précipités, et, aujourd'hui, les hommes « investis de la mission de gouverner les peuples sont « ou se montrent, à bien peu d'exceptions près, officiellement indifférents à Dieu et à son Christ.

« Je n'incrimine pas les personnalités respectables qui, « pour ne pas provoquer une mal plus grave, se soumettent loyalement à la situation amoindrie qui leur « est faite. C'est cette situation même que j'envisage, « et, au nom de l'Evangile, à la lumière des Encycliques « des quatre derniers Papes : Grégoire XVI, Pie IX, « Léon XIII, Pie X, je n'hésite pas à déclarer que cette « indifférence religieuse, qui met sur le même pied la « religion d'origine divine et les religions d'invention « humaine, pour les envelopper toutes dans le même « septicisme, est le blasphème qui, plus encore que les « fautes des individus et des familles, appelle sur la « société le châtiment de Dieu. » (La leçon des événements).

Les grandes et capitales questions, devant lesquelles nous nous trouvons sont les suivantes :

Dans la solution à donner au grave et fondamental problème social, *pouvons-nous* ne pas nous placer au point de vue de Dieu, de la société et du salut des âmes ?

Poser la question, c'est la résoudre :

Il est évident que nous ne pouvons éviter d'envisager la situation de ce triple point de vue.

Les choses en étant là, nous est-il permis d'accepter une conception de l'ordre social qui comporte, *d'abord*, à la base même de la société, l'erreur ; *ensuite*, comme édifice bâti sur cette base, une organisation qui ruine autant qu'elle le peut Dieu, l'Eglise, l'Ordre Social et les âmes ? En d'autres termes, étant donné que la logique de l'erreur, comme toute logique, est rigoureuse et qu'en pratique elle mène fatalement aux conséquences les plus funestes et les plus ruineuses, aux désastres et aux catastrophes, peut-on ne pas s'imposer, comme devoir et dans la mesure où on le peut, comme mission, de rendre la société à Dieu et à son Christ par la Sainte Eglise ?

L'expérience est faite. Depuis les temps de Luther, la Société est ébranlée. Les principes les plus subversifs ont pénétré les esprits et envahi les masses, ils ont expulsé de la société Jésus-Christ et son Eglise, dressé un piédestal à l'homme, et à la pensée de l'homme, reine et maîtresse du monde !

Et Dieu lassé, a frappé.

La guerre est venue, terrible. Les grandes voix de l'Eglise nous disent : c'est le châtiment de la société qui a renié le Christ. La guerre prend fin. La société ne revient pas à Dieu. De nouveaux désordres surgissent. Et dans une anarchie universelle de principes et dans le désordre à son apogée, les Nations coupables trouvent le châtiment de leur crime, du crime d'avoir abandonné le Seigneur.

Cette expérience ne suffit-elle pas ?

N'est-elle pas faite, la réponse, par Dieu et les événements ? Et les âmes qui dans les profondeurs des enfers sont éternellement damnées, parce que la société criminelle moderne, les a entraînées dans l'erreur et le mal, ces âmes et les abîmes, où elles sont plongées, ne sont-elles pas encore la réponse à notre question ?

Elle est faite, enfin cette réponse par l'Auguste Vicaire de Jésus-Christ, l'immortel Benoît XV, dont la voix a secoué le monde et que jusqu'à présent le monde refuse d'entendre.

« Nous applaudissons, dit le Pape au Sacré Collège.
« à l'opportunité du conseil qui vous a fait considérer
« le présent conflit des nations à la lumière de la foi,
« et qui vous a fait puiser dans la foi aussi la persuasion
« que les présentes calamités ne prennent point fin,
« avant que les hommes retournent à Dieu... (1)

(1) Remarquons que le Pape ne dit pas : « La guerre ne prendra pas fin », mais « les présentes calamités ne prendront point fin ». Les présentes calamités au point de vue de la simple

« Nous ne Nous bornons pas à reconnaître l'importance du retour à Dieu, qui vient d'être affirmée. Mais par le vœu le plus ardent de Notre cœur, *Nous appelons l'heure de ce retour salutaire de la société contemporaine à l'école de l'Evangile*. Quand les aveugles d'aujourd'hui auront vu, et que les sourds auront entendu, quand toute déviation sera redressée et toute aspérité aplanie, quand, en un mot l'homme et la société seront retournés à Dieu, alors, et seulement alors, toute chair verra le salut de Dieu « *Videbit omnis caro salutare Dei* ». Et, au pauvre

logique, comme au point de vue de la Foi, sont la conséquence fatale des principes subversifs qui gouvernent la société. Tant que la société sera sous l'influence d'une aussi néfaste action qui, inévitablement, l'entraîne dans le trouble, le désordre, les bouleversements, et jusque dans les châtements, elle sera livrée à ce que le Pape nomme « les calamités présentes ». C'est une nécessité de logique et de foi. Qui veut éviter les conséquences, doit supprimer les principes qui y font aboutir. C'est un adage de philosophie : « *Tolle causam tolletur effectus* ». Vous voulez rendre la paix à la société, enlevez ce qui la trouble et la bouleverse. Vous vous obstinez à laisser dans toute sa vigueur et sa puissance d'action sur elle, ce qui la bouleverse, il est nécessaire qu'elle soit bouleversée. Il faut qu'il en soit ainsi. Quiconque aime son prochain, sa Patrie, l'Humanité, comme quiconque aime Jésus-Christ, doit travailler à arracher à la Société et aux Constitutions des Peuples, les principes qui causent leur apostasie et créent le désordre, et y faire régner le Prince de la Paix : Dieu, Jésus-Christ, l'Eglise. Les calamités alors cesseront, comme dit le Pape.

« et à l'affligé, sera annoncée cette bonne nouvelle, la
« paix.

« Oh ! la grande leçon que l'Eglise nous répète par
« les paroles de la liturgie propre à ces jours sacrés.
« Qu'il retourne donc au giron du Seigneur quiconque
« désire, que sa main vengeresse s'arrête. Que la mal-
« heureuse humanité revienne à la sagesse ; qu'elle
« retourne, oui, qu'elle retourne au Seigneur. Comme le
« dérèglement des sens précipita, un jour, des cités
« célèbres dans une mer de feu, ainsi de nos jours,
« l'impiété de la vie publique, l'athéisme érigé en sys-
« tème de prétendue civilisation, ont précipité le monde
« en une mer de sang. Mais sur les ténèbres qui enve-
« loppent la terre, resplendit encore, haute et tranquille,
« la lumière de la foi. Qu'elle se lève donc vers le rayon
« bienfaisant, l'obstinée paupière de l'œil mortel. Pour
« Nous, Nous souvenant de Notre devoir sacré, Nous
« crions aux fils de Notre âge, avec les accents des
« voyants antiques : « Retournez ! Retournez au Sei-
« gneur ! » (Alloc. du 24 décembre 1917.)

De deux choses l'une, ou bien les enseignements de la Foi et des Pontifes Romains sont faux, ou bien la conclusion s'impose : Dieu, Jésus, la Sainte Eglise et la Société, les âmes aussi, réclament, exigent l'action et le travail qui sont de nature à réaliser au plus tôt la restauration sociale. Ce travail, il le faut ; et il faut un travail qui s'accomplisse, non selon les règles de la prudence humaine, mais selon les règles de la sagesse divine. C'est ce travail qu'organise la Ligue Apostolique.



DEUXIEME PARTIE

TRAVAIL NÉCESSAIRE ET URGENT

pour accomplir l'Œuvre nécessaire

Le travail nécessaire, essentiellement pratique à notre époque, est tout indiqué. Il faut réformer la mentalité sociale actuelle : il faut former la mentalité sociale nouvelle, conforme à la vérité. Il faut créer des énergies capables d'accomplir l'œuvre nécessaire.

Or, voilà ce que beaucoup de catholiques ne comprennent pas. Nous voulons rendre à la Vérité ses droits, à Dieu et à l'Eglise leur place. A peine avons-nous fait un pas dans le domaine public, nous rencontrons l'idée faite. Cette idée est tenace ; elle est basée sur le préjugé et l'erreur. Elle est exclusive ; elle n'admet ni théorie, ni principe de vérité.

Quand un jeune homme entre dans un cours de phi-

losophie, de droit ou de science, ses idées sont à faire. Le travail est aisé. Les esprits modernes, eux, ont pris position. Nous ne parlons pas seulement des anti-catholiques. Nous parlons, plus spécialement, de ces catholiques, que l'on voit encore à la Messe et à la Table Sainte, dont la mentalité est faite de laïcisme et pour dire le mot, de « maçonnerie ». Par ignorance, par tradition familiale ou nationale, par esprit de conciliation ou par mollesse, ils ont cédé à l'ambiance. L'ambiance, ils ne s'en rendent pas compte, est une création maçonnique. Leur esprit est « laïcisé » ; il est « maçonnisé ».

C'est dire combien ardu et ingrat se trouve être le travail entrepris par la Ligue Apostolique.

Ajoutez l'insouciance qu'inspire généralement un travail dont les effets ne sont pas immédiatement tangibles et palpables (1). On veut du « pratique ». Ainsi parlent les dirigeants et les dirigés. On semble ne pas savoir que dans l'ordre social, rien n'est pratique comme l'idée.

Nous établirons donc qu'il faut le travail de réformation de la mentalité moderne, et nous ajouterons quel doit être principalement l'objet de ce travail.

(1) Un éminent dignitaire ecclésiastique d'une des premières églises de France nous disait jadis : « Allez quêter par toute la ville aujourd'hui pour une œuvre d'idées, la presse par exemple, vous rentrerez avec une pièce de cent sous. Faites la même tournée demain pour un hôpital, vous rapporterez un demi million. » Tant il est vrai que les catholiques apprécient peu les mouvements d'idées.

CHAPITRE PREMIER

IL FAUT CE TRAVAIL SOCIAL

Il le faut : *premièrement*, parce que, en matière sociale les esprits ne sont pas attachés à la vérité. Les conséquences de cet état général sont funestes, au suprême degré, dans le domaine théorique et pratique.

*
**

Il le faut : *deuxièmement*, parce que l'action ininterrompue des Loges, est un travail de corruption de la mentalité catholique. Notre but est de restaurer tout l'Ordre Social en Dieu et en Jésus-Christ. L'effort capital de la maçonnerie tend à la ruine de cet ordre, à la suppression radicale de Dieu et de son Christ dans l'ordre social.

Si par un travail constant, nous n'endiguons pas l'action de la loge ; et, si nous ne formons pas contre elle, chez les nôtres, une vraie mentalité catholique ;

jamais nous n'aboutirons à la proclamation de la royauté de Jésus sur l'univers, sur la société et sur les âmes, jamais la société ne sera constituée en Dieu selon toutes les lois de la justice et de la vérité.

Rien n'est frappant et instructif à la fois, comme les procédés de la franc-maçonnerie.

Les Bulletins des Suprêmes Conseils et des Grands Orient des divers pays, établissent de façon incontestable, que le but final de la franc-maçonnerie (nous disons de la franc-maçonnerie, non des francs-maçons qui pour la plupart sont de grands inconscients) est le désordre social. Comme le principe de tout ordre dans la société est l'autorité, il faut la suppression de l'autorité. Comme l'Eglise et le Pape sont constitués par Jésus-Christ, les gardiens des vérités morales, même d'ordre naturel, et que la vérité de l'autorité sociale est une de ces vérités, il faut supprimer le Pape et l'Eglise. Comme le Pape est le Chef de l'Eglise, il faut avant tout viser à la tête. Par ailleurs, dès qu'il s'agit de l'Eglise et du Pape, outre la raison générale que nous venons de mentionner, il y a la raison spéciale d'une haine acharnée de Satan et de ses suppôts contre le Pape : *« Satan a demandé de te faire passer par le crible »*, dit Jésus à Pierre... et encore *« les puissances et les efforts de l'enfer ne prévaudront pas »*.

Ces buts sont clairement indiqués par les organes officiels des Loges maçonniques. Il faudrait, d'ailleurs, tout ignorer de l'histoire, pour douter. Mais nous ne par-

lerons pas ici des buts que chacun connaît, ce qui nous intéresse pour le moment, c'est le procédé ignoré, lui, de presque tous les catholiques. On croirait à une fatalité ceux-ci veulent et s'obstinent à vouloir ignorer. Nous en avons dit un mot dans l'introduction ; nous voulons développer ici ce que nous n'avons pu qu'effleurer là-bas, Le travail maçonnique est, surtout et presque exclusivement, un travail d'idées. Sous le couvert de l'anonymat, sous le sceau du secret, la maçonnerie s'adapte aux milieux qu'elle veut corrompre ; elle instille ses idées. Elle paraîtra rétrograde s'il le faut, mais insensiblement, elle réalisera son œuvre. Inconsciemment, le public catholique aspirer ses idées perverses, faites par elle et répandues par elle dans l'atmosphère. Sans s'en douter, chacun les absorbera, pour les incorporer ensuite, à tout l'organisme social et le vicier jusque dans son tréfonds. Prenons par exemple la Belgique catholique, à l'époque de son évolution vers la mentalité maçonnique qui aujourd'hui l'enveloppe et la pénètre. Une pensée, toujours la même, préoccupe la loge ; répandre des idées, les infuser, avec une prudence et une habileté consommées, disons plutôt avec une hypocrisie satanique.

La Maçonnerie commencera par tenir compte de la situation, des habitudes régnantes. Le Souverain Grand Commandeur Goblet disait le 26 avril 1886, aux Maçons de son obédience : *« Je voudrais répéter la célèbre parole de l'homme d'Etat qui rétablit l'ordre... : « L'avenir est au plus sage », et, par « les plus sages »*

je n'entends pas les plus réactionnaires ou même les plus conservateurs. Il y a des cas où le vrai révolutionnaire, c'est le rétrograde. Mais j'entends par là, ceux qui tiennent le mieux compte des nécessités du présent et des exigences de la situation, tout en ne perdant jamais de vue les deux grands principes qui sont comme les pôles autour desquels la Maçonnerie rêve de faire tourner le genre humain : justice et liberté ». (Bull. 1885-86, p. IV).

En vertu de ces principes n'avons nous pas entendu un F. : Lafferre se déclarer catholique, et ajouter : mais il faut être tolérant. C'était la première leçon maçonnique donnée aux enfants d'Alsace.

Bien plus la Franc-Maçonnerie s'adapte aux situations, aux milieux ; elle les forme ; elle les cultive : En 1908, le Bulletin officiel déclare : « *La Maçonnerie s'est toujours appliquée à se mouvoir dans les milieux sociaux qu'elle avait préparés elle-même.* (Bull., 1908, p. 40).

Cette adaptation et cette culture se pratiquent par l'infusion d'idées sous le masque de l'anonymat.

En 1887, dans une réunion maçonnique plénière, le Grand Orateur s'écrie : « *A nous maçons de travailler en commun à la diffusion des idées qui doivent faire les libres-penseurs, avec des convictions solidement établies sachant se passer des Eglises... Etablissons entre nos ateliers (Loges) un courant continu d'idées...* (Bull., 1887, p. 83).

En 1882, le même Bulletin déclare : *La Maçonnerie doit pouvoir, dans ses Temples, suivre les études qui s'ouvrent dans le monde profane; elle doit même précéder, si c'est possible, les débats publics, afin de pouvoir, le cas échéant les diriger...* (Bull. p. 67).

Bien plus, il prescrit : *Dites leur (aux amis) que nous sommes avant tout une école de perfectionnement mutuel et de vulgarisation intellectuelle; une sorte de laboratoire où toutes les grandes idées de l'époque viennent s'affirmer et se combiner, pour se répandre ensuite dans le monde profane sous une forme palpable et pratique. Dites-leur, en un mot, que nous sommes la philosophie du libéralisme. Dites-leur tout cela, avec les réserves que comporte le secret maçonnique.* »

« *Toutes les grandes questions de principes politiques, tout ce qui a trait à l'organisation, à l'existence, à la vie d'un Etat, oh ! cela... oui cela nous appartient à nous en première ligne; tout cela est notre domaine pour le disséquer, pour le faire passer dans le creuset de la raison et de l'intelligence.* » (Bull., 1877, p. 147, et suiv.).

Et encore :

« Les Loges doivent rester des foyers de lumière
« initiatique; rien de profane ne doit en franchir le seuil.
« Elles ont pour mission de former des Maçons...

« Quant aux Maçons stylés dans les Loges dont les

« travaux ont un caractère purement *initiatique*, ils
« sauront agir dans le monde profane. Leur influence
« salutaire s'affirmera partout et produira des fruits
« précieux dans tous les domaines de l'activité
« humaine. » (*Bull.*, 1908, p. 253).

En loge de Liège, le 22 octobre 1905, à l'occasion
d'une réception faite au Sourv.: Gr.: Com.: Goblet, le
F.: Cahay développe la même thèse :

« Mes FF.:, vous avez le devoir de vous instruire
« en Loge et d'apporter ensuite dans le monde profane
« votre part d'efforts à la direction de l'opinion pu-
« blique ; votre champ d'action s'étend de plus en plus...
« ...C'est sur l'esprit tout entier de l'homme que vous
« agissez et sur toute sa conscience et non sur une
« question d'intérêt souvent passagère et secondaire... »
(*Bull.*, 1905, p. 73 et sq.).

Avant lui, au Congrès maçonnique en 1889, le Fr.:
Francolin, nous avait pleinement édifié sur cette ma-
tière :

« N'est-ce donc rien, dirais-je encore, que d'établir
« et de garder ces centres intellectuels et ces centres
« d'action, qu'on appelle des ateliers, et où chaque soir,
« chaque semaine, toute l'année, les questions qui inté-
« ressent l'organisation des sociétés, tous les problè-
« mes des sciences et de l'industrie, sont étudiés,
« discutés, mis en lumière, de manière à faire des

« Francs-Maçons, des apôtres rompus à résoudre les
« objections, prêts à fournir les preuves de vérités
« qu'ils exposent, à rétablir l'exactitude des principes
« contestés, à éclairer les intérêts abusés ?...

« Ces FF.: ainsi préparés peuvent ensuite sortir
« des Temples et répandre tantôt comme Francs-Ma-
« çons, tantôt comme citoyens, soit dans les tenues
« blanches, soit dans les associations, dans les réunions
« ou dans la presse profane, les **vérités étudiées en**
« **Loges...** » (*Bull.*, 1888-89, p. 182.)

Et encore :

« Les résolutions que nous prendrons ici sous le
« sceau du secret maçonnique, auront une grande in-
« fluence dans le monde profane. Il est évident que,
« tous les jours, nous rencontrons des hommes avec
« lesquels nous échangeons nos idées, et quand, dans
« le monde profane, nous trouvons des hommes qui
« sont tentés de venir à nous, nous leur tendons une
« main fraternelle. C'est ainsi que nos idées, se ré-
« pandant au dehors, peuvent y exercer une influence. »
(*Bull.*, 1886, p. xxiv).

Le 22 octobre 1905, le F.: Tempels, parlant de l'ex-
tension que doit prendre la Maçonnerie, nous dit :

« Un nombre plus grand d'ateliers, même à effectif
« réduit, donnerait de grandes facilités pour la divul-
« gation en quelque sorte *anonyme* de nos principes ;

« car il ne suffit pas de créer des foyers intellectuels,
« il faut encore que ceux-ci fassent sentir leur in-
« fluence bienfaisante. » (*Bull.*, 1905, p. 77).

Le 4 décembre 1904, on expose en Loge :

« La nécessité de développer dans les campagnes les
« **idées** d'indépendance civile, en opposition avec le tra-
« vail concentrique du clergé, qui fait main-mise sur
« ce qui intéresse les campagnards de manière à
« enserrer ceux-ci dans des mailles inextricables.
« Depuis 1890, sur tout le pays se trouvent des syn-
« dicats, des associations, des groupements de toute
« espèce, en vue d'augmenter l'influence du clergé,
« sous le couvert de l'extension du bien-être des
« paysans.

« Il serait utile de réunir tous les maçons qui sont
« disposés à étudier en commun les moyens de contre-
« balancer l'influence des organismes dirigés par le
« clergé. L'on ferait rapport sur les idées qui seraient
« formulées, on les discuterait, mais il ne serait pas émis
« de vote car il faut laisser à chacun le soin de tirer
« de la discussion ce qu'il juge préférable à son milieu.
« Le Frère Van., croit que pour aboutir sérieusement
« *il faut agir sous la direction de l'une des Loges*, et
« il annonce que la respectable Loge « La Liberté »
« est disposée à faire le nécessaire à cet égard. » *Bull.*,
1904, p. 37).

Ces procédés maçonniques se trouvent exprimés d'un coup dans ces paroles d'un maçon illustre, le Frère Bergé :

« L'humanité, *dit-il*, progresse en suivant une spirale.
« En apparence, l'on se retrouve au même point, mais
« en réalité, on se trouve vis-à-vis d'une situation nou-
« velle, on est arrivé plus haut. Il y a des moments
« d'arrêts dans la marche du progrès, mais la ligne
« s'est développée. » (*Bull.*, 1883-1884, p. 55).

La Franc-Maçonnerie ne se considère jamais comme vaincue, En réalité, elle ne l'est pas et elle ne peut l'être quand une victoire catholique lui apporte, avec une apparence de défaite, le bénéfice d'une mentalité nouvelle moins catholique. La Maçonnerie veut engendrer la corruption des esprits, l'attachement à l'erreur, principe de tout désordre. Dans ce but, par mille moyens, elle aboutit à la suppression de la vérité objective ; elle efface la puissance de la vérité à l'endroit de l'intelligence. A la place de la vérité, elle mettra dans les esprits, les idées forgées en loge. C'est le triomphe de celle-ci. Si, pour un temps, dans l'ordre politique, des hommes dits « catholiques » sont à la tête du gouvernement, qu'importe ! A la faveur des luttes, des accusations, des calomnies, d'une propagande active, les idées à tendance maçonnique se sont formées. L'air social ambiant les a absorbées. Une mentalité générale s'est créée, et continue de se créer imperceptiblement selon l'esprit

maçonnique. « *Il y a des moments d'arrêt...* » ces moments sont ceux d'un triomphe catholique plus apparent que réel... « *La ligne s'est développée,* » c'est la mentalité publique et sociale maçonnisée. Si, à la faveur des luttes, les idées d'indépendance civile à l'encontre de la dépendance vis-à-vis de l'Eglise, se sont développées, le progrès accompli par la Franc-Maçonnerie est énorme. D'ailleurs la secte procède lentement. Son système l'exige.

Pour ne citer qu'un exemple : comment s'est formée, même chez les catholiques, cette mentalité qui avilit la Foi catholique et la ravalant au niveau d'une opinion. « Toutes les opinions sont respectables ; chacun peut avoir ses idées. » Tels sont les arguments que l'on apporte pour justifier sa croyance, on serait porté à dire, pour s'excuser de l'avoir adoptée. Quelle puissance reste-t-il au catholicisme, dans ces conditions, et que devient la vérité.

Comment, après ces seules considérations, ne pas se rendre compte que, grâce aux libertés modernes et aux Constitutions des Peuples, les Francs-Maçons ont toute facilité d'action, que, grâce à leurs procédés sournois, hypocrites, lents, ils exercent sur la société une action pénétrante, continue et conséquemment efficace.

Tant que cette action est effective, il est impossible de restaurer toutes choses en Jésus-Christ : c'est évident. Pour qu'elle n'obtienne pas les résultats désirés, il est de toute nécessité qu'on lui oppose un travail aussi

actif et aussi pénétrant que le sien, un travail qui envahisse le corps social tout entier, qui y paralyse et ruine l'action maçonnique et y produise des résultats contraires, en d'autres termes qui forme une mentalité sociale nettement catholique.



Ce travail, il le faut, troisièmement, en raison de la nature même de la société et de l'idée sociale.

Qu'est-ce que la société ? — Qu'est-ce que l'idée sociale ?

« Plusieurs hommes, dit le P. Antoine, unissant d'une manière permanente leurs efforts, pour obtenir par une action collective un bien commun, constituent une société. »

La société comprend donc un élément matériel : les membres de la société ; un élément formel : Léon XIII dit que l'autorité constitue la forme de la société. Certains auteurs établissent une distinction entre l'élément formel idéal et abstrait : la coordination, l'union des volontés pour un bien commun et un élément formel concret : l'autorité. Celle-ci devient le principe de l'union, de l'harmonie, de la coordination, de l'efficacité des intelligences et des volontés. Quoiqu'il en soit tenons-nous en à ce qui a été dit dans l'introduction et arrêtons-nous à cette conception : la Société est une union stable des intelligences et des volontés qui tendent

vers un but commun sous l'impulsion de l'autorité; et nous nous rendons compte de la puissance nécessaire de l'idée.

Des volontés ne sont pas cimentées dans une unité de tendance, *si elles n'ont vu d'abord...* et qu'auront-elles vu ? — Elles auront vu le bien auquel l'union les fait aboutir ; elles auront vu le bien de l'union elle-même pour aboutir au bien final et commun ; elles se sont unies, parce qu'elles ont été et qu'elles sont encore éclairées par l'intelligence, — comme il s'agit d'une union permanente, il faut pareillement, que, de façon plus ou moins confuse ou claire, la lumière reste dans l'intelligence. En d'autres termes, il faut l'idée. « *Per ideas*, dit S. Thomas, *intelliguntur formae aliquarum rerum praeter ipsas res existentes* » I a q. 15 a 1.

Voyez donc tout à la fois la nécessité de l'idée, et, comme conséquence, sa puissance. La mesure de sa puissance en effet, se trouve être en raison directe de sa nécessité d'abord, de sa permanence ensuite. Remarquez les termes du Saint Docteur : *formae rerum praeter res existentes*. Cette forme de choses qu'est l'idée existe en dehors de la chose dont on a l'idée.

Une volonté qui tend à une fin, connaît cette fin... « *Quando homo per seipsum agit propter finem, cognoscit finem* » I a 2 æ q. 1 a 2.

Une volonté qui tend de façon habituelle à une fin, doit être dirigée de façon habituelle par la pensée de

cette fin. Elle ne peut avoir cette pensée habituelle que par l'idée de la fin, entretenue de façon régulière dans l'esprit.

Des volontés unies dans un but commun doivent nécessairement avoir comme lumière qui les guide, l'idée du but.

Elles sont unies, et comme compénétrées *dans leur tendance* « UNE » *vers le but...* ; pareillement elles sont guidées *par une idée* « UNE » que chaque membre de la société possède. De cette manière, se forme l'idée « UNE » dans l'ensemble des intelligences comme la tendance « UNE » est formée dans l'ensemble des volontés.

Cette idée est l'idée sociale. Elle est concrétisée dans ce corps moral qu'on nomme la société ; elle en est l'exemplaire ; elle lui donne sa forme (1).

I. — Nous pouvons appliquer au corps social, le raisonnement que fait S. Thomas au sujet des idées divines : « dans toutes choses, dit-il, qui ne sont pas faites par le hasard, la forme est de toute nécessité la fin de l'action. Or l'agent ne peut produire une forme sans en avoir la ressemblance en lui-même. Comment l'aura-t-il ? Certains agents, ceux qui opèrent physiquement, l'ont dans leur être matériel, comme lorsque l'homme engendre l'homme ; d'autres agents, ceux qui opèrent intellectuellement, l'ont dans leur être intellectuel, comme lorsque l'architecte élève un édifice. Dans le premier cas, la ressemblance ne s'appelle point idée, mais elle porte justement ce nom dans le second, parce que l'artisan se propose de reproduire dans l'effet, le type, le modèle qu'il a dans l'esprit. »

« Or, continue le Docteur Angélique, comme ce n'est pas le

L'idée qui a pris corps dans la multitude, y est la forme intellectuelle préalablement conçue du bien extérieur auquel la multitude tend. Sur les volontés, elle exerce l'attrait victorieux qui les amène à s'unir dans le but du bien général ; sur les volontés unies, elle continue d'exercer cette même puissance pour les maintenir dans leur union.

La puissance sociale de l'idée est donc capitale. Elle est supérieure à la puissance de l'idée dans l'individu en raison de l'entraînement qui s'empare des foules, entraînement que l'opposition individuelle n'arrêtera pas, ni n'affaiblira (1).

hasard qui a fait le monde, mais Dieu agissant intellectuellement, il faut admettre dans l'intelligence divine, une forme, selon la ressemblance de laquelle le monde a été fait :

Or, pouvons-nous devons-nous dire pareillement, comme ce n'est pas le hasard qui a fait la société, mais l'union des volontés, il est d'autant plus nécessaire que le but de cette union soit connu, soit à l'état d'idée permanente, que le nombre des membres de la société est plus considérable. Ce but n'étant pas le fait d'un seul, mais d'une multitude, ne pourrait subsister chez celle-ci, s'il n'était à l'état d'idée chez chacun.

Que si la société, telle la société civile, est de droit naturel, il faut que dans la masse réside, au moins sous une forme plus ou moins vague, cette idée que l'organisme social existe pour le bien commun des individus et des familles.

(1) *Potentia enim appetitiva est potentia passiva quæ nata est moveri ab apprehenso : unde appetibile apprehensum est movens non motum : appetitus autem, movens motum...*
I^a q. 80 c.

« Appetibile non movet appetitum, nisi in quantum est apprehensum — Ib. ad. 1^{re}.

Ces considérations établissent combien aveugles et peu avisés sont ceux qui s'attachent aux seules conversions individuelles et négligent la conversion de la société. Aveugles ceux qui ne voient pas que la conversion de l'individu n'est complète que lorsque celui-ci a adopté l'idée sociale vraie, celle qui vient de Dieu et de l'Eglise.

Aveugles sont ceux qui refusent de comprendre, que le principal danger, pour l'individu revenu à Dieu, se trouve, dans la mentalité perverse qui l'entoure, et qui est celle de la société contemporaine !

Aveugles aussi ceux qui ne veulent pas voir que le grand mal de l'individu et de la société, c'est l'idée sociale mauvaise qui, emportant les masses, mène celles-ci aux derniers désordres, et l'individu à la perdition éternelle.

Aveugle qui ne voit pas que tout événement d'ordre social est précédé d'une idée. L'idée s'est concrétisée dans la société ; elle lui a donné sa forme ; elle la conduit au bien souverain ou aux abîmes suprêmes.

Dans sa préface au pangermanisme philosophique, Charles Andler dit : « La croyance philosophique fondamentale de l'Allemagne est celle de la valeur active des idées. Comme il n'y a pas d'idéal plus haut que le germanisme et de pratique plus impétueuse et plus efficace que la guerre, on sert l'humanité et ses fins les plus hautes en fondant par la guerre la plus grande

Allemagne. « L'idéalisme même, a dit von Bernhardi, nous fait une nécessité de cette guerre ».

Charles Andler continue : « On objectera : Que peuvent quelques livres de philosophie même fanatiques ? — Les hommes d'action qui ont la responsabilité du pouvoir et les foules par qui se déchainent les grands mouvements d'opinion lisent-ils les livres ? Ce scepticisme fait trop petite l'action des idées... Il y a des livres puissants. Les livres de Fichte et de Hegel sont de tels livres. Il n'est pas nécessaire qu'ils aient été lus par beaucoup d'hommes... Ce sont de puissants condensateurs électriques qui capturent l'énergie diffuse fournie par des sources éparses et la renvoient intensifiée, dirigeable et capable de formidables efforts... » (p. CXLVI.)

On comprend que Buckle, le brillant historien de la civilisation anglaise, ait écrit : « La découverte des lois de l'histoire de l'Europe s'est fondue en une découverte des lois de l'esprit humain. Ces lois mentales, quand on les aura établies d'une manière certaine, deviendront la base de l'histoire de l'Europe... » (t. I., p. 177).

Et l'on se rend compte des sentences lapidaires des profonds penseurs : d'un Lamennais qui dit : « Tout sort des doctrines : les mœurs, la littérature, les constitutions, les lois, la félicité des Etats et leurs désastres, la civilisation, la barbarie et ces crises effrayantes qui emportent les peuples ou qui les renouvellent... » (*Essai sur l'indiff.*)

D'un Ernest Hello : « Ce sont les principes qui mènent

le monde, sans que le monde sache par qui il est mené. La plus légère négation religieuse se traduit par des catastrophes matérielles et épouvantables » (*Le Siècle*, p. 218).

D'un Cardinal Deschamps : « Le mal n'est que l'erreur mise en pratique et les désordres publics ne sont que les fausses idées mises en action. » (*Œuvres or.*, p. 372).

*
**

La conclusion s'impose : qui tient l'idée sociale, tient la société.

Qui s'attribue la mission de déformer la société doit apporter ses soins à nuancer et corrompre insensiblement l'idée sociale.

Qui a la charge de former ou de reformer la société doit d'abord former l'idée sociale.

La Ligue Apostolique, avec l'approbation du Pontife Suprême, s'est attribuée la mission de rendre la société à Jésus-Christ et à la Sainte Eglise. Nécessairement, elle a contracté le devoir de former dans la société une mentalité catholique. Elle doit créer et contribuer, dans toute la mesure de son pouvoir, à créer l'idée sociale catholique, dans l'univers entier.

Quiconque prend à cœur de sauver la société, de ramener à Dieu les nations, doit nécessairement recourir au même procédé.

Et ici encore, la conclusion est tout indiquée : dans

nos temps qui ont renié Dieu et Jésus-Christ et la Sainte Eglise, il est de toute nécessité que par un travail constant se forme la seule mentalité vraie qui ramène les Nations, l'Ordre social tout entier, les générations et les siècles, à Dieu et à son Christ par la Sainte Eglise.

CHAPITRE II

OBJET DE CE TRAVAIL

En d'autres termes : en quoi faut-il que la mentalité moderne soit réformée ? Pour le comprendre, rappelons-nous les origines du mal que nous combattons. Dans tout l'organisme social, l'homme a pris la place de Dieu, de Jésus-Christ et de l'Eglise. Les « *droits de l'homme* » sont la proclamation officielle de cette substitution blasphématoire. Nous l'avons constaté ci-dessus. De là, nous avons déduit la liberté officielle de la pensée de l'homme, dans tous les domaines. Certes, bien avant cet acte social solennel, la pensée avait élaboré sa propre déformation. Certains travaux intellectuels de philosophes de renom, avaient préparé les esprits dans le monde entier. Personne, toutefois, ne s'était rendu compte de la révolution profonde, que, d'un coup, les principes et le droit nouveaux apportaient à la France et à l'Univers.

Désormais, juridiquement, la pensée sera maîtresse souveraine et absolument libre. L'esprit de chacun sera créateur indépendant de sa pensée ; et la pensée puisera dans le droit absolu et respectif de chacun, sa propre indépendance, que ne pourra limiter aucun autre droit. Logiquement, nous l'avons dit, les droits de la loi sont nuls et en contradiction, sinon avec les principes modernes pratiques, du moins, avec les principes modernes fondamentaux desquels dérive toute pratique effective.

Conséquemment à cet état déplorable de la mentalité moderne, nous déterminons l'objet du travail à réaliser. (1).

I. — Existence de la vérité et du bien ; leur indépendance à l'endroit de la pensée et de la volonté de l'homme.

Ce point est fondamental. Si la vérité objective et si le bien existent indépendamment de la pensée et de la volonté humaine, il est de toute évidence que les

(1) Nous ne faisons pas l'exposé des divers systèmes philosophiques qui ont contribué à engendrer cette mentalité. Qu'il nous suffise de faire remarquer que la doctrine et la méthode de saint Thomas ruinent d'un coup ces différents systèmes. Léon XIII avait la claire vue du mal et du remède, quand il lançait l'encyclique *Æterni Patris*. La doctrine de saint Thomas est la condamnation du Kantisme et de ses succédanés, l'immanentisme et le modernisme. L'état actuel de la société est la réalisation d'un immanentisme social.

principes du droit moderne sont renversés. Ce n'est pas l'homme qui fait la vérité et le bien, mais c'est l'homme qui doit acquérir la vérité et s'attacher au bien. Il devra donc les rechercher, les découvrir, là où ils sont, et non pas les créer à sa façon.

« Comme le bien (*bonum*), dit S. Thomas, est, ce vers quoi tend la volonté ; ainsi le vrai (*verum*), est, ce vers quoi tend l'intelligence. » (1 a. q. 16, a. 1). Le bien est l'objet de la volonté, comme le vrai est l'objet de l'intelligence. Le bien et le vrai existent donc, indépendamment de l'intelligence et de la volonté. Supposons que, d'un coup, toutes les intelligences soient bannies de la terre, le vrai et le bien objectifs n'en resteraient pas moins ce qu'ils sont en eux-mêmes.

Pour que l'intelligence soit vraie, c'est-à-dire, possède la vérité, il est requis qu'elle soit conforme à son objet vrai. Ainsi, se forme la vérité dans l'intelligence de l'individu. C'est la doctrine qu'expose admirablement S. Thomas.

Une chose, un objet, est vrai parce qu'il se trouve être dans les conditions suivantes : Dieu l'a conçu pour le créer ; l'objet créé correspond au concept que Dieu s'est formé à son sujet ; il correspond à l'idéal divin ; il est vrai. — Pour que l'intelligence humaine soit vraie à son tour, qu'est-il requis ? Il est nécessairement requis, que le concept de l'homme corresponde à la réalité vraie préexistante, et, conséquemment, il faut qu'il y ait une adéquation entre la réalité objective et l'intelligence.

C'est pourquoi, S. Thomas dit encore, que chaque chose est connaissable dans la mesure où elle participe à l'être, parce que, dans cette mesure elle est l'objet de l'intelligence. Et le grand Docteur ajoute : « Il y a la vérité de l'intelligence chez l'homme, dans la mesure où l'intelligence est conforme à son principe, c'est-à-dire, aux réalités dont elle reçoit la connaissance, comme il y a la vérité dans les réalités selon que les réalités sont elles-mêmes conformes à leur principe, c'est-à-dire, à l'intelligence divine qui les a conçues et créées ». (1a q. XVI, a 1. c.-af 3, c.-a. 5, ad 2^m).

Tel est le travail primordial à accomplir dans les intelligences si l'on veut réformer la mentalité. Ce n'est pas l'esprit de l'homme qui fait la vérité, le bien, la loi éternelle. C'est l'esprit de l'homme qui apprend à les connaître et les propage ensuite.

II. — L'autorité et le droit de la vérité et du bien.

Si pour réformer la mentalité moderne, il est primordial d'inculquer les principes que nous venons d'énoncer, il est primordial, au même titre, d'établir le droit unique de la vérité et du bien et conséquemment le non-droit et l'injustice de l'erreur et du mal.

S'il est vrai, que chaque réalité est connaissable dans la mesure où elle participe à l'être, et, que, dans la même

mesure elle est l'objet de l'intelligence, il est de toute évidence que tout ce qui est, est l'objet de l'intelligence.

Il est pareillement évident, que toute réalité existante, étant objectivement vraie, rend vraie par rapport à elle, l'intelligence qui la perçoit adéquatement.

Il est conséquemment évident, que lorsqu'il n'y a pas cette correspondance, cette adéquation entre la réalité existante et l'intelligence, celle-ci n'est pas vraie. Mais elle n'est pas vraie précisément dans la mesure où l'adéquation fait défaut, c'est-à-dire, dans la mesure où le concept intellectuel ne correspond pas à la réalité objectivement vraie. Donc elle n'est pas vraie dans la mesure où le concept intellectuel représente une non-réalité, c'est-à-dire, le néant.

Mais quel droit attribuer au néant ? Le néant, n'étant pas, ne peut avoir de droit. Le concept intellectuel qui veut lui donner l'être ne peut lui donner ni un droit, ni l'être. Le seul droit du concept faux, est d'être reconnu tel qu'il est c'est-à-dire, faux, erroné, répondant au néant dans sa totalité ou partiellement, conséquemment en tant que tel, ne pouvant, de droit, avoir aucune influence, aucune autorité sur qui ou quoi que ce soit d'existant.

Au contraire, ce qui est, possède l'être dans la mesure où Dieu le lui a donné. Nécessairement il a le droit d'être intellectuellement perçu dans la mesure où il est. Dieu en effet, en lui donnant l'être, l'a fait objectivement vrai, et par le fait, il a le droit d'être partout ce

que Dieu l'a fait. Par conséquent la vérité objective jouit d'un plein droit.

Pareillement, la vérité subjective, c'est-à-dire, la vérité telle qu'elle est dans mon intelligence, jouit d'un droit nécessaire résultant du droit de la réalité objective d'être vraie partout. Faite pour posséder la vérité concernant les réalités vraies, l'intelligence qui ne peut être vraie que dans la mesure où l'objet vrai est intellectuellement en elle, a comme seul droit et seul devoir d'être conforme à la réalité objective.

En outre, l'intelligence, faite pour percevoir le vrai, n'est pas faite pour avoir le concept de ce qui n'est pas et répond au néant.

Dès lors, soit qu'on la considère objectivement, soit qu'on la considère subjectivement, seule la vérité et conséquemment le bien ont des droits ; l'erreur et le mal (qui n'est que l'erreur mise en pratique) ne peuvent en avoir.



Les choses en étant là, c'est un devoir de justice stricte d'attribuer à la vérité tous ses droits, comme c'est une injustice d'accorder des droits à l'erreur.

L'acte de justice posé en pareil occurrence, ou l'acte d'injustice commis, s'adressent à Dieu lui-même. C'est Dieu, qui a conçu de toute éternité la réalité objective vraie en Lui, et par Lui, vraie en elle-même ; destinée à former la vérité dans l'intelligence. En vertu de sa

puissance infinie, Dieu a créé l'être tel. Tel seulement l'être formera la vérité dans l'intelligence de la créature. Bien plus, en vertu de son domaine souverain, Dieu impose à l'intelligence de concevoir les choses selon qu'Il les a conçues.

Sur l'Etre de Dieu, sur son Œuvre et sa Loi, l'homme est obligé d'avoir des idées vraies. Ne pas les concevoir telles, est injurieux à Dieu et constitue une injustice à son endroit. Pas de quartier donc pour l'erreur.

Après ces considérations faut-il insister encore sur l'importance de ne pas *tolérer* que la vérité de la Foi Catholique soit dégradée au point que, socialement, elle passe *pour une opinion*, et sur la nécessité de faire disparaître cette mentalité actuellement accréditée chez plusieurs, et, qui est la ruine de la vérité.

III. — Conséquemment, il faut une autorité, un pouvoir pour faire respecter la vérité et le bien. Tout pouvoir, quel qu'il soit, est revêtu de cette mission dans la mesure de son étendue. — La Politique.

La vérité est exposée à la ruine, et conséquemment le bien aussi. Elle a, pour se défendre contre les prétentions de l'esprit humain, l'impérieuse clarté de sa lumière. Malgré cet éclat, certains membres de la société veulent ne pas la voir, ou simplement, peuvent vouloir ne pas la voir. De ce fait, il résulte qu'au point

de vue social il y a un double péril pour la vérité : péril de n'être pas connue : péril d'être viciée par la pensée de l'homme ; et, viciée, d'être présentée telle aux âmes qu'elle doit éclairer dans leur marche vers la Béatitude, et conséquemment danger d'égarer ces âmes.

Pour empêcher ce double mal, il faut une autorité compétente établie par Dieu lui-même.

Cette autorité, c'est l'Eglise d'abord, à laquelle est confié le dépôt des vérités surnaturelles apportées par Jésus-Christ au monde, et qu'elle a mission d'enseigner et de protéger ; — à laquelle aussi est confiée la sauvegarde des vérités morales d'ordre naturel. « Nous avons été établi interprète du droit naturel et divin dans toute l'étendue de l'univers », disait Pie IX, le 15 mai 1871. Que de fois, Léon XIII a répété le même enseignement, renouvelé encore par Benoît XV, à l'occasion de la guerre.

Cette autorité, c'est ensuite l'Etat. Nous servant des termes de Léon XIII, nous avons assigné le rôle respectif et les rapports mutuels de l'Eglise et de l'Etat. Qu'on nous permette d'insister sur un point en particulier : L'Etat, en vertu de son institution, a le devoir de protéger socialement la vérité et le bien. Tout pouvoir dans l'Etat, doit réaliser cette même mission. Ce que nous avons dit jusqu'à présent, le prouve clairement. Pratiquement, au point de vue social, la vérité ne peut être protégée que par la force au service du droit.

Cette force extérieure ne se trouve pas dans la vérité elle-même ; elle n'est pas suffisante dans l'Eglise ; elle ne se rencontre que dans l'Etat, devenu le bras droit de l'Eglise.

Or, la mentalité actuelle la plus bénigne à l'endroit de la vérité, c'est qu'il faut laisser l'Eglise « se tirer d'affaires ». C'est là d'ailleurs une conséquence fatale de la suppression de la vérité dans l'ordre social. C'en est une autre que la mentalité complètement fausse en matière politique.

La Politique.

La politique, que l'on entende par elle, la manière de conduire les affaires de l'Etat, ou que l'on entende l'action, qui, par la voie des élections ou de quelque autre manière, mène au Pouvoir, ne peut pas ne pas tenir compte de la vérité, c'est-à-dire, de la Foi catholique. Du fait qu'elle est le pouvoir dans son exercice ou qu'elle mène au pouvoir, elle est strictement obligée d'envisager la vérité et le bien auxquels l'Etat, c'est-à-dire, le pouvoir doit sa protection. La politique doit avoir en vue de créer un pouvoir et de s'organiser en pouvoir, vraiment, et selon toute la force du terme, catholique.

L'Eminent Cardinal Boggiani le disait dans sa superbe lettre pastorale au peuple de Gênes, en date du 25 juillet 1920 :

« C'est une erreur très grave en soi et des plus périlleuses par ses conséquences que de faire abstraction de la religion dans l'action politique...

« Le catholique qui aborde le terrain de la vie publique et politique, en protestant de vouloir suivre et appliquer le programme chrétien-catholique, et qui pourtant fait abstraction de la religion dans ses actes, non seulement ne remplit pas son devoir, mais, il y manque gravement. Il se trompe lui-même, il trompe son prochain ; et, s'il ne les trompe pas, il se moque du moins de l'Eglise et de Dieu.

« Faire abstraction de la religion dans la vie publique ? Mais si vous, qui vous dites catholiques, recourez à cette voie oblique pour y réfugier votre action plus ou moins « amorphe », « aconfessionnelle », comment pourrez-vous combattre, comme c'est votre plus strict devoir, l'erreur aujourd'hui dominante, l'erreur qui a engendré toutes les « moutonneries » dont nous nous plaignons, à savoir : la séparation de l'Eglise d'avec l'Etat, et l'Etat laïque ? Comment pourrez-vous combattre toutes les autres erreurs du libéralisme ? Qu'est-ce donc que les libéraux ont toujours voulu et dit d'autre, sinon : Indépendance à l'égard de la religion dans la vie publique et politique ? Ne savez-vous pas qu'une fois admis un principe, vous en devez absolument suivre toutes les conséquences ? »

C'est dire la gravité de la faute de ceux, qui, détenant le pouvoir, n'en usent pas selon Dieu, en faveur de la vérité et du bien.

C'est dire, aussi, l'insanité des systèmes modernes d'élections d'après lesquels le mandataire du peuple est tenu de représenter l'erreur dont est infecté ce peuple lui-même, erreurs telles que le libéralisme, le socialisme, etc., etc.

C'est dire encore, la gravité du péché que commettent les électeurs qui confient le pouvoir à ceux qui sont dans des dispositions d'esprit telles, qu'ils en abuseront contre la vérité, c'est-à-dire contre Dieu, Jésus-Christ, l'Eglise et les âmes.

C'est dire enfin que les partis tels qu'ils sont constitués généralement de nos jours, devraient ne pas exister. Il ne pourrait y avoir qu'un seul parti, celui de Dieu et de son Eglise, auquel tous seraient ralliés et dans lequel les intérêts les plus divers pourraient aisément se grouper selon l'esprit de Dieu.

« Dieu n'a pas de partis ; il est le Père universel.
« Jésus-Christ n'a pas de partis ; il est le Maître, le
« Sauveur du monde entier. L'Eglise n'a pas de partis :
« elle est la Mère de tous les hommes : tous elle les
« attire amoureusement sur son sein, à tous elle tend
« les bras.

« Le Pape n'est d'aucun parti : Vicaire de Jésus-
« Christ et Chef visible de l'Eglise, il porte à tous les
« hommes un même amour ; tous il les appelle au ber-

« caill, à tous il ouvre ses bras paternels. » (*Card. Boggiani*).

*
**

Mais puisque, grâce aux principes modernes, de fait, il y a des partis constitués contre l'Eglise de Jésus-Christ et la vérité divine, il est de toute nécessité que se forme le parti de Dieu et de l'Eglise dont la mission principale sera de prendre en mains la défense et la protection de l'œuvre de Jésus-Christ en ce monde. Il accomplira le rôle qui, selon les desseins de Dieu, revient à l'Etat catholique aboli, et, par son action, remplacera celui-ci dans toute la mesure de sa puissance et de sa force sociales.

C'est ce qu'enseigne Pie XI, dans sa lettre aux Evêques de Lithuanie (1).

« Nous parlions des catholiques... comme citoyens
« en effet, on ne peut les empêcher d'user de leur droit
« de vote. Bien plus, ils manqueraient gravement à
« leur devoir si, dans la mesure de leurs moyens, ils ne
« contribuaient à diriger la politique de leur cité, de
« leur province, de leur nation ; d'autant plus que,
« pour Nous servir encore des paroles de ce même Pon-
« tife Léon XIII (encyclique *Immortale Dei*), « Les ca-
« tholiques, du fait même de la doctrine qu'ils profes-
« sent, sont tenus d'agir d'une façon intègre et cons-

(1) *Acta Apost. Sedis* 1-8-28, D. C. 10-11-28.

« ciencieuse. Au contraire s'ils demeurent oisifs, les
« rênes du gouvernement tomberont aux mains de ceux
« dont les opinions n'offrent que de faibles perspectives
« de salut. »

Ces enseignements des Papes et des Evêques trouvent leur entière justification dans les procédés des Loges maçonniques.

Franco-Maçonnerie et Politique.

La Franco-Maçonnerie par les Bulletins du Grand-Orient déclare formellement :

« *La minorité intelligente, (les fr.: maçons) ne peut
« lutter contre l'influence de l'Eglise qu'en se servant
« de l'Etat comme d'une arme. »* (Bull., G. O. de Belgique 1886, p. 96).

« *Si la fr.: maç.: tient au progrès du monde, elle
« ne peut le réaliser que par la politique. Non, on ne
« peut séparer la F.-M. de la politique... Notre propa-
« gande sera politique ou elle ne sera pas. »* (Bull., G. O. de Belgique, 1885, p. 144).

« *Il n'est qu'une voie ouverte pour ne pas retomber
« dans les serres rapaces de Rome, celle des réformes
« politiques et sociales. »* (Bull., 1887, p. 85).

Le rapport officiel du Congrès maçonnique tenu à Paris en 1924, a traité entr'autres questions celle de la nationalisation de l'Enseignement. Il déclare :

« Au point de vue politique, la Nationalisation sau-
« vera la République du péril clérical. Quand l'ensei-
« gnement sera nationalisé, l'Eglise perdra un des
« moyens les plus sûrs et les plus puissants d'étendre
« sa domination sur la grande masse des Français.
« Son grand rôle politique et social sera terminé et
« on verra en France une vie de paix religieuse et
« sociale. »

Le même Convent du point de vue politique réclame l'unité de la morale, c'est-à-dire qu'il demande la pratique de la morale humanitaire en opposition avec la morale du Christ.

Le Convent de 1923 traite la question de *l'éducation des citoyens*. Voici en quels termes il s'exprime :

« Par éducation civique, il faut entendre la partie
« de l'éducation générale, ayant pour but la formation
« progressive et rationnelle de la conscience du citoyen
« chez l'individu considéré comme membre actif
« de la Société et à l'effet de le rendre capable de par-
« ticiper en parfaite connaissance de cause, au pouvoir
« dont il détient par son suffrage, une part effective
« de souveraineté.

« Jusqu'ici, nul éducateur ne s'est soucié de cette
« science que l'on pourrait appeler le « civisme » et
« qui serait l'art de former des citoyens éclairés. »

Et voici les considérations émises par le Convent :

« Les L. L. : de la fédération française de l'obéissance

« mixte le D.: H.: conviées à établir le programme
« d'une éducation civique à donner aux citoyens et
« citoyennes, *considérant* :

« 1° Que le civisme est la base indispensable à la
« vie en société ;

« 2° Que la Société parfaite ne peut être constituée
« avec des êtres imparfaits et qu'une organisation so-
« ciale n'a de valeur qu'en raison des individus qui la
« composent ;

« 3° Que le peuple est souverain dans une démo-
« cratie ;

« 4° Que l'idée républicaine fléchit par inexistance
« ou insuffisance de conscience civique, que la majorité
« des citoyens est dépourvue de sens social et politique ;

« 5° Que l'avenir du pays dépend du choix de ses
« représentants et que le bulletin de vote doit être
« l'aboutissant de l'éducation civique ;

« 6° Que les libertés publiques, l'égalité, la pro-
« priété, sont mises en péril par les profiteurs de l'igno-
« rance du peuple et ne sont plus effectivement ga-
« ranties, que l'intérêt, l'égoïsme triomphent, et que
« la bonté, l'altruisme sont obligés de se cacher ;

« 7° Que l'homme et la femme sont ensemble et in-
« divisiblement les constructeurs de l'humanité, que
« l'union intellectuelle de l'homme et de la femme sera
« aussi féconde pour la conduite des affaires publiques

« que pour l'administration de la famille, et que l'avènement politique de la femme française ne saurait se faire attendre plus longtemps ;

« 8° Que les partis politiques conçoivent diversement les affaires publiques et l'organisation sociale ;

« 9° Que les moyens d'information civique par la presse et la parole sont insuffisants, **Définissent** ainsi l'objet et le but de l'éducation civique :

« *Objet et but de l'éducation civique :*

« Elle sera basée effectivement sur l'esprit de liberté, de justice, de solidarité, de tolérance et de paix. Elle devra édifier le caractère individuel dans le sens le plus favorable, non à l'individu mais à la collectivité ; développer chez le citoyen le sentiment de sa responsabilité, dans l'évolution individuelle et sociale ; lui faire acquérir toutes les vertus civiques ; restituer la notion du droit, du devoir, de la foi politique ; renforcer l'esprit démocratique ; satisfaire aux aspirations du peuple ; lui donner toutes notions de droit civil, pénal, constitutionnel, de nature à lui permettre de juger et de contrôler, tant en politique intérieure qu'extérieure.

« **Emettent** les vœux suivants :

« *Vœux généraux ou vœux de base demandés par toutes les Loges :*

« L'éducation civique sera donnée sur les bases définies ci-dessus :

« 1° Aux enfants : des deux sexes pendant leur
« séjour à l'école primaire ;

« 2° Aux adolescents : dans les écoles normales,
« lycées, écoles spéciales, cours post-scolaires ;

« 3° Aux adultes : dans les cours d'adultes, à la
« caserne, dans les usines, ateliers, tous centres uni-
« versitaires, tous groupements républicains ;

« a) A l'école primaire, de 6 à 11 ans, la morale so-
« ciale se donnant comme but de former chez tous les
« enfants (sans distinction de sexe, ni de rang) le senti-
« ment social, le besoin de la solidarité, sera la prépa-
« ration à l'éducation civique proprement dite.

« b) De 11 à 16 ans, *cette éducation s'appuiera sur la*
« *Déclaration des Droits de l'Homme* — devenue selon
« l'heureuse initiative de notre vénéré fondateur, la
« Déclaration des Droits humains — et sur le pro-
« gramme actuel d'instruction civique, modifié selon
« les vœux des At.: At.:

« c) Dans les écoles spéciales et techniques, elle
« initiera les adolescents aux lois, coutumes, pratiques,
« relatives à leur profession.

« d) Pour les adultes, des causeries familières sur
« des sujets appropriés au milieu donneront des no-
« tions de droit civil, usuel, de législation ouvrière, de
« droit international. *S'adressant aux électeurs et aux*
« *électrices, elles leur montreront l'importance d'un*
« *suffrage éclairé et les initieront à l'exercice du droit*

« de vote, à la procédure, qui préside à la confection et
« à l'application des lois.

« Dans nos Loges de fréquentes discussions sur la
« législation et la politique devront parfaire notre
« éducation civique.

Sujets à traiter dans les discussions des Loges.

I. — La Déclaration des Droits de l'Homme ou plutôt
« du D.: H.: considérée comme **préface d'une**
« **législation future** et commentée en se plaçant
« au point de vue pratique — en recherchant ce qui,
« dans la société actuelle, ne répond pas ou répond mal
« à ses principes, à son idéal — et si l'idéal qui y est
« formulé répond aux besoins et aux aspirations de
« l'heure présente.

« II. — L'enseignement de l'Histoire réformé dans
« le but de donner une plus large place à l'histoire de
« la civilisation, du développement social et écono-
« mique de l'humanité. L'histoire générale et l'histoire
« nationale étudiées au point de vue de l'émancipation
« des peuples ; savoir au nom de quels principes et de
« quels prétextes d'économie politique, les peuples se
« sont fait, se font et peuvent encore se faire la guerre ;
« étudier le droit constitutionnel de son pays comparé
« à celui des autres pays, connaître l'origine, le but, et
« les moyens des grands problèmes politiques : poli-

« tique de l'instruction publique, de l'hygiène sociale,
« de la défense nationale politique et religieuse en
« sorte que chaque citoyen connaisse sa situation com-
« parée à celle des citoyens des autres pays.

« III. — Le programme modifié de morale sociale :

« a) Devoirs envers soi-même, — Harmonie né-
« cessaire de l'âme et du corps : le Beau, le Vrai, le
« Bien, réflétés par la tenue, les gestes, la voix, la mai-
« trise de soi-même. Probité intellectuelle.

« b) Devoirs envers la famille, — Egalité du Père.
« de la mère, du frère et de la sœur, élévation morale
« des serviteurs. Respect de la vie des animaux, sup-
« pression des jeux barbares ;

« c) Devoirs envers la Société. — Respect de la
« vie : suppression de la guerre. Liberté de pensée :
« tolérance. La solidarité sociale : la coopération.

« d) Devoirs envers l'humanité. — L'égalité des
« races, l'humanitarisme opposé au militarisme. La
« Société des Nations, l'arbitrage international. Fédé-
« ration des Nations vers la Paix par le droit.

« IV. — Modifications à apporter au programme
« actuel d'instruction civique :

« — Etudier : du groupement en communes à celui
« en nations, selon leur évolution dans l'histoire ;

« Ajouter : l'école unique, la vérification des impôts,
« la Société des Nations, l'arbitrage.

« — Un peu d'économie politique : production de
« la richesse, rôle du capital dans l'industrie, le com-
« merce, l'agriculture : répartition des richesses :
« syndicats, coopératives, assurances sociales.

« — Suivant les régions : législation agricole, indus-
« trielle, commerciale, travail des enfants, des femmes.

« — Connaître actes et formalités de l'état civil.
« actes d'enregistrement, baux, prêts.

« *Vœux particuliers exprimés par quelques loges :*

« — Etude de l'histoire des religions pour amener
« à la plus large tolérance.

« — Historique de la condition de la femme à tra-
« vers les âges et les pays.

« — Education sexuelle des jeunes gens (les droits
« et les devoirs de chacun ; responsabilité des parents
« dans la procréation des enfants au point de vue
« hygiène physique et morale) et éducation ménagère
« dans leurs rapports avec le civisme.

« — Etude des divers partis politiques, leurs atta-
« ches historiques, leurs doctrines, leur programme :
« examen et critiques de faits précis s'y rapportant.

Vœux complémentaires :

« a) Création dans chaque commune d'une Maison du
« Peuple indépendante de la Mairie, — où fonctionne-
« raient les œuvres d'assistance communale : consulta-

« tions gratuites, crèches, etc... — où les compétences
« locales réuniraient les adultes pour les causeries
« devant parfaire leur éducation civique. Cette Maison
« du Peuple aurait : bibliothèque, salles de réunion,
« salle de spectacle et serait entretenue par la com-
« mune ;

« b) Que les municipalités favorisent la construction
« de maisons ouvrières avec jardins pour favoriser la
« lutte contre les taudis, l'alcoolisme ;

« c) Que les LL. mixtes du Droit Humain poursui-
« vent elles-mêmes l'éducation de leurs membres ;
« qu'elles consacrent, dès à présent, quelques tenues à
« l'école des moyens pratiques permettant aux femmes
« de révéler leurs aptitudes aux affaires publiques ;

« d) Que soit demandé au Conseil supérieur de l'Ins-
« truction publique d'inscrire l'instruction civique
« comme une matière distincte, notée à part dans tous
« les examens ; que cette étude soit obligatoire dans
« les cours d'adultes ; *qu'un certificat de fréquentation*
« *de ces cours soit exigé comme sanction, pour avoir*
« *droit à l'inscription sur les listes électorales.* »

Le même Convent traite longuement la question de l'Ecole unique.

Nous y relevons le paragraphe concernant la laïcité :

« L'Ecole nationale de demain ne sera pas confes-
« sionnelle, pas plus d'ailleurs que l'école actuelle ; elle

« devra être ouverte à tous les enfants, sans s'inquiéter
« de leur situation sociale, pas plus que des opinions
« politiques et religieuses de leurs familles, la confes-
« sion religieuse des enfants et des jeunes gens n'ayant
« aucun rapport avec leurs études. L'école nationale
« sera nécessairement, comme l'Etat, neutre. L'instruc-
« tion religieuse des enfants pourra être continuée ;
« mais en dehors et indépendamment de l'école na-
« tionale qui sera essentiellement laïque. L'école unique
« aura pour but, non d'imposer un dogme, dogme reli-
« gieux ou dogme d'Etat ; mais au contraire de former
« des hommes qui, ayant reçu une instruction basée
« sur la tolérance et devant servir au progrès de l'hu-
« manité, auront conscience des sentiments d'égalité
« et de fraternité qui doivent unir tous les hommes. »

Par ces données nous devons comprendre ce qu'il faut penser des systèmes de compromissions, de concessions, de transactions et de conciliations qui, de nos temps, pullulent et sont devenus les procédés systématiques de trahison de la vérité.

Qu'on médite le saint Evangile et l'on se rendra compte que Dieu demande, non des hommes aux concessions, mais des apôtres et des martyrs.

Est-il un seul pays où en matière de politique et d'élection, la mentalité ne doive être totalement réformée ? — Nouvelle tâche assumée par la Ligue Apostolique.

IV. — L'homme est libre. Il y a une loi tracée à cette liberté : la loi de la vérité et du bien; et conséquemment, la loi de l'autorité.

L'homme est libre. Il y a une loi tracée à son action par la nature. Il ne peut ni se suicider, ni commettre le meurtre, ni se rendre coupable d'injustice, etc.

Pourquoi ? Parce qu'il y a une limite tracée à sa liberté. Sa liberté a donc une loi, et, que l'homme le veuille ou ne le veuille pas, cette loi est imposée à sa liberté.

Si pareille loi existe, il existe aussi, et nécessairement un droit qui la dicte, et sans lequel elle ne pourrait être. Le droit de l'homme cesse, là où un autre droit l'arrête. Or, le premier et le plus fondamental de tous les droits, base de tous les autres, revient à la vérité et conséquemment au bien. Chacun est obligé de respecter intégralement le droit de la *vérité*. — La question n'est pas de savoir s'il s'agit d'une vérité d'ordre inférieur ou supérieur, d'ordre naturel ou surnaturel ; la question est de savoir si nous sommes devant la vérité, quel que soit le qualificatif qu'on y ajoute. Or, à la vérité, il faut appliquer ce que nous avons dit des droits de la vérité. Personne ne peut la nier ; c'est le premier devoir du respect que chacun a l'obligation de lui porter.

Si la vérité, non seulement existe, mais est faite pour l'homme ; de droit, toute entière elle s'adresse à

l'homme. Sa raison d'être alors, c'est l'homme. Celui-ci, non seulement ne peut la nier, mais doit l'adopter comme lumière et principe de direction de sa vie.

Or, l'Etre Suprême et Eternel, Dieu, ne s'est pas contenté de se manifester à la raison humaine par les voies naturelles ; il s'est communiqué par la révélation de la vérité surnaturelle directement destinée à éclairer l'homme et à le diriger dans toute sa vie.

La révélation est faite pour l'homme. La loi naturelle, faite elle aussi pour l'homme, a été surélevée par Jésus-Christ dans la promulgation de la loi surnaturelle.

En l'homme, et indépendamment de lui, il y a donc tous les droits émanant de la vérité, soit naturelle, soit surnaturelle, communiquée par Dieu au monde, et il n'en est point d'autres. Pour l'homme, il y a la loi, nécessairement intangible, de la vérité du bien. Contre cette loi il ne peut y avoir de droit.

La vérité et le bien, tels que Dieu les a faits, sont donc une limite nécessaire tracée à la liberté de l'homme.

En outre, Dieu, ayant préposé à la sauvegarde de la vérité et du bien, l'autorité, la liberté se trouve nécessairement limitée par elle. — Nous disons : « limitée ». Logiquement, on ne peut dire que la vérité, le bien, l'autorité resserrent ou compriment la vraie liberté. Avoir la faculté de pécher n'est pas un privilège attaché à la liberté, mais une résultante de l'infirmité de la volonté et de son libre arbitre. La vraie liberté consiste dans la faculté de choisir dans l'ordre de la vérité et du

bien, en vue d'une fin bonne. La volonté et l'intelligence ne peuvent qu'évoluer à l'aise, dans le bien et la vérité, qui, en Dieu, sont sans limite. Les vrais limites résultent du non-être qui se rencontre dans l'erreur et le mal, comme nous l'avons exposé. On ne peut logiquement, selon les simples lois de la nature, s'attacher à ce qui n'est pas, ni évoluer dans ce qui n'est pas. Le néant c'est le néant. Tout attachement à lui, ou toute évolution en lui, constituent une réalité dans le sujet qui s'attache, puisqu'il y a là un mouvement imprimé à l'âme, mais sont sans objet réel vu qu'ils s'appliquent au néant, que, intentionnellement, ils mettent à la place de Dieu et de sa Loi. Dans ce cas, la liberté reste donc subjective. Du côté de l'objet elle est fictive puisqu'en réalité on n'évolue pas dans le néant que sont l'erreur et le mal. Seule, l'imagination de se croire libre, surnage au naufrage de la vraie liberté. Dans la Béatitude, les Saints se trouvent dans l'impossibilité de s'attacher à l'erreur ou de faire le mal, ils jouissent de la plus absolue liberté dans la plénitude de l'Etre divin qui se communique à eux. Dans les enfers, les damnés appliqués dans leur volonté au mal, c'est-à-dire, au néant comme fin suprême, n'ont aucune liberté. Ils sont arrêtés par lui !

Ces quelques considérations, ajoutées à celles que nous avons faites sur la vérité, feront saisir sur le vif, la culpabilité de l'individu et de la société qui abusent de ce grand mot : liberté !

Individuellement, l'homme a le choix entre le bien et le mal, entre l'erreur et la vérité. Imitant la sagesse de Dieu, l'Eglise s'interdit de violenter sa conscience. Pour l'amener au bien elle lui remettra sous les yeux les splendeurs de la vérité, la béatitude de l'Eternité, le malheur final de ceux qui s'attachent au mal. S'il s'obstine à se refuser à Dieu, il se condamne lui-même au châtimement éternel ; c'est son affaire.

Au point de vue social, il n'est pas de même. L'organisation sociale peut devenir et devient effectivement, nous l'avons dit, l'occasion et la cause de la damnation de millions d'âmes.

Il est donc requis d'employer tous les moyens licites pour éclairer sa conscience sociale et l'amener à s'appliquer exclusivement à la vérité et au bien. La société, tous les Pontifes le répètent, a la mission de protéger la vérité, le bien, et l'œuvre de Dieu qui en est l'expression pratique, la sainte Eglise.

Quelle terrible responsabilité pour ceux qui ont la mission d'éclairer les peuples, pour ceux aussi qui sont préposés au gouvernement des peuples.

Or, la mentalité faite par les constitutions modernes et conformes à ces constitutions, ne peut s'allier à la mentalité qui veut que Dieu, Jésus-Christ, la Sainte Eglise règnent dans la société et dans les âmes.

Cette mentalité contemporaine use de la notion fausse de liberté, selon les suggestions maçonniques, pour aboutir à la corruption sociale complète, à l'anarchie.

Les Organes officiels des Loges sont remplis de témoignages qui établissent ce fait. Nous nous bornons aux enseignements du *décatalogue sacré*, connu des seuls initiés et que voici :

1^{er} précepte : « Dieu (1) a créé les hommes avec une
« liberté pleine, commune et égale à tous. Il suit de là
« qu'on ne pourra resserrer, limiter ou restreindre cette
« liberté, sans faire une injure intolérable à Dieu et
« non moins grande et intolérable aux hommes... »

2^e précepte : « ...Dieu est très jaloux de sa domina-
« tion absolue sur cette terre... il considère comme vou-
« lant s'égaliser à lui quiconque prétend participer à cette
« domination. Ce serait faire à Dieu une injure très
« grave que de ne reconnaître aucune juridiction ni auto-
« rité particulière ; ce serait une offense très grave et
« contre sa majesté suprême et contre la liberté natu-
« relle de l'homme qui est son œuvre. »

3^e précepte : « La liberté naturelle a été presque
« détruite par la méchanceté et surtout par certains
« Assyriens qui, les premiers, ont inventé les noms de
« Principauté et de sacerdoce.

(1) Pour les initiés, selon les uns, « Dieu » signifie « Satan » ; selon les autres, il signifierait la matière primordiale et universelle dont sont faits l'homme et le monde. Quoi qu'il en soit, le mot « Dieu » est employé ici, par une grossière et injurieuse dérision.

« Mais il y eut heureusement des hommes qui virent
« que le principe de cette violence de quelques usur-
« pateurs était dans l'ignorance dans laquelle se trou-
« vait la plus grande partie des hommes. C'est cette
« ignorance qui a rendu possible de telles usurpations
« sur les droits de ce Dieu à qui les hommes doivent
« tant. »

4^e précepte : « La grande entreprise des hommes qui
« ont le cœur bien placé et l'honneur en recommanda-
« tion est donc de rebâtir le temple entièrement abattu
« et de sortir enfin des ténèbres de l'ignorance. *C'est*
« *de s'armer et de s'élever contre les indignes usurpa-*
« *teurs jusqu'à les tuer*, si cela est nécessaire, comme
« des vrais tyrans sur terre et en punition d'avoir
« usurpé les droits de Dieu et *une puissance qui est*
« *égale pour chaque homme et commune à tous...* »

7^e précepte : Cette entreprise est la plus difficile qui
« fût et qui sera jamais ; car elle consiste à *combattre*
« *la Principauté et le sacerdoce* qui sont en possession
« de la tyrannie sur la liberté de l'homme. Il s'ensuit
« qu'il nous faut la protection assurée des gens les
« plus puissants et les plus respectables dans toutes
« les classes. »

8^e précepte : « Mais surtout et avant tout, un secret
« sacré et inviolable doit être la fondation de cette
« difficile entreprise... »

9^e précepte : « Le secret est si inviolable qu'aucune

« puissance publique soit de la principauté, soit du
« sacerdoce ne peut jamais y avoir aucun droit.

« La Principauté et le Sacerdoce devant être tous
« détruits et anéantis en sapant leurs fondations, en
« enlevant leurs appuis et en les renversant définitive-
« ment, ne peuvent avoir de raison qui les défende et
« qui les garantisse.

« Aussi, pour assurer l'exécution de cette révolution,
« mettra-t-on toujours en avant dans les actes, procédés
« et entretiens de la société et de ses membres : rien
« contre les lois, — rien contre la religion — rien contre
« les bonnes mœurs... »

Enfin le 10^e précepte : « Et parce que ce secret est
« de si haute importance, il doit résider chez les seuls
« architectes qui doivent diriger l'édification du Temple
« entièrement ruiné.

« Dans les loges on fait savoir seulement que l'objet
« de la société est une charité sûre et réciproque, etc... »

L'enseignement maçonnique fondamental, — car il
est un enseignement concomitant en loge, celui du culte
de l'humanité et de la nature ; il faut en effet donner à
l'esprit de l'homme comme aliment intellectuel quelque
chose de positif, — est donc le suivant :

Il faut la liberté absolue.

Il ne peut y avoir, sur la terre, ni juridiction, ni auto-
rité, ni souveraineté, ni supériorité quelconque.

Comme il est deux institutions qui incarnent l'auto-

rité, le sacerdoce et la royauté ou le pouvoir quel qu'il soit, elles sont nécessairement le point de mire de la haine et de la vengeance maçonniques (1).

(1) Après avoir médité ce que nous avons dit jusqu'à présent, le Lecteur comprendra le texte qui fut publié en 1902 en Russie sous le titre : Procès-verbaux des Sages de Sion.

(Un exemplaire du livre se trouve au Bristish Museum à Londres où il fut enregistré le 10 Août 1906, sous le N° 3926, d. 17.)

Quelque fantastiques et romantiques que puissent paraître à première vue les révélations du complot mondial qui s'y lisent, ces pages manifestent en toute réalité les tendances et les efforts maçonniques pour aboutir au désordre universel. C'est à ce titre que nous reproduisons quelques extraits du document publié par Mgr Jouin, dans la revue internationale des sociétés secrètes, octobre 1920.

Il est à remarquer qu'une seule voix juive s'est élevée pour protester, celle de Reinach.

« La liberté politique n'est pas un fait, mais une idée. Il faut
« savoir appliquer cette idée lorsque, par elle, en guise d'appâts,
« il s'agit d'attirer la force de la populace vers son parti si
« celui-ci a en vue d'usurper le pouvoir au parti rival. Le pro-
« blème se simplifie, si le concurrent est infecté lui-même
« de l'idée de liberté, autrement dit de libéralisme, et cède de
« son pouvoir au nom de cette idée.

« C'est alors que le triomphe de notre théorie deviendra appa-
« rent ; les rênes relâchées du gouvernement sont, d'après les
« lois de la nature, immédiatement saisies par de nouvelles
« mains, parce que la force aveugle de la populace ne peut se
« passer un seul jour d'un chef et le nouveau pouvoir occupe
« seulement la place de l'ancien, qui a été affaibli par son libé-
« ralisme.

D'autres documents nous révèlent que pour parvenir à supprimer toute autorité, la maçonnerie doit s'ingénier à supprimer insensiblement le droit de propriété.

« De nos jours, la puissance de l'or a remplacé celle des gouvernants libéraux. Il y eut un temps où la religion gouvernait. L'idée de liberté n'est pas réalisable, parce que personne ne sait en user avec mesure. Il suffit seulement de laisser quelque temps la populace se gouverner elle-même pour que ce self-gouvernement aboutisse à l'anarchie...

« Où commence le droit ? Où finit-il ? Dans un gouvernement où le pouvoir est mal organisé, où les lois et la personnalité du gouvernant sont rendues inefficaces par l'empiètement continu du libéralisme, j'acquiesce à un nouveau droit — celui d'employer le droit du plus fort pour détruire les coutumes et institutions existantes...

« Nous avons devant nous un plan dans lequel une ligne stratégique nous est indiquée. Nous ne devons pas en dévier si nous ne voulons pas détruire le travail de bien des siècles.

« Pour élaborer un plan d'action utile, il faut prendre en considération la lâcheté, l'instabilité, l'inconstance de la foule, son incapacité de comprendre et de respecter les conditions de sa propre vie, de son propre bien-être. Il faut comprendre que la puissance de la foule est aveugle, déraisonnable, incapable de raisonner et prêtant l'oreille tantôt à droite, tantôt à gauche.

« Notre appel de *« liberté, égalité, fraternité »* lancé par nos agents inconscients, attirait dans nos rangs, de tous les coins du monde, des légions entières qui portaient nos bannières avec extase. Ces mots, cependant, étaient les vers qui rongeaient le bien-être des païens (c'est-à-dire des nations

Or, au point de vue social, le programme maçonnique que nous venons d'exposer, se réalise en principe dans les constitutions modernes. Nous l'avons établi dans la

« et des profanes, en opposition avec les Judéo-Maçons), détrui-
 « sant partout la paix, la tranquillité, la solidarité et minant
 « les bases de leurs Etats. Ainsi que nous le verrons plus tard,
 « ceci aida à notre triomphe. Nous eûmes la possibilité entre
 « autres, d'avoir les principaux atouts en main pour abolir les
 « privilèges par lesquels se maintenait l'autocratie des Gentils
 « — seule protection qu'avaient contre nous les peuples et les
 « pays. Le sens abstrait du mot « liberté » a permis de convain-
 « cre les foules que le gouvernement n'est rien d'autre que l'in-
 « tendant du propriétaire du pays, c'est-à-dire de la nation, et
 « qu'il peut être remplacé comme une paire de gants usés. Le
 « fait que les représentants de la nation peuvent être déposés
 « les mettait à notre entière disposition, et leur nomination
 « dépendait pour ainsi dire de nous.

« La presse, dans les mains des gouvernements existants,
 « est une grande force, par laquelle on obtient le contrôle du
 « mouvement des idées dans le peuple. La presse révèle les soi-
 « disant exigences indispensables : elle dénonce les plaintes
 « proférées par le peuple, elle crée le mécontentement de la
 « populace. La presse incarne le triomphe de la liberté du
 « verbiage. Mais les gouvernements n'ont pas su à temps se
 « saisir de cette force et elle est restée entre nos mains. Grâce
 « à elle, nous avons établi notre influence, tout en restant dans
 « l'ombre.

« Pour ruiner l'industrie des Gentils et pour activer la spé-
 « culation, nous encourageons l'amour illimité du luxe. Nous
 « augmenterons les gages : mais les travailleurs n'en béné-

première partie. Ce même programme se réalise dans la mentalité ou l'opinion publique qui en dérive. Cette mentalité règne actuellement. Il est de toute nécessité

« ficeront pas puisque nous augmenterons en même temps les
« prix des objets de première nécessité en prétextant les résul-
« tats défectueux de l'agriculture. D'autre part nous minerons
« adroitement les bases de la production en semant les graines
« de l'anarchie parmi les ouvriers.

« Lorsque nous eûmes injecté le poison du libéralisme dans
« l'organisme de l'Etat, toute sa constitution changea : les
« Etats furent infectés d'une maladie mortelle, c'est-à dire de
« la décomposition du sang. Il n'y a qu'à attendre la fin de
« leur agonie. Le libéralisme a donné naissance aux gouverne-
« ments constitutionnels, qui supplantèrent l'autocratie — la
« seule forme de gouvernement saine pour les Gentils. L'Etat
« constitutionnel, comme vous le savez bien, n'est rien d'autre
« qu'une école de discussions, de désagréments, de querelles, et
« d'agitations inutiles de partis ; bref, c'est une école de tout
« ce qui affaiblit l'efficacité du gouvernement. La tribune, aussi
« bien que la presse, a contribué à rendre les gouvernants
« inactifs et faibles, c'est-à-dire, inutiles et superflus, et c'est
« pour cela qu'ils ont été déposés dans beaucoup de pays.

« En attendant que nous ayons atteint le pouvoir, nous es-
« sayerons de créer et de multiplier les Loges maçonniques dans
« toutes les parties de l'univers. Nous y attirerons tous ceux
« qui peuvent devenir ou sont déjà des hommes politiques de
« grande notoriété. Ces Loges seront notre principale source
« d'information en même temps que des centres de propa-
« gande.

de créer une mentalité opposée à celle qui procède des Constitutions modernes, une mentalité qui aille à l'encontre des principes et du droit modernes et principalement des grandes libertés constitutionnelles issues des droits de l'homme.

« Toutes ces Loges seront centralisées sous une direction
 « connue de nous seuls et composée de nos sages ; elles auront
 « aussi leur propre représentant pour masquer où se trouve
 « l'administration centrale. Seule la direction aura le droit de
 « décider qui peut parler et présenter l'ordre du jour. C'est
 « dans ces Loges que se formeront les nœuds de toutes les
 « classes socialistes et révolutionnaires de la société. Les plans
 « politiques les plus secrets nous seront connus et dès qu'ils
 « seront élaborés, nous nous appliquerons à les exécuter.

« Presque tous les agents de la police secrète et internationale seront les membres de nos Loges.

« Il n'est que naturel que nous soyons les seuls à diriger
 « les entreprises maçonniques, car nous sommes les seuls à
 « savoir le faire. Nous connaissons le but final de chaque agissement, tandis que les Gentils ignorent la plupart des choses
 « qui ont trait à la Maçonnerie ; ils ne peuvent même pas voir
 « les résultats immédiats de ce qu'ils entreprennent. Ils ne
 « pensent généralement qu'aux avantages immédiats du moment
 « et sont contents si leur amour-propre est satisfait par l'exécution de leur intention ; ils ne perçoivent pas que l'idée
 « originale n'est pas la leur, mais qu'elle a été inspirée par nous.

« Vous ne vous figurez pas à quel point il est facile d'amener
 « le plus intelligent des Gentils à un état de naïveté ridicule en
 « le flattant et comme d'autre part, il est facile de le décourager par le plus petit revers ou simplement en cessant de
 « l'applaudir.

V. — Conséquemment, il faut former dans les esprits et y maintenir intangibles, les vérités primordiales de la foi, comme vérités strictement nécessaires à la base et au maintien de l'Ordre social, à sa vérité et à sa justice : Dieu, Jésus-Christ, l'Eglise, il faut amener les volontés à agir avec énergie selon la vérité.

La raison de ce dernier et suprême travail sur les esprits, c'est que Dieu, Jésus-Christ et la Sainte Eglise sont la vérité qui sauve les individus, la famille, la société, l'ordre social et les peuples. Tout ce qui a été dit précédemment concernant la vérité et la liberté, a été dit à cause d'eux et pour eux.

Les intelligences, donc, doivent être convaincues que Dieu est le Dieu des Nations et de la Société, comme Il l'est des individus. Les volontés doivent être résolues à ne pas s'accorder de repos, jusqu'à ce que les Constitutions et les Chartes des Peuples, soumises à Dieu et à son Christ, proclament leur Souveraineté absolue, jusqu'à ce que Jésus-Christ ait repris son empire sur la Société toute entière, jusqu'à ce que l'Eglise et le Pape aient, dans la Société, la place qui leur revient.

Il faut, particulièrement, que ces convictions et ces résolutions aient comme objet, les prérogatives de la Sainte Eglise :

Sa vérité divine à l'encontre de toutes les inventions humaines ;

Sa mission divine à l'endroit de l'individu comme à l'endroit des familles, des nations et des gouvernements ; à l'encontre des théories sociales modernes ;

Tout spécialement sa mission de vérité et de charité : Jésus-Christ n'a pas seulement apporté au monde la vérité, mais encore la charité. Il les a confiées l'une et l'autre à son Eglise : « C'est *mon* commandement que vous vous aimiez... » A qui a-t-il pu transmettre « son » commandement si ce n'est à celle qui Le remplace sur la terre, son Eglise ? Cet enseignement est d'une importance majeure. Parce que la société s'est soustraite à Dieu, partout la charité est laïcisée. On la transforme, en une philanthropie neutre, c'est-à-dire, maçonnique, imitation contrefaite et difforme de l'œuvre de Jésus-Christ. Il ne nous est pas permis d'abandonner ni aux socialistes, ni aux francs-maçons ce qui appartient à Jésus-Christ et a été légué par Jésus-Christ à la Sainte Eglise : « *non possumus* ». Ce qui, à ce point de vue, s'est passé pendant la guerre mondiale, est un vrai scandale.

Pareillement il est nécessaire d'affirmer la mission de l'Eglise à l'endroit de **la loi naturelle** . « *Elle est non seulement la gardienne des vérités révélées, mais la sauvegarde nécessaire de la loi naturelle.* (lettre du S. Siège, à l'Archev. de Tours). Cette doctrine doit être dite et redite à une époque où les gouvernements, emboitant le pas à certains rationalistes libres-penseurs, ont créé, pour l'enseigner dans les écoles, un système

de morale humanitaire et indépendante de la foi catholique, conséquence de la religion de l'humanité. Certains catholiques de nos jours se font prendre au piège et vont jusqu'à déclarer : il vaut mieux que les enfants entendent l'exposé de la morale indépendante que de ne rien emporter de l'école. C'est une aberration.

*
**

Pour obtenir le résultat attendu : la réforme de la mentalité moderne et l'établissement d'un état d'esprit catholique, c'est-à-dire, vrai et juste, à l'égard de Dieu, de Jésus-Christ, de l'Eglise et de la Société, il est de toute nécessité, pour tout catholique, de s'armer de dispositions telles, qu'elles soient de nature à nous faire aboutir certainement.

Il faut former la mentalité catholique ;

Il faut aussi que cette mentalité, formée ou en voie de formation, ne soit pas soumise à l'action des causes dissolvantes qui ont produit l'état actuel des esprits ;

A cette fin, il est requis :

Premièrement : de ne pas voiler la vérité. Tout ce que désire la franc-maçonnerie, c'est que la vérité ne soit pas produite au grand jour ; que les droits de la vérité catholique ne soient pas affirmés ; que lorsqu'il est question de Dieu, des droits et prérogatives de l'Eglise dans l'ordre social, les catholiques aient recours à un système de prétérition et d'oubli, — système qui appa-

remment sauve les droits de la conscience croyante et donne satisfaction aux susceptibilités des incroyants qui ont décidé de ne pas tolérer l'action de l'Eglise dans la société. Hésiter, tergiverser, à plus forte raison se taire ou passer sous silence, permet à la loge maçonnique, *d'une part*, d'opérer l'effacement de l'Eglise et du coup d'empêcher l'accomplissement de sa mission, *d'autre part*, de s'emparer de l'idée sociale, de la former à sa manière, de la répandre partout et de maçonniser les masses.

Ainsi, à la faveur de l'union dite « sacrée », et pour ne pas froisser libres-penseurs, libéraux ou autres, on s'est abstenu d'étaler ouvertement les prérogatives divines de l'Eglise. Les conséquences étaient inévitables : au point de vue social, Eglise, franc-maçonnerie, socialisme, etc., sont dignes d'un égal respect. Cette conclusion, il est vrai, est implicitement exprimée dans les libertés constitutionnelles. L'attitude des catholiques a fait qu'elle est pratiquement appliquée.

Ce que nous venons de dire au sujet de l'Eglise, il faut le répéter au sujet du droit moderne. On n'ose pas affirmer la vérité le concernant. On recourt à des distinctions, à des transactions parfois pires que le silence. Entre temps les francs-maçons couverts par nos lâchetés, qui souvent sont une approbation implicite, peuvent faire passer les constitutions modernes comme les plus parfaites. Malheur désormais à qui s'en prendra au droit moderne et aux libertés constitutionnelles !

Ainsi toutes les manœuvres anti-catholiques s'établissent sous l'égide de la Constitution du pays. Et les catholiques de reconnaître que tout est conforme au droit, et d'ajouter qu'à l'encontre des procédés maçonniques, ils ne peuvent faire valoir les droits de la vérité catholique ! Ne s'exposerait-on pas, n'exposerait-on pas l'Eglise, à des représailles un jour ?... O félonie !

Deuxièmement : Il est de toute nécessité d'affirmer la vérité entière. Il faut proclamer ouvertement et hautement les droits de Dieu, de Jésus-Christ et de l'Eglise Catholique, et les devoirs si complets et si absolus de la créature, c'est-à-dire de l'homme, de l'ordre social et des nations.

Il faut affirmer la vérité toute entière, concernant les constitutions des peuples et les libertés modernes, et les déclarer cause initiale de tous les malheurs de la société.

Ne pas agir de la sorte, c'est permettre, à l'ennemi de Dieu et de la société, de trouver chez nous un côté par lequel il pourra nous surprendre, c'est lui donner toute facilité de s'adapter à notre mentalité craintive, d'inspirer ses idées et insensiblement de nous perdre.

Troisièmement : *Et tout spécialement, il faut affirmer le rôle prépondérant de la politique et sa dépendance absolue à l'égard de Dieu.*

L'Etat a la mission de protéger la vérité, donc l'Eglise catholique. Il n'accomplit pas son devoir. Son rôle est nécessairement dévolu à ceux qui, pratiquement, détien-

nent le pouvoir. L'organisation du pouvoir est la résultante des élections et de la politique. En conséquence, la politique, doit, non seulement, être théoriquement soumise à Dieu, mais il faut qu'elle se mette sur le pied de la défense des intérêts de l'Eglise. Il le faut d'autant plus que comme nous l'avons vu ci-dessus la franc-maçonnerie déclare elle-même qu'elle recourt à la politique comme à un moyen suprême. Tel est le travail qui s'impose.

CONCLUSIONS :

Croisade nécessaire ! Dieu le veut !

L'immortel Pontife Léon XIII, écrit dans son encyclique « *Sapientia Christiana* » :

« L'homme qui a, comme il le doit, embrassé la foi
« chrétienne est, par ce fait même, soumis à l'Eglise, sa
« Mère, et devient membre de la société la plus haute et
« la plus sainte, que, sous Jésus-Christ, son Chef invisi-
« ble, le Pontife de Rome, avec une pleine autorité, a
« la mission de gouverner.

« Or, si la loi naturelle nous ordonne d'aimer d'un
« amour de prédilection et de dévouement le pays où
« nous sommes nés et où nous avons été élevés, jusque
« là que le bon citoyen ne craint pas d'affronter la mort
« pour sa Patrie, à plus forte raison, les chrétiens doi-
« vent-ils être animés de pareils sentiments à l'égard
« de l'Eglise. Car elle est la cité sainte du Dieu vivant
« et la Fille de Dieu lui-même, de qui elle a reçu sa
« constitution. C'est sur cette terre, il est vrai, qu'elle
« accomplit son pèlerinage. Mais, établie institutrice et
« guide des hommes, elle les appelle à la félicité éter-
« nelle. Il faut donc aimer la patrie terrestre, qui nous a
« donné de jouir de cette vie mortelle; mais il est

« nécessaire d'aimer d'un amour plus ardent l'Eglise, à
« qui nous sommes redevables de la vie immortelle de
« l'âme, parce qu'il est raisonnable de préférer les biens
« de l'âme aux biens du corps, et que les devoirs envers
« Dieu ont un caractère plus sacré que les devoirs envers
« les hommes. »

Après la guerre la plus horrible que le monde ait connue, les Peuples se sont réunis, dans la personne de leurs représentants, en une conférence dite conférence de la paix.

De ces assises solennelles et majestueuses entre toutes, Dieu fut exclu, le Rédempteur du monde, le Roi des rois, le Maître-Suprême des dirigeants des Nations est rejeté. L'Œuvre du Fils de Dieu fait homme, l'Eglise, est de par la volonté de Dieu la grande éducatrice des Peuples ; elle est honnie et dédaignée par les Maîtres de la terre (*Art. 15 du pacte de Londres qui prononce l'exclusion de toute intervention Pontificale*). Le salut de l'homme, doit se trouver dans l'homme ; le salut de l'humanité est et doit être dans l'humanité seule. Tels sont les principes des dirigeants qui veulent être des hommes d'ordre. Dès l'ouverture de la Conférence de la Paix, il fut dit : *« Le cœur même de l'humanité a été atteint par la guerre... »*

« Il faut pour le monde entier des garanties qui assurent la sécurité de l'humanité par l'union des esprits et des cœurs. »

« *La Ligue des nations, c'est-à-dire l'humanité associée dans la personne de ses chefs est le moyen de fournir à l'humanité les garanties permanentes de paix.* »

« *L'avenir du monde est entre les mains du peuple.* »
(Discours d'ouverture de la Conférence, 25 janvier 1919).

La conférence de la paix fonda la Ligue des Nations. Et de cette Ligue encore, Dieu, Jésus-Christ, la Sainte Eglise sont exclus.

Telle qu'elle est conçue, la réorganisation des Peuples est donc l'affirmation de la souveraine indépendance de l'humanité toute entière à l'égard de Dieu, — elle est la proclamation de la puissance suprême de cette même humanité en dehors de toute puissance divine et contre cette puissance.

Ce n'est donc plus un individu, ce n'est plus une famille, ce n'est plus une Nation, c'est le concert des Nations, c'est le genre humain organisé, qui tout entier déclare que Dieu, le Christ et la Sainte Eglise sont étrangers aux Peuples, étrangers au Monde.

Ce n'est plus l'injustice suprême d'un Peuple c'est l'injustice concertée de tous les Peuples. Ce n'est plus l'injustice d'un Pays, c'est l'injustice organisée de l'Univers et de tout ce qu'il contient, lancée solennellement et injurieusement à l'adresse de l'Eternel.

Les conséquences de cet acte sont capitales.

L'injustice et l'injure du genre humain exigent une réparation... une expiation... Que sera cette expiation ? Si le Cardinal Mercier disait au sujet de la guerre : « Il n'en faut point douter, le principal crime que le monde expie en ce moment, c'est l'apostasie officielle des Etats et de l'opinion publique », que devrait-il dire devant cette apostasie pratique de l'universalité des Peuples ?

Au point de vue des Nations, c'est la consécration officielle par le genre humain, de l'Apostasie de chaque Peuple en particulier. C'est l'impossibilité pour chaque Nation d'accomplir à l'égard de Jésus-Christ et de la Sainte Eglise un rôle Providentiel. Le Pape Grégoire IX, écrivait à Saint Louis et dans sa personne à la France : « il est évident que le Rédempteur a choisi le béni royaume de France comme l'exécuteur spécial de ses divines volontés. Par lui, Il veut défendre la liberté de l'Eglise et de la Foi, brayer l'impiété et protéger la justice. » A quel pays, à quel peuple ces paroles pourront-elles jamais être adressées à l'avenir ? Les influences et les directions internationales doivent émaner de « l'humanité » seule et sans Dieu.

*
**

Il faut n'avoir sur la conférence de la paix et sur la Ligue des Nations, d'autre pensée que celle inspirée par l'Esprit-Saint : « Nisi Dominus aedificaverit

domum, in vanum laboraverunt qui aedificant eam », (ps. 126). Si Dieu ne bâtit la paix, si Dieu n'élève cet édifice de la Société des Peuples, c'est en vain que travaillent ceux qui consacrent leur génie et leurs talents, leur vie et leur temps à l'édifier. Nouvelle tour de Babel, elle sera un monument de plus qui témoignera aux siècles à venir, l'impuissance de l'homme qui veut se passer du Tout-Puissant.

Mais ce qui mérite l'attention de tous et de chacun, c'est l'extension que prend la laïcisation de toutes choses, laïcisation et négation de Dieu et de son Christ, d'autant plus générale que l'institution humaine qui les professe est plus universelle.

C'est, autant qu'il le peut, l'Univers qui en tant qu'Univers se sépare de Dieu et le renie. Voilà où nous conduit le libéralisme.

Or pour la Société, pour les Peuples, pour les Ames, le salut est en Jésus-Christ seul et dans l'Eglise de Jésus-Christ. Telle est l'unique vérité. Ayons le courage de le reconnaître et d'adapter pratiquement notre vie à ces convictions.

C'est pourquoi nous disons et nous répétons : **il faut, oui il faut entreprendre une Croisade :**

Croisade nécessaire : le salut des âmes et l'œuvre de Jésus-Christ sur la terre sont en cause.

Croisade urgente : les progrès de la laïcisation universelle sont effrayants et s'accroissent chaque jour.

D'autre part, l'anarchie envahit le monde avec une rapidité qui consterne et sème partout la terreur.

Il est temps d'entendre la voix de Jésus-Christ disant à ses Apôtres, « *Allez, enseignez !...* » Il est temps que le prêtre se rende compte de la stricte nécessité d'une action apostolique intelligente, forte et corsante, sur tout l'Ordre Social. Il est temps que le laïque se constitue le bras droit du prêtre agissant sur la société.

Il est temps que chacun se rende compte de la lourde part de responsabilités qui pèse sur lui.

Il est temps enfin que, prêtres et laïques sachent que les récompenses promises en ce monde aux Apôtres de Jésus-Christ non à ceux qui s'arrêtent et qui s'endorment, mais à ceux qui vont et enseignent, sont la haine et la malédiction, les tribunaux et la prison, la trahison et le glaive.

Heureux les prudents selon Jésus-Christ ! ceux-là seuls sont jugés dignes de la récompense promise par le Verbe de Dieu fait homme. Car le Verbe de Dieu fait homme a dit :

« *Je suis, moi, pour l'individu et pour la Société, la voie, la vérité et la vie* ». (Joan. XIV, 6.) « *Dieu a tant aimé le monde qu'il a livré son Fils unique, afin que celui qui croit en Lui ne périsse pas, mais obtienne la vie éternelle. Celui qui ne croit pas est déjà condamné.* (Joan III, 13).

Et Jésus-Christ, Verbe de Dieu, dit encore : « Allez, par le monde entier, prêchez l'Evangile à toute créature » Allez enseignez toutes les nations, c'est-à-dire les Peuples, la Société ». « Qui vous écoute, m'écoute, qui vous méprise, me méprise ». (Luc. X, 16).

Et Jésus-Christ, Verbe de Dieu, dit toujours : « Tu es Pierre, sur cette Pierre je bâtirai mon Eglise, les puissances de l'Enfer ne prévaudront pas contre elle ». (Math. XVI, 18).

*
**

Et Jésus dit aussi : « Vous rendrez témoignage à la vérité de ma doctrine, à la vérité de mon Eglise, à la Pierre sur laquelle je l'ai bâtie..., ce témoignage vous le rendrez jusqu'à la fin des temps et devant tous les peuples ». (Act I, 8 — Math. 28-29).

Et Jésus continue : « Ne craignez pas !... Quiconque confessa devant les hommes, mon nom et mon œuvre, je lui rendrai témoignage devant mon Père. Mais devant mon Père aussi, je renierai celui qui devant les hommes m'aura renié et méconnu, moi et mon Eglise. Je n'ai pas apporté la paix, j'ai apporté le glaive. (Math. X, 31 seq).

« La moisson est abondante... Allez, je vous envoie comme de tendres agneaux au milieu des loups... Les hommes vous traîneront devant leurs tribunaux... ils vous flagelleront... à cause de moi et à cause de mon

Eglise. Vous serez livrés aux Chefs d'Etat... vous serez emprisonnés... vous serez mis à mort... le frère sera trahi par son frère... les fils s'insurgeront contre leurs parents... Ne vous effrayez pas ; pour la cause de mon nom, pour la cause de mon Eglise et de la Pierre qui est sa base, sous serez un objet de haine pour tous... (Luc, X, 3, Math., X, 16 seq).

O vous qui aimez Dieu. « allez, ne vous arrêtez ni devant les difficultés, ni devant la mort, rendez la Société et les Nations à Dieu !... »

O vous qui aimez Jésus-Christ, « allez », ne vous arrêtez ni devant les difficultés, ni devant la mort, rendez la Société et les Nations à Jésus-Christ ! ...

O vous qui aimez la Sainte Eglise et son auguste Chef, Pierre, « allez », ne vous arrêtez ni devant les difficultés, ni devant la mort, rendez la Société et les Nations à la Sainte Eglise et à son auguste Chef, Pierre !...

Allez, enseignez ! et, s'il le faut, pour le triomphe de Jésus-Christ, de sa Doctrine, de son Evangile, de son Eglise, allez au devant de la contradiction, de la haine, du martyre !...

Dieu le veut !



Et maintenant, Ligue Apostolique, Fille de Dieu et de la Sainte Eglise, allez par le monde, ne vous arrêtez

ni devant la chaumière du pauvre, ni devant les palais des princes, pénétrez dans les assemblées publiques et privées, ne vous arrêtez ni au seuil des parlements et des sénats, ni à la porte des diplomates qui recouvrent les plus secrètes combinaisons. Partout, allez, enseignez et dites : Vous mourrez de mort, si vous ne revenez au Seigneur « Morte morieris » (4 Reg. I. 4) car il n'est de salut pour vous que dans le Christ et son Eglise : « non est in alio aliquo salus ». (Act. IV, 12). (1).

(1) Pour tout renseignement concernant la Ligue Apostolique, prière de s'adresser au bureau de la Ligue, 88 bis, boulevard de la Tour-Maubourg, Paris, VII^e.

Nihil obstat :

Bruxelles, 25 novembre 1928.

J.-B. HOYOIS, C. s. s. R.

Vice Prov.

Imprimatur :

Rennes, 31 janvier 1929.

H. GAYET, v. g.

IMPRIMERIE G. VATAR — RENNES
